

Le vécu des opérations extérieures et intérieures

Par Martine Cuttier

Résumé

Cet article détaille les circonstances, objectifs, déroulement et conséquences (politiques, stratégiques, institutionnelles et humaines) de quatre opérations extérieures et deux opérations intérieures menées par des unités aéroportées entre 2004 et 2021.

Abstract

This article details the circumstances, objectives, unfolding and (political, strategic, institutional, human) consequences of four overseas and two domestic operations conducted by French airborne units between 2004 and 2021.

Mots-clés : Parachutistes ; Kosovo, 2004 ; embuscade d'Uzbin, 2008 ; Sangaris ; Sahel, 2013-2021 ; opérations *Sentinelles* et *Résilience* ; portée et conséquences.

Keywords : *French airborne units ; Kosovo, 2004 ; Uzbin ambush, 2008 ; Operation Sangaris ; Sahel region ; Operations Sentinelles and Résilience ; scope and impacts.*

Citation

Cuttier, Martine, "Le vécu des opérations extérieures et intérieures", *La Vigie*, Hors-série "Parachutistes", juin 2022.

Autrice/ Author

Martine Cuttier, historienne, est rédactrice-en-chef adjointe de *Res Militaris*.

Dr. **Martine Cuttier**, a historian, is deputy chief editor of *Res Militaris*.

Texte intégral

L'ambition de cet article est démesurée, et son volume inhabituel. Il s'agit, à partir d'un choix relativement arbitraire d'opérations récentes, de rendre compte de la variété de celles auxquelles ont pris part des unités de troupes aéroportées, de la façon dont de telles opérations s'organisent et se déroulent dans leurs dimensions concrètes sur le terrain, enfin du vécu et du ressenti des parachutistes qui y ont pris part. Les sources en sont nombre de témoignages recueillis auprès de leurs acteurs, l'exploitation de diverses publications militaires officielles, et la littérature de sciences sociales qui s'y rapporte. Il s'agit encore de mettre en évidence le retour en grâce et la fréquence accrue des opérations aéroportées, jusque-là délaissées de longues décennies durant.

Le schéma esquissé sera le même pour chacune des opérations considérées : après quelques éléments de contexte viendront l'évocation de sa pertinence, de sa conception et de sa préparation, celle de son déroulement, et le bilan – politique, stratégique, tactique, institutionnel et humain – qu'on peut en tirer rétrospectivement.

Publié in *La Vigie* (<https://www.lettrevigie.com/la-lettre>), Hors-série "Parachutistes", juin 2022

On verra ainsi défilier au fil des pages qui suivent : une opération de 2004 au Kosovo, le tragique épisode de l’embuscade d’Uzbin (2008), l’opération *Sangaris* en Centrafrique (2013-2016), celles qui se sont étagées de 2013 à nos jours au Sahel, enfin les missions et opérations intérieures de la période récente, notamment *Sentinelle* et *Résilience*.

Opération aéroportée au Kosovo, 2004

Les Balkans et la Yougoslavie

Depuis le 19^e siècle, les Balkans sont une zone traditionnelle de conflits en Europe du sud-est, et les historiens nomment “Question d’Orient” le récit du reflux progressif de l’Empire ottoman des terres de ce que fut l’Empire byzantin tombé sous sa domination en 1453. Au cœur des Balkans, le 28 juin 1914, l’attentat de Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine sous domination de l’Empire austro-hongrois, embrase une Europe divisée en deux grands systèmes d’alliance. Au sein de l’Entente, la France, alliée de la Serbie,¹ envoie l’“armée d’Orient” combattre l’Alliance dans les Balkans. La Première Guerre mondiale met un terme à la Question d’Orient car les traités² découpent l’Empire austro-hongrois en une multitude d’États où la Serbie se retrouve au cœur d’un royaume de Yougoslavie disparate et dans une Europe balkanique définitivement débarrassée des Ottomans.³ Le royaume disparaît en 1941 et laisse la place, en 1945, à la République fédérale socialiste de Yougoslavie (RFSY) où la Serbie compte parmi les six provinces autonomes. Le Croate Josip Broz Tito instaure un régime communiste et tient d’une main de fer la Fédération.

La fin de la Guerre froide fait ressurgir des antagonismes complexes, y compris identitaires. En décembre 1991, Croatie, Slovénie et Bosnie-Herzégovine proclament leur indépendance, reconnue par l’Allemagne puis par la communauté internationale. En butte à une guerre civile entre Serbes orthodoxes et Bosniaques musulmans, accompagnée de massacres de civils par des milices pratiquant la “purification ethnique”, la RFSY implose laissant la place à la République fédérale de Yougoslavie (RFY). L’ONU met sur pied une mission d’interposition entre les belligérants et de protection des populations, et se résout à participer elle-même à la politique de purification ethnique en organisant le transfert de Bosniaques hors des zones à dominante serbe.

De 1992 à 1996, l’armée française est présente à Sarajevo et la 11^e Division Parachutiste envoie tour à tour ses régiments, comme ce fut le cas du 8^e RPIMa. Avec un escadron du 1^{er} RHP, une compagnie du 17^e RGP et un état-major tactique, ce régiment y constitue le Bataillon d’infanterie n°4 (BatInf 4, dissous le 23 janvier 1995) de la FORPRONU.⁴ Le siège de Sarajevo, ville bosniaque symbole de la guerre civile sur fond de massacres, aboutit à l’intervention militaire des États-Unis et de l’OTAN. Par les accords de

¹ Libérée du joug ottoman depuis 1815.

² Traités de Saint-Germain (19 septembre 1919) et de Trianon (2 juin 1920).

³ Le traité de Sèvres du 10 août 1920 achève le retrait d’Europe des Ottomans entamé lors des guerres balkaniques. Il partage la partie levantine de l’Empire en plusieurs États placés sous mandats franco-britannique.

⁴ Frédéric Pons, *Opérations extérieures, les volontaires du 8^e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009*, Paris, Presses de la Cité, 2009, pp.268-292.

Dayton, en novembre 1995, le Président Bill Clinton permet le rétablissement de la paix. Les États-Unis, désormais impliqués dans les Balkans, accroissent la géographie de l'OTAN face à l'Europe impuissante.

Cette guerre de Bosnie, l'une des matrices de l'islamisme radical, aboutit au morcellement de l'ex-Yougoslavie, destinée à se poursuivre au Kosovo.

Le Kosovo

La province du sud de la Serbie, grande comme deux départements français, est considérée par les Serbes, chrétiens orthodoxes, comme le pilier spirituel de leur identité nationale : leur Jérusalem, leur terre sainte. Durant des siècles, le Kosovo connaît les méandres de l'histoire balkanique tout en forgeant un sentiment national. À partir de 1941, les Albanais du Kosovo collaborent avec les Allemands et constituent la 21^e Division SS de montagne : *Skanderberg*. Ils sont favorables au projet germano-italien de démantèlement de la Yougoslavie et de création d'une Grande Albanie. À la fin de la guerre, en vue de limiter l'influence serbe au sein de la fédération, le Président Tito se montre favorable aux Albanais du Kosovo. Ainsi, en 1974, il impose pour lui le statut de province autonome. Les Serbes le quittent alors peu à peu, et les Albanais, musulmans, finissent par représenter 60% de la population. En 1987, la tendance se renverse avec l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milosevic, qui supprime l'autonomie en 1989. Dès lors sur fond de fin de Guerre froide et de déclin du système communiste, commence une lutte pour le pouvoir entre l'État central, dominé par les Serbes, et la fraction albanophone conduite par l'Armée de Libération du Kosovo (ALK) et l'UCK, organisation paramilitaire et politique à tendance terroriste et maffieuse⁵ dirigée par Hashim Thaçi.

1999 : le Kosovo sous emprise internationale

L'année 1999 constitue un tournant majeur dans l'histoire du Kosovo car la communauté internationale y intervient. Ce sont tout d'abord, de février à mars, les négociations, à Rambouillet, du "Groupe de contact" avec les indépendantistes albanais et le gouvernement fédéral serbe, qui en accepte les principes, d'autant que le Kosovo reste reconnu comme appartenant à la RFY. Cependant, l'OTAN entame à partir du 24 mars et jusqu'au 10 juin, soit durant 78 jours, une campagne de bombardements de la Serbie, l'opération *Allied Force*, à laquelle s'oppose la Russie mais participe la France. Alors que le président François Mitterrand avait déclaré le 25 janvier 1993 à Bernard-Henri Lévy : "Moi vivant, jamais, vous m'entendez bien, jamais, la France ne fera la guerre à la Serbie", son successeur, le Président Jacques Chirac rompt une alliance remontant à la fin du 19^e siècle et scellée dans le sang durant la Grande Guerre. Par-là, il s'aligne sur la politique américaine qui vise à créer de petits États musulmans en Europe pour mieux contrôler l'axe Caspienne-Adriatique grâce à l'OTAN. La France laisse les Américains, les Britanniques et les Allemands soutenir l'UCK.⁶

⁵ Elle s'adonne aux trafics de femmes et d'organes prélevés sur des Serbes et des Tziganes vivants, et devient la plaque tournante du narcotrafic en Europe, adossée à une puissante diaspora.

⁶ Jacques Hogard, *L'Europe est morte à Pristina. Guerre du Kosovo (printemps-été 1999)*, Paris, Hugo Doc, 2014.

Le 9 juin, l'Accord militaire technique (MTA) signé à Kumanovo prévoit le retrait progressif des forces serbes du Kosovo et l'entrée dans la province serbe des brigades nationales de la *Kosovo Force* (KFOR) de l'OTAN. Parmi elles, la brigade française *Leclerc* participe à une guerre considérée comme dissymétrique, ou anti-accès car les Serbes protègent leur territoire. Puis le 10 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la Résolution 1244 qui réaffirme “*la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RFY*”.⁷

La résolution décide du déploiement “*de présences internationales civile et de sécurité (...) sans tarder*” en vertu du chapitre VII de la Charte. L'une des missions de “*la présence internationale de sécurité*”,⁸ confiée à la KFOR, force multinationale de l'OTAN créée pour elle, est de soutenir la paix au Kosovo. Son déploiement à partir du 12 juin marque d'ailleurs la fin de la guerre.

La paix, c'est tout d'abord “*démilitariser l'Armée de Libération du Kosovo et les autres groupes armés albanais du Kosovo*”.⁹ La résolution “*exige que l'ALK et les autres groupes armés mettent immédiatement fin à toutes opérations offensives et satisfassent aux exigences en matière de démilitarisation*”.¹⁰ Or, l'UCK poursuivant sans retenue exactions, enlèvements, pogroms et épuration, un accord signe son désarmement le 21 juin. S'il signifie sa défaite militaire, elle remporte une victoire politique grâce au soutien des États-Unis, de l'Union Européenne et de la KFOR. La France est devenue l'un des contributeurs majeurs de la KFOR avec 6 000 hommes sur un total de 50 000 et la participation de l'armée française se déroule au titre de l'opération *Trident* qui est une OPEX.

La résolution place le Kosovo sous “*une administration intérimaire*” internationale afin que la population puisse jouir “*d'une autonomie substantielle au sein de la RFY*”,¹¹ la mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK ou UNMIK). Le but de la communauté internationale et avec elle de l'UE est de favoriser la démocratie mais avant tout de doter le Kosovo d'un statut véritablement autonome.

La situation du Kosovo en 2004

En 2004, la situation du Kosovo reste régie par la Résolution 1244 car l'épineuse question du statut n'est toujours pas tranchée. Si le Kosovo n'est pas un État, il est prévu d'organiser des élections pour en constituer un, situation ambiguë que le gouvernement français accompagne. Certains parlent d'escroquerie.

Cette année-là, et pour la deuxième fois après le général Marcel Valentin, un général français, le général de corps d'armée Yves de Kermabon¹² commande la KFOR. Le

⁷ Préambule de la Résolution. Cependant l'article 11a évoque “*l'instauration au Kosovo d'une autonomie et d'une auto-administration substantielles*”.

⁸ Articles 5 et 8 ; Annexe 2, Article 3 ; Articles 7 et 9.

⁹ Article 9b.

¹⁰ Article 15.

¹¹ Article 10. Annexe 2, article 5. Bernard Kouchner est nommé Haut représentant de l'ONU en charge de l'administration de juillet 1999 à janvier 2001. À lui d'élaborer des institutions démocratiques.

¹² Il connaît la situation car en 2001, il commandait la Brigade Multinationale Nord (BMN-N) et en 2003, il fut l'adjoint du *COMFOR* pendant six mois.

ComKFOR a pris ses fonctions le 1^{er} septembre pour un an. Or, en mars, la situation que l'on croyait stabilisée, dégénère suite à la noyade de trois enfants albanais tentant selon la rumeur de fuir un groupe de Serbes.¹³ Confrontée à trois jours de violentes émeutes antiserbes par des milliers d'Albanais sur tout le Kosovo, la communauté internationale découvre que rien n'a changé et qu'il lui faut réagir. Par ailleurs, doit commencer en 2005 la phase préalable au débat sur son statut.

Le 24 octobre 2004, des élections étant prévues dans la province autonome du Kosovo, il est décidé de renforcer la KFOR du 6 octobre au 6 novembre. Les parachutistes de la 11^e Brigade Parachutiste (BP) font partie des renforts mobilisés jusqu'en février 2005.

Cette année-là, la BP mène deux opérations aéroportées (OAP) au Kosovo, les dernières dans la région remontant aux OAP allemandes de 1941. Et pour l'armée française, c'est une première depuis Kolwezi, en 1978. La première, *Determined Commitment 2004* (DC04) ou *Engagement déterminé*, le 6 octobre 2004, objet de cette partie, et la seconde, l'opération *Aigle*, le 25 décembre, évoquée plus haut dans ce numéro par son organisateur, le général Jacques Lechevallier.¹⁴

Genèse et préparation de DC04¹⁵

Fin juillet, le chef d'État-Major des Armées (CEMA), le général d'armée Henri Bentégeat saisit l'armée de Terre d'un besoin de renforts en vue des élections à Pristina. Après étude par le commandement de la Force d'action terrestre (CFAT), chargée de la programmation et de la préparation à l'engagement opérationnel des unités de l'armée de Terre, la décision est prise au plan technique, le 3 août. Le cadre du renfort est bien fixé car il s'intègre à l'opération *Trident*. Le rôle du CFAT est essentiellement organique, à lui de mettre à disposition du CEMA les unités dont il a besoin pour en assumer le commandement opérationnel.

À la division "Emploi", le chef adjoint est le colonel Claude Réglat¹⁶ et au bureau "Programmation", l'officier TAP est le lieutenant-colonel Jacques Aragonès, chargé aussi du suivi des travaux de rédaction de la doctrine.¹⁷ Selon la règle, il leur suffit de recourir au système d'alerte *Guépard*. Le 8^e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIMa) est d'alerte. Alors au lieu d'affréter un *Airbus* depuis Toulouse, l'idée germe de mettre en

¹³ Les 17, 18 et 19 mars, 300 maisons et une trentaine d'églises et de monastères serbes sont détruits. Ainsi l'église de Saint-Sava, au sud de Mitrovica est brûlée, le monastère de Devic dévasté. La ville de Caglavica, proche de Pristina, le village de Svinjare et l'enclave serbe de Gojbulja sont attaqués. En chassant ainsi les Serbes, les Albanais procèdent à une épuration ethnique qui choque les ONG favorables aux Albanais et le commandant en chef des Forces alliées Sud-Europe. Soixante soldats de la KFOR sont blessés dont une douzaine de Français de la BMN-NE qui reçoit un renfort de 400 soldats. Sources : Lieutenant Florence Tarin, "Des renforts pour plus de confiance", *Terre Info Magazine*, n°160, décembre 2004, p.21 ; Jacques Hogard, *op.cit.*, pp 100-101.

¹⁴ Depuis le 5 octobre 2004, il commande les 2 500 soldats de la BMN-NE.

¹⁵ Les développements qui suivent à propos de DC04 s'appuient sur informations recueillies lors d'entretiens avec les généraux (2S) Claude Réglat (15 novembre, 8 décembre 2021), Jacques Aragonès (8 décembre 2021, 22 janvier 2022), et Didier Brousse (20 janvier 2022).

¹⁶ Il a commandé le 8^e RPIMa de 1995 à 1997.

¹⁷ Lieutenant, il fut chef de section au 8^e RPIMa, qu'il a commandé à son tour de 2007 à 2009.

place le renfort par aéro largage. Le lieutenant-colonel Aragonès vérifie si une mise en place dynamique de ce genre, en un mot une OAP, est jouable : elle l’est. Elle offre même une opportunité à l’armée de l’Air et à son Commandement de la force aérienne de projection (CFAP), pourtant mobilisés par l’Afghanistan mais intéressés par la réalisation d’un vol tactique avec largage sur une zone inconnue. Le général de corps d’armée Jean-Claude Thomann, commandant le CFAT, donne son accord. L’idée validée par l’EMAT et l’EMA est ensuite transmise à l’OTAN par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), la KFOR étant mise en œuvre par l’OTAN sur mandat du Conseil de sécurité de l’ONU. Peu à peu, ce qui n’était qu’une opération terrestre prend une dimension interarmées et internationale. L’OTAN programme ses moyens : un *Awacs*, des avions de chasse, un brouilleur pour couvrir le saut du 8^e RPIMa intégré dans un ensemble plus vaste car l’organisation transatlantique a fait appel à ses *Strategic Reserve Forces*. À ce titre, le 8^e RPIMa, qui est le *French Strategic Reserve Battalion* (FR SRF Bn) doit être projeté avec des bataillons italiens, le 187^e bataillon parachutiste et le bataillon amphibie San Marco (800 hommes) et avec un bataillon allemand de 650 hommes. Mais il fut le seul à l’être par voie aéroportée.

Le choix du 8^e RPIMa n’est pas le fruit du hasard et le bataillon français bénéficie d’un “alignement des planètes”. Au-delà des parachutistes du CFAT, initiateurs de l’OAP, la Brigade Multinationale Nord-Est de la KFOR (BMN-NE) est commandée par le ComBRIG de la 11^e BP,¹⁸ le général Lechevallier, tout comme le CPCO par son prédécesseur, le général Emmanuel Beth. Ce mode de projection ne peut donc être que plébiscité par les autorités françaises ; en outre, cette opération fut l’occasion de valider le tout nouveau concept national des opérations aéroportées... et de montrer les savoir-faire français en la matière.

Les délais étant contraints, car le régiment a été désigné tardivement, la préparation à l’engagement du 8^e RPIMa, commandé par le colonel Didier Brousse, s’accélère de la fin août à la rentrée de septembre sous la houlette du chef de bataillon Bruno Paravisini, chef “Opérations” du régiment. Il s’agit tout d’abord de la préparation spécifique au théâtre balkanique, où il convient d’anticiper l’attitude des populations. Les adversaires potentiels sont identifiés comme les extrémistes de tous bords pouvant saisir cette occasion pour contester l’action de la KFOR. Suivent l’entraînement au contrôle des foules (CRC : *crowd riot control*) et le renforcement des savoir-faire TAP, au moyen notamment de l’exercice aéroporté *Argonaute*. Il s’est déroulé la semaine précédant l’OAP sur la zone de mise à terre (ZMT) de Ger Azet au cours duquel 300 parachutistes ont été largués en deux vagues par trois avions. Enfin, les véhicules blindés du bataillon, nécessaires à sa remotorisation, sont mis en place sur le théâtre à l’occasion de la relève du bataillon motorisé de la BMN-NE par le 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes (RCP) de Pamiers dès la fin septembre.

¹⁸ Avec la baisse des effectifs entamée depuis la fin de la Guerre froide au nom des “dividendes de la paix”, suivie de la professionnalisation décidée afin de faire face à la nouvelle conflictualité, nombre de régiments des divisions de l’armée de Terre sont dissous. La 11^e Division Parachutiste change de format en perdant 30% de ses effectifs, et devient la 11^e Brigade Parachutiste.

Une OAP, en temps de paix, implique en amont une reconnaissance des zones de saut potentielles, ce qui est fait du 7 au 10 septembre. Deux ZMT sont retenues. La première se situe à proximité de Skenderai, elle présente l'avantage d'être excellente du point de vue technique mais a l'inconvénient d'être très proche d'un foyer d'irréductibles kosovars. La deuxième jouxte Novo Selo, une zone plus difficile mais moins vulnérable. Longue de 2800 mètres et de 400 de large, elle est plus vallonnée et parsemée de bosquets d'arbres. La confirmation de la ZMT ne s'est faite que la veille de la projection. Elle aurait pu être envahie par des véhicules et les parachutistes pris à partie par des tirs, sous voile ou au sol... Pour cette raison, le bataillon a sauté avec les munitions réelles, l'ensemble de ses appuis, dont ses mortiers et Milans, et ses commandos parachutistes.

Chaque composante y trouve un avantage. Pour l'EMA et l'armée de Terre, c'est un saut en zone de conflit alors que les circonstances des autres engagements français s'y prêtent peu. Pour l'armée de l'Air, c'est une opération un peu complexe. Quant à l'OTAN et la KFOR, c'est une opération de communication à forte retombée politique en réponse aux émeutes de mars. Un message fort adressé aux Kosovars, aux Serbes et aux Russes sur la détermination de l'OTAN et ce qu'elle sait faire. Le choix d'une mise en place par une OAP, et non par les voies plus traditionnelles maritimes, routières ou par aérotransport, n'est pas un simple *show of force* : il vise à fortement frapper les esprits, à dissuader les agitateurs potentiels à l'approche d'élections importantes. Il prouve que l'OTAN est capable de réagir vite, de renforcer rapidement ses unités avec une réserve de forces stratégiques.

La réalisation de l'OAP

Le 5 octobre, la 3^e compagnie de combat du capitaine Mickaël Bénichou, la compagnie d'éclairage et d'appui (CEA) du capitaine Éric Dupont de Dinechin, l'unité de commandement et de logistique (UCL) du capitaine Thierry Agnoly et l'état-major tactique se rassemblent dans la Zone de rassemblement et d'attente (ZRA) de Miramas. Tous s'activent à la perception des munitions, à l'affinage du fractionnement, à la préparation des gaines et des équipements... tandis que les briefings avec le groupement de transport, commandé par le lieutenant-colonel Rapp, se succèdent.

La nuit est très courte pour les parachutistes car le 6 octobre, à Istres, après avoir perçu les parachutes et conditionné les charges, l'embarquement commence à partir de 2:30. Mauvaise surprise, faute de place, chaque parachutiste doit tenir sa gaine sur lui. Les huit avions *C160 Transall* dont un *spare*, autoprotégés contre les tirs de missiles entament leur vol vers les Balkans, dans un premier temps en s'insérant au niveau de vol du trafic civil. Pendant ce temps, chacun somnole, tente de récupérer malgré le vacarme des turbopropulseurs. Après avoir parcouru les mille cinq cents kilomètres, les *Transall* atteignent la frontière albanaise et effectuent leur descente vers l'altitude d'infiltration en vol tactique.¹⁹ Ils resserrent leur formation pour être en mesure de larguer en colonne. Durant

¹⁹ Le vol tactique est marqué comme toujours par la tension qu'engendrent des impératifs contradictoires : l'avion veut voler rapidement pour échapper à la vulnérabilité du temps de largage tandis que les parachutistes veulent qu'il vole plus lentement pour mieux se concentrer au sol.

la dernière demi-heure, le temps pour les 363 parachutistes de finir de s'équiper, pour les largueurs de procéder aux ultimes vérifications, ils larguent à partir de 11:00, à une latitude de 200 mètres, la hauteur minimale de largage autorisée, ce qui engendre une tension maximale, en une seule vague les hommes et leurs douze colis d'accompagnement à la queue leu leu comme le montre les photos et le petit film du SIRPA-Terre.²⁰ Un seul blessé léger est à déplorer.

Nous devons tout larguer en moins de deux minutes, raconte le Lieutenant-colonel Rapp, pour augmenter l'effet de masse et réduire la vulnérabilité des paras. Nous avons réussi à le faire, en étagant quatre niveaux de parachutistes, entre ceux qui sortaient juste du *Transall* et ceux qui arrivaient au sol. La première patrouille de trois avions était espacée à quinze secondes et la deuxième de quatre suivait à trente secondes, elle aussi espacée de quinze secondes.²¹

Après cinq heures de vol “*plié en quatre et équipés dans la soute de notre vénérable Transall C-160, le parachute a enfin claqué, bouffée d'air frais balkanique, des camarades sous voile partout sous mes pieds, largués et étagés sur quatre niveaux. Éviter les bosquets d'arbres, délester la gaine. Finalement ce carré de maïs encore sur pied sera pour moi, clin d'œil de notre Sud-ouest de départ. Identifier rapidement le point initial. Ça y est ! Notre mission vient de véritablement commencer*”.²²

En deux minutes, le bataillon est à terre. En une heure et demie, il est réarticulé sur les points d'identification. À midi, il s'infiltré vers la zone d'attente de ses véhicules regroupés à trois kms de là. Le chef de bataillon Paravisini, ordonnateur du saut est satisfait et le chef de corps, le colonel Brousse peut rendre compte à la radio du succès d'un saut intense et brutal dans une très courte fenêtre de largage. Trois heures et demie après, les parachutistes retrouvent leurs VAB et VBL arrivés par bateau, quittent la zone et gagnent leur cantonnement, les uns au camp *Serment de Koufra* de Mitrovica, les autres au camp *Plana*. En effet, d'abord planifié pour une action aller et retour, le bataillon projeté restera au lieu de cela sur le théâtre jusqu'en février 2005 comme réserve opérative du *ComKFOR*, le général de Kermabon. Et placé sous le commandement successif de chaque brigade multinationale, il devient le bataillon de manœuvre et de réserve tactique de la KFOR.

La mission imprévue du bataillon

Après quatre jours d'installation, le bataillon commence sa mission en amont des élections. Il s'agit d'une classique mission de reconnaissance de sa zone de responsabilité en organisant check-points et patrouilles afin de récolter des renseignements et de trouver des armes. Les 19 et 20 octobre, lors de l'opération *Cross-Boundary*, à une trentaine de kms à l'est de Mitrovica, dans la région de Podujevo, les parachutistes contrôlent populations et véhicules. Puis le bataillon est en alerte du 23 au 25 pour intervenir si nécessaire lors des

²⁰ Lieutenant Florence Tarin, *op.cit.*, pp.18-21.

²¹ Témoignage du lieutenant-colonel Rapp, rapporté par le général Brousse.

²² Témoignage du général Brousse.

élections. Le 7 novembre, lors de l'opération *Border Watch*, le bataillon est à nouveau mobilisé pour une autre élection : le référendum.²³



Un triple bilan peut être tiré de cette OAP. Du point de vue stratégique, la portée de l'action entreprise et de ses effets politico-militaires, s'est avérée probante en ce qu'elle a permis à la communauté internationale de montrer sa détermination à garantir le bon déroulement d'élections provinciales cruciales pour l'avenir du Kosovo. Du point de vue médiatique, elle a mis en évidence la valeur dissuasive du mode d'engagement "démonstratif" choisi, qui a marqué les esprits. Son importance symbolique, enfin, car 50 ans après le parachutage du 6^e Bataillon de Parachutistes Coloniaux du commandant Marcel Bigeard dans le brasier de Diên Biên Phu, les jeunes "Volontaires" du "8" eurent le sentiment de communier, sous leur coupole, avec leurs glorieux aînés.²⁴

Au bilan, au-delà de l'effet tactique de sidération obtenu, la retombée de cette OAP est beaucoup plus importante pour l'armée française et ses parachutistes. En effet, elle a exhumé un mode d'action délaissé depuis de nombreuses années puisque la dernière OAP d'envergure remontait à 1978, au Zaïre, et que l'opération *Libage* (évoquée ailleurs par le général Maurice Le Page)²⁵ a utilisé l'aérolargage et l'hélicoptage. S'est amorcé le virage de la doctrine française dans l'emploi des parachutistes. Actuellement, l'OAP s'est banalisée au Mali et plus largement au Sahel, où elle a retrouvé pleinement sa justification première de portée stratégique : transporter des combattants et leurs équipements à des milliers de kilomètres en peu de temps, pour y accomplir une mission dont la portée et l'écho dépassent le niveau de force engagé.

Mourir à Uzbin

Mourir, une spécificité militaire

En 2019, dans un numéro hors-série de *Res Militaris* consacré à la Gendarmerie,²⁶ fut évoquée la mort du lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, afin d'illustrer les risques du métier des armes et leur retentissement public lorsque l'action tourne au tragique. Les développements qui suivent reviennent sur ce thème en élargissant la perspective à l'armée de Terre. Il s'agit cette fois d'analyser le contexte, les circonstances et l'impact de la mort, le 18 août 2008, de dix soldats français en Afghanistan (dont sept parachutistes du 8^e RPIMA) au cours d'une embuscade tendue par des talibans dans la vallée d'Uzbin.

²³ Frédéric Pons, *op.cit.*, pp.318-319.

²⁴ Témoignage du général Brousse.

²⁵ M. Le Page, "Postface à la Guerre du Golfe : l'opération *Libage*", *Res Militaris*, hors-série "Parachutistes", 1^{ère} Partie, décembre 2021 : https://resmilitaris.net/wp-content/uploads/2021/12/Res_Militaris_14.pdf.

²⁶ Martine Cuttier, "Militarité et sacrifice : Mourir dans la gendarmerie – le cas du colonel Arnaud Beltrame", *Res Militaris*, hors-série "Gendarmerie", novembre 2019. Consultable à l'adresse : https://resmilitaris.net/wp-content/uploads/2021/09/res_militaris_art_cuttier_militarite_et_sacrifice_mourir_dans_la_gendarmerie.pdf.

Mort reçue, sacrifice suprême consenti : ces soldats ont perdu la vie en soldats. Dans un ouvrage récent, le colonel Michel Goya²⁷ fait valoir que l'état militaire comporte “*la mort comme hypothèse de travail*” puisqu'il inclut la perspective du combat et que le devoir du militaire est d'y faire face quand il survient. Il y a là, à n'en pas douter, une spécificité du métier des armes. On peut certes arguer que la seule véritable spécificité militaire est ailleurs – dans la mort donnée, c'est-à-dire dans la transgression des grands tabous sociaux que représente l'usage méthodique, organisé, sur ordre politique légitime, d'une coercition violente – tuer, blesser, détruire – à l'encontre d'un ennemi collectif humain ; qu'en outre, le risque de mort ou de blessure dans l'action est partagé par certains métiers, et même que celui des armes n'est pas d'ordinaire statistiquement le plus dangereux²⁸ (comme peuvent l'attester les compagnies d'assurance) : d'autres, souvent en plus grand nombre, meurent dans l'exercice du métier qu'ils ont choisi. Autrement dit, la première spécificité militaire, active, est radicale, tandis que la seconde, le risque subi, n'est que relative.

Cependant, les choses se révèlent à l'examen un peu moins nettement dessinées. En dehors de la guerre, la plupart des morts dans l'accomplissement d'actes professionnels relèvent de l'accident du travail, c'est-à-dire du hasard, de l'imprudence voire de la faute, et l'action en question s'inscrit dans une logique d'intérêt : on peut y “perdre sa vie en la gagnant”. Le militaire, lui, fait partie de ceux qui risquent leur existence et leur intégrité physique et/ou mentale pour le bien commun – ce qui explique qu'il échappe au moins en partie aux mécanismes du marché, et que sa rémunération soit pour une part symbolique. Et s'il n'est pas entièrement seul dans ce cas, il se distingue du pompier ou du médecin urgentiste exposé au danger en ce que ces derniers luttent d'initiative, non contre un ennemi humain collectif mais contre des aléas peut-être tragiques d'origine naturelle ou technologique, et du policier, qui pour agir doit attendre que soient commis des actes criminels ou délictueux. Les premiers et le second interviennent en fonction d'attentes sociales permanentes. Le soldat au combat, à l'inverse, est en service commandé, et le bien commun pour lequel il se bat est défini par une volonté politique aux prises avec une volonté politique adverse. Le devoir qu'il a d'agir dans ce cadre à l'encontre de l'ennemi l'enferme dans une chaîne d'actions-réactions impossible à maîtriser complètement et qui peut l'entraîner dans une logique de montée aux extrêmes. Si bien que mort donnée et mort subie sont étroitement liées dans un mixte d'aléas (“fortune des armes”) et d'initiatives dont dépend le succès ou l'échec – parfois le salut du peuple. Les spécificités, radicale de l'une, relative de l'autre, s'avèrent en réalité indissociables et solidaires²⁹ : elles n'en forment en pratique qu'une

²⁷ Michel Goya, *Sous le feu. La mort comme hypothèse de travail*, Paris, Tallandier, 2014.

²⁸ Un rapport officiel du ministère des Armées, initialement publié en 2011 mais constamment mis à jour, offre un décompte du nombre de soldats français tombés au champ d'honneur dans des opérations extérieures entre 1963 et 2022 : il l'établit à 773 tués sur la période, soit une moyenne de 13 par an à ce jour. Cf. <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=47&titre=militaires-decedes-en-operations-exterieures-1963-a-nos-jours->.

²⁹ “Entre frères d'armes, nous parlons peu de la mort, mais elle plane et nous suit comme une ombre. La mort que l'on peut donner. Celle que l'on peut recevoir”. Raphaël Chauvancy (capitaine), “Adieu à un frère d'armes, le caporal Van Dooren est mort pour la France sur le sol malien. Le sacrifice consenti d'un homme de vingt-quatre ans qui aimait la vie”, *Valeurs actuelles*, 28 mars 2013, p.79.

seule, qui suppose en même temps le consentement à l'acte d'ôter la vie par devoir au nom d'un Bien présumé supérieur et l'acceptation du sacrifice possible de la sienne propre.³⁰

L'intérêt collectif critique qui s'attache à la mission de combat lui confère un caractère sacré – en réalité variable en degré selon l'importance des enjeux. Aucune rémunération matérielle ne peut venir compenser ces exigences fondamentales de l'état militaire, qui mettent en cause de puissants ressorts psychologiques et moraux. C'est pourquoi la compensation s'exprime pour une large part en termes de reconnaissance, à défaut d'une gloire passée de mode depuis longtemps : d'*honneur social*, auquel les militaires attachent un grand prix parce qu'il donne sens à leur engagement en même qu'il proclame sa légitimité (et dont la crainte de le perdre, pourrait-on ajouter, est un puissant adjuvant pour la motivation du combattant).

Il est certainement de multiples façons d'être un héros ou une héroïne – que le *Trésor de la Langue Française* définit comme “*homme, femme qui incarne dans un certain système de valeurs un idéal de force d'âme et d'élévation morale*” ou “*qui fait preuve, dans certaines circonstances, d'une grande abnégation*”. Mais nul doute que, sur le papier, le combattant tombé au champ d'honneur en soit une figure emblématique.

Encore faut-il pour le reconnaître que le système de valeurs ambiant s'y prête, et que soit clair le lien entre le combat et un intérêt collectif majeur susceptible de le légitimer en le justifiant. Or, semble-t-il, les sociétés de la modernité tardive qui sont les nôtres ne supportent plus la souffrance et la mort, n'aiment pas la guerre voire se défient de tout emploi de la force, et sont devenues “*post-héroïques*”³¹ : elles transforment facilement les héros en victimes. Il se trouve, de plus, que les théâtres d'opérations contemporains se situent au loin, dans des contrées exotiques, et qu'aux yeux du public la justification des combats qui s'y déroulent relève plus d'une construction géopolitique savante que d'un intérêt national concret accessible à tous : l'Afghanistan n'est pas Verdun.³²

³⁰ L'Article 1 de la loi du 24 mars 2005 portant Statut général des militaires dispose que “*l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême...*”. La rédaction de ce premier article n'est pas allée sans discussions. La version précédente, adoptée en 1972, si elle exigeait bien “*en toute circonstance [...] esprit de sacrifice*”, ne mentionnait pas le sacrifice suprême. Pas plus que le rapport de la Commission de révision du statut général remis fin octobre 2003 pour être soumis au Parlement, où le mot ‘sacrifice’ lui-même n'apparaît qu'une seule fois, comme l'une des formes que revêt la disponibilité du soldat, “*engagement permanent à servir sur ordre en tout temps, en tout lieu, pour toute mission et si besoin jusqu'au sacrifice*” (p.1). Cette quasi-absence suscita assez d'étonnement et d'émoi de la part de cadres présents et passés de l'armée de Terre et de leurs associations (cf., par ex., le discours que prononce le président de la *Saint-Cyrienne* le 2 décembre 2003, repris peu après dans le *Casoar*), pour que le législateur rétablisse la référence à l'esprit de sacrifice en le renforçant par l'adjonction du qualificatif ‘suprême’.

³¹ Le constat, en Occident du moins, est déjà relativement ancien : cf. Edward Luttwak, “Towards Post-Heroic Warfare”, *Foreign Affairs*, vol.74, n°3, May-June 1995, pp.109-122.

³² Point que souligne le commandant Emmanuel Goffi dans une thèse universitaire où il cherche à situer la raison de l'inclusion dans la loi du ‘sacrifice suprême’ comme possibilité constitutive de l'état militaire : l'auteur y voit le fait que, si la mort *pro patria* allait de soi – sans qu'il soit besoin de le proclamer – dans la défense du sol même de la patrie, il n'en va plus ainsi dans les opérations extérieures où la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays ne sont pas en cause. Cf. E. Goffi, *Le sacrifice suprême, une approche critique de la construction d'un mythe : les officiers et la mort pro patria dans le contexte du conflit afghan ?*, thèse de doctorat en science politique/rerelations internationales, IEP de Paris, décembre 2015.

Telles sont les considérations passablement oubliées que l’émotion suscitée par l’embuscade d’Uzbin ramènent pour un temps sur le devant de la scène en 2008.

Éléments de contexte

En Afghanistan, selon le discours officiel, les forces de l’OTAN ne menaient pas une guerre : leur mission, outre interdire au terrorisme international islamiste d’y maintenir le sanctuaire qu’il y avait installé avant 2001, consistait à assister l’État afghan dans sa politique de restauration de la sécurité en vue d’une gouvernance effective et de meilleures possibilités de développement économique. Reprenant ces éléments de langage, Michel Stollsteiner, officier général français placé à la tête du *Regional Command – Capital* de la Force Internationale d’Assistance et de Sécurité (ISAF) à Kaboul deux semaines avant la tragédie d’Uzbin, affirme : “*Nous ne sommes pas venus envahir ce pays. Nous y sommes venus à la demande des autorités afghanes pour leur apporter sécurité et assistance ainsi qu’à la population*” [...] et “*à la demande de l’ONU*”.³³

L’embuscade d’Uzbin, a rappelé les décideurs politiques et militaires à la dure réalité. Les premiers se sont mis à employer l’expression de “*guerre contre le terrorisme*”, s’attirant le reproche (justifié) qu’on ne fait pas la guerre à un phénomène, sinon par métaphore, et qu’on n’a rien dit tant qu’on n’a pas désigné l’ennemi, ce qui jusque-là soulevait de fortes réticences par refus de stigmatiser. Ce verrou sémantique ne sautera que bien après, semble-t-il à l’initiative des seconds.³⁴

En attendant, les pertes humaines occasionnées par l’engagement français en Afghanistan à partir de 2002 s’égrènent lentement : on déplore en tout 15 tués entre 2004 et 2007 et une centaine de blessés. Sans doute parce que le nombre annuel en est réduit et réparti au fil des mois, ces pertes ne focalisent pas l’attention des médias et ne suscitent guère celle du public. Avec l’embuscade d’Uzbin et la contre-offensive qui l’a suivie, les choses changent brutalement : les 21 blessés et surtout les 10 soldats français tués en un seul jour – la plus grosse perte depuis l’attentat du Drakkar à Beyrouth en 1983 (où 58 parachutistes avaient trouvé la mort) – mettent l’opinion publique en émoi, suscitent des débats sur la présence des forces françaises dans ce pays, et poussent le Président Sarkozy à se rendre sur place toutes affaires cessantes.

Pour la France, l’engagement en Afghanistan vise à peser politiquement et à faire preuve de solidarité avec une Amérique traumatisée après le 11 septembre 2001. Pour ses armées, il est l’occasion d’aguerrir les troupes qui se succèdent par rotations à un rythme rapide, sans trop grands risques apparents. Pour la troupe elle-même, c’est souvent, avant le départ, l’occasion d’un accomplissement personnel et d’une sublimation de son choix de

³³ Mériadec Raffray, *Afghanistan. Les victoires oubliées de l’Armée rouge*, Paris, Economica, 2010. Préface du général Michel Stollsteiner.

³⁴ Dans un livre (*Opération Serval*, Paris, Seuil, 2015, p.61), le général Bernard Barrera écrit sans détour : “*les djihadistes sont nos ennemis*”. Le ministre de la Défense lui-même, J.-Y. Le Drian, lui emboîte le pas l’année suivante en publiant un court ouvrage intitulé *Qui est l’ennemi ?* (Paris, Éditions du Cerf, 2016), question à laquelle il répond : l’État Islamique.

carrière. Il est encore trop tôt, en 2008, pour que des ouvrages soient publiés sur le vécu des militaires et de leurs familles face aux missions qui se profilent sur ces terres montagneuses lointaines, mais des témoignages ultérieurs donnent une idée de la façon dont elles peuvent être appréhendées à ce moment. Les pilotes de l'Aviation légère de l'armée de Terre, par exemple, se montrent pudiques sur le sujet de la mort qu'ils vont côtoyer, afin de ne pas inquiéter l'entourage, mais dans leur désir de se confronter à l'épreuve du feu, la mort a toute sa place : sans être suicidaire, "*c'est même ce défi ultime que recherche le soldat*", quoique "*penser à la mort, c'est déjà laisser s'insinuer dans les esprits l'idée de la défaite*" – peut-être parce que contrairement aux fantassins, les pilotes considèrent que tous rentreront.³⁵

Dans les régiments d'infanterie, en effet, quel que soit leur âge et le grade de leur époux, les épouses intègrent cette hypothèse. Leurs enfants aussi, dont certains déclarent pourtant fièrement : "*Papa est à la guerre*".³⁶ La même ambivalence ressort d'un récit de pilote d'hélicoptère fraîchement rentré d'Afghanistan, qui s'achève sur la scène où il va rendre visite à la famille de son binôme, mort lors du crash de leur *Gazelle*, en juin 2011. Il a longtemps hésité car il craignait que les enfants ne lui demandent "*pourquoi tu n'es pas mort avec mon papa ?*". Il fut surpris d'être accueilli par des cris de joie.³⁷ Parmi les militaires du rang déployés sur place, la mort est présente à l'instruction, par simulation, ou comme chose vécue en opérations. La perception qu'ils en ont est variable selon l'âge, entre celui qui a tout juste dix-huit ans et celui qui en a vingt-cinq : elle dépend de leur maturité,³⁸ signe que le recours à "*un imaginaire destiné à en surmonter l'idée*" qu'évoque le général Bach³⁹ évolue vite.

Pour qui, pour quoi mourir ?

Objectifs de l'intervention et bilan global des pertes

S'ils meurent aussi sur le territoire national, tant en métropole qu'outre-mer, les militaires meurent surtout sur de nombreux théâtres extérieurs. Dans le cas de l'Afghanistan, les autorités politiques et militaires, plus ou moins bien relayées par les médias, soulignent que l'action militaire "de l'avant", avec son cortège de pertes, est le prix à payer pour réduire la menace terroriste et garantir la sécurité en France. L'intervention doit empêcher les talibans et autres djihadistes de conserver sur place leurs camps d'entraînement à l'action de terreur afin de renforcer l'internationale islamiste et faire du "royaume de l'insolence" (et des zones tribales du Pakistan), comme le proclame leur propagande en ligne, un nouvel émirat, base d'assaut contre le monde occidental. À chaque mort nouvelle au combat, on rappelle à l'opinion publique française que nos soldats meurent pour elle.

³⁵ Nicolas Mingasson, *Pilotes de combat*, Paris, Les Belles Lettres, 2018, pp.14 et 28, pp 50-51.

³⁶ Témoignage recueilli par l'auteure, mars 2019.

³⁷ Témoignage de Mathieu Fotius in Nicolas Mingasson, *op.cit.*, pp.131-132.

³⁸ Réponses au questionnaire destiné à un échantillon de jeunes recrues du 3^e RPIMa, octobre 2015.

³⁹ André Bach (général), "La place de l'horizon de mort dans la violence guerrière", colloque, 15 mars 2003, publié in *Astérior*, n°2, 2004. En ligne à l'adresse : <http://journals.openedition.org/asterion/88>.

Sur les 70 000 soldats français engagés de décembre 2001 à 2014, il y eut 90 tués et environ 700 à 750 blessés. Cela fait du conflit afghan l'un des moins meurtriers qu'a connus l'armée française, qui en comparaison perdit 158 hommes au Liban (dont 92 en 1983-1984 lors de l'opération *Didon*), soit plus en dix mois qu'en treize ans en Afghanistan. Il y eut aussi 158 morts au Tchad et seulement 55 en Bosnie de 1992 à 2004.

Ils étaient militaires du rang, caporaux, sous-officiers et officiers.⁴⁰ Ils venaient des commandos de marine, des forces spéciales, des régiments d'infanterie, d'artillerie, du génie; ils étaient chasseurs alpins, parachutistes, légionnaires ou infirmiers. Beaucoup ont effectué plusieurs séjours. L'issue meurtrière de l'embuscade d'Uzbin a marqué un pic dans le bilan des pertes sur le théâtre.

Facteurs de la motivation du combattant

La réponse à la question “pour qui et pour quoi meurt-on”, celle que pose à nouveaux frais Jean-Dominique Merchet, journaliste spécialiste des questions de défense, dans un ouvrage sur le théâtre afghan publié à peu près au même moment,⁴¹ n'infirme pas les résultats classiques de la sociologie des combattants.⁴² Au niveau des grands principes, le sens donné à un possible sacrifice de sa vie ou de son intégrité physique et mentale combine le patriotisme avec un soupçon d'universalisme – nature d'une mission en coalition et en terre étrangère oblige. Mais ils ne passent pas leur temps à exalter la cause à défendre ou à s'obséder sur la mort, car l'action et la concentration en vue du succès de la mission l'emportent toujours. “*On meurt pour soi-même, pour l'idée qu'on se fait de l'honneur*”, écrit le général Henri Bentégeat,⁴³ ancien chef d'État-Major des Armées, et en effet le sentiment de l'honneur est psychologiquement plus efficient dans l'instant qu'un article de loi gouvernant la conduite à tenir. Mais au-delà de l'honneur personnel, l'honneur des divers clans auxquels on peut s'identifier n'est pas à négliger : par ordre descendant en fonction du degré de proximité, l'arme (“*la fierté d'être Commando Marine, Cocoye ou Marsouin*”⁴⁴), le régiment, la compagnie, la section, enfin et surtout les camarades immédiats avec qui l'on partage une communauté de destin quotidienne en opérations et qu'on ne peut pas laisser tomber. À quoi il faut ajouter le dévouement au-delà des limites usuelles que peut susciter un chef charismatique. Bref, le sacrifice n'est pas recherché en soi mais comme une communion avec ses camarades, ressource précieuse dans l'adversité du moment, ses chefs s'ils sont source d'inspiration, et l'unité au sein de laquelle la cohésion peut rasséréner et pousser à se dépasser. Dernière considération, qui a son importance au sein de troupes de métier : le souvenir des prouesses de grands anciens de l'unité, source d'émulation.⁴⁵

⁴⁰ Dix officiers subalternes y sont morts de 2009 à 2012.

⁴¹ Jean-Dominique Merchet, *Mourir en Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent-ils ?*, Paris, Éditions Jacob Duvernet, 2008.

⁴² Samuel Stouffer *et alii*, *Studies in Social Psychology in World War II*, Princeton, Princeton University Press, 1949, vol.II, chapitre 3 : “Combat Motivations among Ground Troops”.

⁴³ Henri Bentégeat (général), *Aimer l'armée, une passion à partager*, Paris, Éditions Dumesnil, 2012, p.23.

⁴⁴ *Ibid.*, p.23.

⁴⁵ Jean-René Bachelet, “La bravoure, vertu du passé ?”, in François Lecointre (général, ss.dir.), *Le soldat XX^e-XXI^e siècle*, Paris, Gallimard Folio histoire, 2018, pp.46-47.

La mort est sublimée dans les chants de tradition, ceux qu'on chante à la popote, et naturellement dans les ordres du jour lus lors de la cérémonie des honneurs militaires rendus aux soldats morts au feu. Selon des règles assez immuables, ils rappellent les circonstances glorieuses de la mort ; l'enthousiasme, le dévouement, le courage qui animaient le défunt dans l'accomplissement de la mission ; l'honneur et la fierté du chef d'avoir eu un subalterne d'une telle trempe sous ses ordres, et la douleur de l'avoir perdu. Il s'adresse à la famille, à la veuve s'il était marié. Enfin, le chef fait ses adieux en tutoyant celui qu'il considère comme un frère d'armes : "Adieu à toi, Brigadier [...]. Adieu à toi, Marsouin...".

Les Français au sein du dispositif allié

Élu président de la République, Nicolas Sarkozy décide en 2007 de redonner à la France sa place au sein du commandement intégré de l'OTAN. Cela a une conséquence en Afghanistan où depuis décembre 2001, l'Organisation, en application de la clause de solidarité en cas d'attaque d'un de ses membres prévue à l'Article 5 du traité de 1949 qui l'a créée, mène la "guerre contre le terrorisme", c'est-à-dire contre les talibans et autres djihadistes. C'est l'opération *Enduring Freedom*, ou *Liberté immuable*, placée sous commandement américain. Là où depuis fin 2001 les armées françaises intervenaient *a minima* avec des forces spéciales, elles étoffent leur dispositif de manière significative⁴⁶ suite à la décision prise lors du sommet de l'OTAN, à Bucarest, en avril 2008. Le chef de l'État fait sienne la thèse du Président Barack Obama selon laquelle l'Afghanistan est le "front central" de la guerre contre le terrorisme international. De ce fait, les forces françaises sont intégrées à la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF, pour *International Security Assistance Force*) de l'OTAN, répartie en cinq commandements régionaux.⁴⁷

Les forces sont déployées en Afghanistan et au dehors. Hors d'Afghanistan, la Marine est présente au sein des *Task Forces*⁴⁸ 150 et 57 d'*Enduring Freedom*. Sa mission consiste à participer au contrôle de l'espace aéro-maritime du nord de l'océan Indien, mers Rouge, d'Oman et d'Arabie incluses ; à empêcher la pénétration terroriste vers la péninsule arabique et la Corne de l'Afrique ; à lutter contre les trafics illicites, la piraterie et le brigandage, et de protéger les installations pétrolières *off-shore*.⁴⁹ La présence du porte-avions Charles-de Gaulle permet d'engager le groupe aérien dans la même zone. Une composante Air est présente à Douchanbé (deux C-160 *Transall*), au Tadjikistan ; à Manas (un Boeing C-135), au Kirghizistan, et à Kandahar (six avions de combat). Elle appuie et soutient les troupes au sol pour le renseignement, le transport et le ravitaillement.

⁴⁶ Cette montée en puissance avait été précédée, d'août 2003 à janvier 2007, d'une extension de la zone d'action des forces spéciales, des régions de Mara-e-Charif et de Kaboul vers la province de Kandahar au sud, avec le renfort de forces plus classiques (21^e RIMa, de Fréjus), dans le cadre de la mission *Arès*.

⁴⁷ Au nord, le secteur allemand ; au centre-ouest, le secteur italien ; au sud, le secteur canadien ; au centre-est, le secteur américain et celui de Kaboul.

⁴⁸ Ce concept définit une force opérationnelle organisée de façon temporaire en empruntant des unités à différentes composantes sans avoir besoin de les réorganiser. Il efface la référence à des zones d'implantation.

⁴⁹ Pour cela, deux bâtiments et un avion Atlantique 2, basé à Djibouti, assurent la permanence à la mer. Depuis 2001, la France a pris cinq fois le commandement de la *Task Force* 150.

En Afghanistan même, le terrain des opérations françaises s'étend sur deux zones : Kaboul et la région Est. À Kaboul, les Français sont intégrés au sein de l'un des cinq commandements régionaux de l'ISAF, le *Regional Command – Capital* (RC-C), qu'ils commandent pour la deuxième fois.⁵⁰ À l'Est, elles se déploient au sein du *RC-East* sous commandement américain, sur l'axe Kaboul-Kandahar⁵¹ et Kaboul-Djalalabad qui mène vers Peshawar au Pakistan, ainsi que dans la province de la Kapisa, située au nord-est de Kaboul et dominée par le haut massif de l'Hindou Koush.⁵² Cette province est sensible voire stratégique, car ses trois vallées contrôlent la voie de contournement de Kaboul entre le Pakistan et le Tadjikistan. Parmi elles, la vallée d'Alasay, au cœur de l'insurrection, est une zone de transit et de refuge.

La mission des parachutistes

En juillet 2008, la mission consiste à reprendre le contrôle de la province de la Kapisa et à reconquérir sa population d'environ 300 000 habitants, composée de Tadjiks et de Pachtounes. À cette fin, le président de la République a officialisé l'envoi de 700 hommes supplémentaires. Des éléments du 8^e RPIMa avec leur chef de corps, le colonel Jacques Aragonès,⁵³ venus renforcer le contingent français, sont projetés pour une durée de six mois de juillet à décembre 2008. Parmi eux, la 4^e compagnie, la *Carmin*, est détachée auprès du bataillon français de Kaboul, hors du secteur de responsabilité du colonel Aragonès qui commande la Task Force *Chimère*.⁵⁴ En Kapisa, les Français sont commandés par un général américain et succèdent aux Italiens. Après avoir eu un mort et un blessé le 13 février 2008, ils ont choisi d'éviter toute incursion dans cette zone, qui restera vide de toute présence de soldats étrangers jusqu'au début août. Il semble qu'ils aient plus ou moins passé un accord avec les talibans, versé quelque argent à la population pour avoir la paix tout en se limitant à mener des actions civilo-militaires sans chercher à reprendre le contrôle des villages. Les talibans les tolèrent.

L'opération conduite dans la vallée d'Uzbin, au nord-est du district de Saroubi, se déroule en été, saison de la fonte des neiges et de la guerre, favorable aux infiltrations. C'est aussi la période précédant le ramadan, marquée par une recrudescence des activités des

⁵⁰ Cette fois, ce commandement échoit au général Michel Stollsteiner, qui depuis le 6 août 2008 et pour un an, participe à l'opération *Pamir*. Son état-major se trouve au camp de *Warehouse*. Le RC-C couvre trois districts et coordonne l'activité de 3 GTIA (un français au nord, un turc au sud, un italien à l'ouest). Le contingent français du RC-C compte environ 1 400 soldats dont une partie forme l'état-major (75), une autre constitue le bataillon de commandement et de soutien (500) et le reste, le bataillon français, soit de 600 à 770 hommes, est implanté dans le district de Surobi.

⁵¹ Sur l'aéroport est déployée l'armée de l'air : les *Mirage* F1 puis 200D et les *Rafale*. Mais aussi les *Super-Étendard* du porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle* lorsqu'il croise dans l'océan Indien.

⁵² À partir de juillet 2008, un second bataillon est déployé au sein du GTIA Kapisa. Il fournit les garnisons des bases opérationnelles avancées de Nijrab et de Tagab, au nord dans la vallée de la Kapisa. Cf. Jean-Charles Jauffret, *La guerre inachevée, Afghanistan, 2001-2013*, Paris, Autrement, 2013, p.209.

⁵³ Il connaît le régiment où il fut chef de section à la 3^e compagnie puis officier TAP et chef du Bureau Opérations-Instruction.

⁵⁴ Le bataillon de 600 hommes se compose d'éléments du 8^e RPIMa, du 1^{er} Régiment étranger de cavalerie : d'Orange et de 70 *Marines* américains. Il s'appuie sur les bases opérationnelles avancées (*forward operational bases* : FOB) de Tagab et de Nijrab, qui sert de PC à la Force *Chimère*.

talibans avec une dizaine d'attaques journalières, y compris à Kaboul depuis l'hiver, et leur cortège de morts de leur côté. Ils sont passés d'une soixantaine par an entre 2001 et 2004 à 232 en 2007. Depuis le 1^{er} janvier 2008, 183 ont été tués. Face au nombre croissant d'accrochages, les éléments du 8^e RPIMa, qui ont achevé leur déploiement début août, multiplient à leur tour les patrouilles. Tel est le cas de la 4^e compagnie, les 8 et 15 août, passant dans les villages⁵⁵ où elle conduit sans incident des actions civilo-militaires afin d'obtenir la coopération de la population, et par là du renseignement. La troisième patrouille est programmée le 18 août.

L'embuscade

Les chefs militaires ont toujours déclaré que l'embuscade est la hantise du soldat. Le général Michel Yakovleff y a même consacré un chapitre du livre de tactique qu'il publie en 2006,⁵⁶ où il explique que l'embuscade nécessite la réunion de quatre conditions : terrain favorable, renseignement de qualité sur l'ennemi, un minimum d'incompétence de la part de l'adversaire, et acceptation du risque. Le général Stollteiner de préciser : "*Il faut surprendre, jamais être surpris*" ; or, "*on s'est laissé surprendre*" par "*excès de confiance*" dans une embuscade classique⁵⁷ face à un adversaire qui a voulu montrer qu'il pouvait frapper n'importe où. L'excès de confiance est un argument qui revient souvent dans les commentaires officiels.

Qui sont les organisateurs de l'embuscade ? Qui est l'ennemi ? Comment le définir et le nommer ? Jean-Charles Jauffret a consacré un chapitre de son livre⁵⁸ à cet "*adversaire polymorphe*". Au départ, en 2001, c'était le djihadiste d'*Al-Qaida*, puis avec l'élimination de ses milices et de ses camps, sont apparus les termes de *taleb* et *taliban*. Il est devenu *insurgé, rebelle*,⁵⁹ *target, bad guy, bandit*. Selon l'OTAN, il est l'*opposing military force*, et non une force militaire classique. Quel statut juridique octroyer à ces combattants ? Si l'on s'en tient au droit international, l'adversaire est un "irrégulier". Il ne porte pas ouvertement les armes, il n'appartient pas à l'armée d'un État et n'a pas d'uniforme, il ne respecte pas les lois et coutumes de la guerre, et peu ses principes éthiques. La guerre irrégulière qu'il mène est "*la poursuite de la guerre par tous les moyens*".⁶⁰ Lorsqu'il est pris, est-il un prisonnier au sens de la convention de Genève du 12 août 1949 ?

À Uzbin, ils sont afghans mais aussi (comme semblent l'indiquer des interceptions électroniques de l'OTAN) étrangers. Les premiers se composent de petits groupes locaux

⁵⁵ Frédéric Pons, "Dans le chaudron afghan", *Valeurs actuelles*, 21 août 2008.

⁵⁶ Michel Yakovleff, *Tactique théorique*, Paris, Economica, 2006.

⁵⁷ François d'Orcival, "Afghanistan, le retour de la guerre", *Valeurs actuelles*, 28 août 2008.

⁵⁸ J.-C. Jauffret, *op.cit.*, pp.45-91.

⁵⁹ C'est le terme qu'utilise le général Georgelin lors de son audition par la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Il est repris par le général Ollivier du Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF), qui propose de trier entre les "*infréquentables*" et "*irrécupérables*" liés à *Al-Qaida*, et les "*modérés*" qu'il faut convaincre de quitter la rébellion.

⁶⁰ Formule du lieutenant-colonel Jean-Marc Giraud, citée par Christian Malis in *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2014, p.24.

renforcés par d'autres groupes ayant un intérêt commun à empêcher le contrôle de la zone de transit des talibans. Ce sont de petits seigneurs de la guerre locaux à la tête de dix, quinze ou vingt combattants, nationalistes et islamistes, qui s'adonnent à divers trafics. Les étrangers sont des combattants arabes, tchéchènes et européens (dont des Français) des réseaux d'Al-Qaïda. Tous s'opposent à la présence des troupes de la coalition internationale et au gouvernement d'Hamid Karzaï, jugé corrompu ; ils le font pour des raisons patriotiques pour certains, et pour tous religieuses (*djihad* contre l'Infidèle). En un mot, l'insurgé est conservateur de son ordre social et politique, de son mode de vie, mais aussi de son identité face à un Occident prônant l'individualisme, les droits de l'Homme, l'égalité hommes-femmes, le relativisme et la consommation, toutes choses qu'il rejette sur le fondement d'une théologie fondamentaliste.

Les auteurs de l'embuscade sont mobiles et endurants, ils connaissent la région par cœur, se fondent dans la population, laquelle observe les soldats de la coalition et les renseigne. Ils n'attaquent que lorsqu'ils pensent être dans un rapport numérique favorable. Et quand un combat s'annonce, d'autres viennent leur prêter main forte. Ils sont alors capables de se coordonner ponctuellement. Avantage peu négligeable en termes de motivation : ils voient la mort au combat comme le passage vers la félicité du paradis qu'Allah promet aux martyrs de la foi.⁶¹

Plus subtile est la position de la population. Elle appartient à une société ancienne, le plus souvent impénétrable, qui a des règles de vie bien établies. La société est complexe. Elle n'est pas véritablement divisée en deux camps, avec d'un côté les “bons” et de l'autre les “méchants”. Si les insurgés talibans font bien face aux partisans du régime en place à Kaboul, entre les deux, il n'y a pas de coupure mais un réseau continu de liens ethniques, tribaux, familiaux partageant des souvenirs, des projets et des intérêts communs. Quand un kamikaze se sacrifie, sa famille reçoit de l'argent, ce qui dans un contexte de pauvreté et d'urgence économique et sociale comme celui-là pousse à se vendre au plus offrant (d'autant que la corruption est partout). Ainsi lorsque les talibans distribuent massivement de l'argent, on observe une recrudescence des attaques contre les forces alliées. Participer à un combat peut rapporter 200 dollars quand le salaire moyen mensuel d'un ouvrier s'élève à environ 100 dollars. Gagner 300 dollars pour tirer sur un convoi de passage est une bonne affaire qui peut faciliter le mariage d'un homme jeune. Détruire un véhicule blindé rapporte environ 2 000 dollars. Recourir à la violence armée peut aussi être une façon de manifester un simple mécontentement à l'égard de l'ISAF.⁶²

Les talibans évoquent le devoir de défense contre l'envahisseur et ne tolèrent pas les hésitants ; comme de leur côté les chefs locaux et les populations ne peuvent rester neutres, les fidélités sont à géométrie variable. Les civils servent de bouclier humain et leurs villages

⁶¹ En vertu du verset 163 de la 3^e sourate du Coran. Pour le *taleb*, tuer un ennemi octroie le statut de *ghazi*, combattant survivant du *djihad*, et mourir au combat celui de *chahid*, martyr allant directement au paradis.

⁶² Par exemple, dans la zone d'Uzbin, l'armée française construisait une caserne pour l'armée nationale afghane financée par les Américains, qui avaient fait venir à cet effet des ouvriers pakistanais. Par des tirs de mortier, les villageois firent savoir leur mécontentement, car ce recrutement les privait des emplois et des revenus qu'ils espéraient à cette occasion. Source : Hubert Le Roux & Antoine Sabbagh, *op.cit.*, p.229.

de lieu de repli après les attaques des talibans. Jean-Charles Jauffret résume les témoignages des militaires revenus d'Afghanistan en rappelant que les Afghans ont de très longues traditions guerrières et le culte des armes : ni Alexandre le Grand, ni Gengis Khan, ni les armées britannique au 19^e siècle et soviétique au 20^e n'ont réussi à les dompter. Ils mènent une action globale, de façon éparpillée.⁶³ Il faut de plus tenir compte de la diversité des groupes ethniques et de leurs intérêts, tout comme des hiérarchies parallèles politico-militaires, à caractère souvent féodal, établies entre eux. Par ailleurs, l'armée et la police afghanes n'opposent souvent qu'une résistance symbolique aux talibans, voire coopèrent avec eux, car ils sont persuadés de leur victoire finale : pratique réaliste qui consiste à "*mettre deux fers au feu*", mais aussi préservation des intérêts de la communauté dans un pays où la solidarité tribale est forte.⁶⁴ Le général Pierre de Villiers qui connaît le théâtre⁶⁵ ajoutait : "*Les Afghans ne sont pas nos ennemis, mais nos ennemis sont parmi les Afghans*". De plus, les insurgés en savent assez sur les sociétés de la coalition pour jouer du fait que la mort d'un de ses soldats mobilise plus les médias que l'action quotidienne des troupes.

Les critiques à son issue

Les appréciations critiques, internes et externes, à l'issue de l'embuscade n'ont pas manqué. Elles sont venues de milieux tant civils que militaires où l'on semblait redécouvrir que "*le feu tue*", selon l'expression du colonel Ardant du Pic au 19^e siècle, pour considérer que la patrouille avait été mal préparée et mal organisée.

Côté militaire, pour le général Jean-Louis Georgelin, CEMA, c'est "*l'embuscade la plus classique*", montée dans les règles de l'art puisque l'ennemi, trois fois plus nombreux⁶⁶ avait préparé ses positions, stocké des réserves de munitions, a coupé la colonne de reconnaissance en deux, encerclé ses arrières et judicieusement attaqué par des tirs croisés en visant les éléments clés de la section : le chef de section, son adjoint, le radio⁶⁷ et l'infirmier⁶⁸ de façon à désarticuler et à démoraliser les hommes. "*Nous sommes aujourd'hui confrontés à des adversaires plus durs, plus déterminés, qui se sont adaptés à nos méthodes de combat et dont les tactiques effacent, dans une certaine mesure, notre supériorité technologique*".⁶⁹ Bien que le mouvement taliban ne soit pas structuré comme le furent le Vietminh et le Vietcong, les auteurs de l'embuscade ont prouvé leur capacité à conduire une attaque coordonnée et bien encadrée, ils se sont même montrés habiles dans la manœuvre en s'efforçant de rester imbriqués avec la section afin de gêner le soutien aérien. Ils disposaient

⁶³ J.-C. Jauffret, *op.cit.*, p.46.

⁶⁴ *Ibid.*, pp.48-50.

⁶⁵ Le général de Villiers a, peu auparavant, commandé le RC-C, soit 2 500 militaires de 15 nationalités.

⁶⁶ Selon le général Stollsteiner, le chiffre de 120 fut un maximum car les chefs commandent de petites cellules, avec des dissensions internes. Cf. Marc Charuel & Frédéric Pons, *Afghanistan, les soldats de la liberté*, Paris, Valmonde, 2009. Interview du général Stollsteiner par Frédéric Pons, le 12 novembre 2008, à Kaboul.

⁶⁷ Lorsqu'il a compris qu'il allait se faire tuer, il a réagi en jetant son poste dans le ravin afin que l'adversaire ne le récupère pas.

⁶⁸ Blessé à la jambe par une balle, il continuait à récupérer les autres blessés.

⁶⁹ Interview du général Georgelin, *Le Figaro*, 24 août 2008.

de tireurs d'élite (“*on les entendait recharger leurs armes*”),⁷⁰ et l'abondance de leurs munitions⁷¹ montre que leurs lignes d'approvisionnement fonctionnent. Si le ministre de la Défense, Hervé Morin, déclare à l'Assemblée : “*Je conteste le mot de guerre en Afghanistan*”, le CEMA fait valoir que “*le temps des opérations extérieures faciles est terminé*”.⁷² Si l'on en croit le général Stollsteiner dressant, en novembre 2008, un bilan de l'action française, la situation dans la vallée d'Uzbin du district de Surobi n'est pas totalement stabilisée, “*le nettoyage reste à faire*”.⁷³ Revenant trois mois plus tard sur l'embuscade, il minimise la force adverse car dans la vallée de la Surobi, il n'y avait en permanence que 100 à 150 combattants et considère que ce ne fut pas une opération délibérée, mais une action d'opportunité, qualifiée comme telle par le colonel Benoît Durieux.⁷⁴ Le témoignage du “commandant Farouki”, obtenu par les journalistes du *Figaro*, confirme la thèse d'une embuscade improvisée rapidement après information sur la présence de la colonne,⁷⁵ et facilitée par le stockage d'armes⁷⁶ disséminées dans des caches sur un terrain qui leur est familier. Cela prouve leur réactivité et leur capacité à rassembler des combattants. Le général Benoît Puga, sous-chef Opérations à l'État-Major des Armées, a tenté de retourner le bilan en déclarant que les talibans avaient été “*mis en fuite*”, expression qui a choqué Joël Le Pahun, père d'un des tués,⁷⁷ et qu'ils avaient pris “*une sacrée raclée*”, à la fois durant l'embuscade et le lendemain. Un important chef de la rébellion afghane aurait été tué. Les chiffres des pertes adverses oscillent entre 30 à 80, du fait de la contre-offensive, l'incertitude sur ce chiffre tenant au fait que les assaillants ont emmené leurs blessés et leurs morts : un seul corps a été trouvé. Pour le général Puga, l'opération était réussie et il fustige les “*tacticiens en herbe ou en chambre qui viennent porter un jugement à 7 000 Km, confortablement installés dans leur fauteuil*”.⁷⁸ Dans une note privée publiée par le blog *Secret Défense*, un officier général refuse que “*cette douloureuse affaire*” soit considérée comme autre chose qu'un échec et une défaite. Certains militaires sont d'accord.⁷⁹ *Le Monde* reprend le témoignage publié par le *Journal du Pays Yonnais*⁸⁰ d'un militaire récemment engagé en Afghanistan, qui dénonce sans retenue le manque de préparation et de moyens de l'armée, à Kaboul. “*Nous sommes tous très en colère vis-à-vis de nos supérieurs. Nous*

⁷⁰ Témoignage d'un blessé recueilli par Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé : “L'état-major promet de tirer toutes les leçons de l'embuscade de lundi”, *Le Figaro*, 21 août 2008.

⁷¹ Jean Guisnel, “Le piège mortel des Taliban contre la France”, *Le Point*, n°1875, 21 août 2008.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Marc Charuel & Frédéric Pons, *op.cit.*

⁷⁴ Témoignage du colonel Benoît Durieux, commandant le GTIA Surobi entre juillet 2009 et janvier 2010. Point de presse au ministère de la Défense, 11 mars 2010, *Info Afghanistan*, n°21.

⁷⁵ Éric de la Varenne & Véronique de Viguerie, *op.cit.*

⁷⁶ Ils étaient équipés d'AK-47 Kalachnikov, de lance-roquettes RPG7, de fusils mitrailleurs PKM et de fusils de précision Dragunov.

⁷⁷ RTL, vendredi 21 août 2008.

⁷⁸ “Un soldat français critique la désorganisation de l'armée française à Kaboul”, *Le Monde.fr*, 29 août 2008.

⁷⁹ “Embuscade : ‘indiscutablement un échec’ selon la note d'un général de haut rang”, *Secret Défense*, 19 septembre 2008.

⁸⁰ Hebdomadaire régional de La Roche-sur-Yon, en Vendée.

sommes mal organisés. [...] Planqués à Kaboul, ils sont 82 colonels et lieutenants-colonels à s'être inventé des missions pour toucher du pognon".⁸¹

Si l'on laisse de côté la géopolitique, les buts de guerre et la stratégie,⁸² les critiques tournent autour de plusieurs thèmes : la tactique, la composition de la patrouille, l'exécution, le renseignement, la jeunesse des soldats, la préparation à la mission, l'expérience des hommes, la lenteur de la réaction du commandement et des renforts.

Tout d'abord, la tactique. Selon le général (2S) François Cann,⁸³ les éléments de la patrouille n'ont pas observé, ce jour-là, les principes immuables de la guerre, surtout dans le cas de la guérilla : "*concentration des efforts, économie des forces et liberté d'action*", à l'inverse des auteurs de l'embuscade qui ont choisi l'heure, le lieu et leur mode d'action. Ils se sont concentrés pour mener l'opération puis se sont dispersés pour s'économiser.⁸⁴ Pour le colonel Michel Goya, l'objectif de la patrouille d'effectuer un aller-retour au col n'avait pas d'intérêt tactique puisqu'elle n'était pas suivie d'une présence prolongée. Interrogé, le général (2S) Maurice Schmitt⁸⁵ est surpris de la mauvaise préparation de la patrouille pour une mission de 48 heures.

La composition des éléments de la patrouille,⁸⁶ ensuite. C'est un module composé de quatre sections de combat : *Carmin 2*, une section d'infanterie de la 4^e compagnie du 8^e RPIMa⁸⁷ ; *Rouge 4*, une section du Régiment de marche du Tchad, en soutien ; deux sections "partenaires" de l'Armée Nationale Afghane,⁸⁸ formées par les Français, dont certains remettent en cause la fiabilité (l'une aurait tiré sur les Français faute d'avoir bien identifié la cible. De tels tirs "amis" ne sont pas exclus lorsque les combattants sont imbriqués). Enfin, des forces spéciales américaines complètent l'ensemble, et parmi elles une équipe de contrôleurs terrain (*Joint Terminal Attack Controllers : JATC*) qui gère l'espace aérien, vérifie le tir d'appui, assure la coordination entre les fantassins et les pilotes. Les échanges radio sur fréquence cryptée sont incessants entre le sol et les avions placés en attente et en couverture. En revanche, le contact radio a été perdu entre l'adjudant-chef de *Carmin 2* et

⁸¹ *Ibid.* La solde est double en Afghanistan.

⁸² La rébellion dispose de soutiens au Pakistan, qui lui sert de refuge, de lieu d'entraînement et d'approvisionnement. Inversement, l'Afghanistan offre au Pakistan une profondeur stratégique face à son conflit avec l'Inde.

⁸³ Il commanda le 8^e RPIMa de 1977 à 1979. Il préside alors l'Amicale des Anciens.

⁸⁴ Général Cann, Lettre sur l'embuscade en Afghanistan à l'Amicale des Anciens du '8' et du '7', 27 août 2008.

⁸⁵ Il commanda le 8^e RPIMa de 1975 à 1977 puis fut CEMAT en 1985 et CEMA de 1987 à 1991.

⁸⁶ L'ensemble est parti de la *Forward Operational Base* de Tora en véhicules afin de parcourir la quinzaine de kms d'une route défoncée jusqu'au départ de la patrouille, aux abords du village de Sper Kunday. Ils sont montés sur VAB pour les sections françaises, pick-ups pour les sections afghanes et *Hummer* pour les forces spéciales américaines. Au total, 130 hommes, l'équivalent d'une compagnie : une trentaine d'hommes par section, soit 60 Français, une cinquantaine d'Afghans, une douzaine d'Américains et quatre interprètes.

⁸⁷ Elle était détachée du reste des éléments du 8^e RPIMa, resté à 200 kms de là avec le colonel Aragonès, au profit du Régiment de marche du Tchad.

⁸⁸ Chacune des sections de l'ANA est "partenaire" de chacune des sections françaises. À cette période, lors de reconnaissances, à l'aller, les éléments de l'ANA sont derrière, ils passent devant au retour.

Rouge 4 en appui. Le non-respect, pratiqué depuis les années 1980, de la filiation organique analysée avec minutie par le colonel (er) André Thièblemont⁸⁹ trouve là une limite, car les éléments du 8^e RPIMa qui se sont entraînés pendant plusieurs mois avant la mission voient l'une des unités du régiment rattachée à un ensemble inconnu.

Selon le général Schmitt, ce type d'articulation pouvait convenir dans des missions d'interposition comme en ex-Yougoslavie, mais était inadaptée dans une zone à reprendre face à un adversaire déterminé. Les commentaires des grands Anciens que sont les généraux Cann et Schmitt ne ménagent nullement leurs successeurs dans la mesure où un principe de la guerre veut que l'on ne touche pas aux structures bien rodées à l'entraînement. Selon un officier mécontent, *“ce patchwork d'unités est un bricolage dont on a pris l'habitude en opérations, mais catastrophique dans certaines situations”*. La dispersion a diminué l'efficacité et la performance car les soldats n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. Le montage relève de la responsabilité de l'officier en charge des opérations. Et comme l'indique l'officier général dans sa note, il faut tenir compte *“de la cohésion et de l'esprit de corps qui fondent l'efficacité au combat”*.⁹⁰ Le rapport du Contrôle général suggère la responsabilité des généraux Elrick Irastorza⁹¹ et Stollsteiner dans la constitution des GTIA.⁹² Un sujet sur lequel revient Michel Goya lorsqu'il pose la question : *“Quel avenir pour le régiment dans l'armée de terre ?”*.⁹³

Quant à l'exécution, les reproches portent sur le manque de coordination sur place, faute d'unicité de commandement de l'ensemble de la colonne par un officier, au moins un capitaine. Et malgré le lieutenant de la section du Régiment de marche du Tchad (RMT) à la tête du module, sur le terrain, personne ne commandait vraiment. Durant l'embuscade, l'adjudant-chef a commandé sa section en appliquant strictement les ordres du capitaine,⁹⁴ occupé à l'arrière.⁹⁵ Lors de la montée à pied vers le col, la distance entre les sections s'est peu à peu distendue et celle du 8^e RPIMa a perdu le soutien de l'unité du RMT.

Le renseignement, en quatrième lieu. L'adversaire était informé car la veille, les militaires avaient annoncé leur retour aux habitants de Sper Kunday, le dernier village, en limite nord de la zone, lesquels leur avaient conseillé de ne pas dépasser cette limite parce qu'ils risqueraient d'avoir des problèmes avec les talibans, dont la présence était confirmée : un renseignement mal exploité. Or, en général, la population, craignant les représailles des

⁸⁹ André Thièblemont, “La fin des régiments”, *Focus stratégique*, n°48, IFRI, novembre 2013.

⁹⁰ “Emboscade : ‘indiscutablement un échec’”, *loc.cit.*

⁹¹ Il était major général de l'armée de terre avant de devenir CEMAT, à partir de juillet 2008, à la suite de la démission du général Cuhe.

⁹² Le général Irastorza n'appréciant pas la teneur critique du rapport a convoqué l'auteur pour le sommer de la retirer, ce que ce dernier a refusé avant de démissionner. Témoignage recueilli par l'auteure, Paris, 2017.

⁹³ Michel Goya, “Quel avenir pour le régiment dans l'armée de Terre ?”, *La Voix de l'épée*, 26 janvier 2017.

⁹⁴ L'adjudant-chef étant “fixé par des feux nourris”, c'est-à-dire bloqué sur place par le feu adverse, a récupéré une radio et appelé le capitaine, à Tora, faisant allusion à *Bazeilles*.

⁹⁵ En compagnie du colonel commandant le bataillon français à Kaboul, il s'occupe de l'accueil, du transport et de la protection d'une mission américaine d'inspection de la base opérationnelle avancée de Tora (avec en personne à sa tête le général McKiernan, commandant de l'ISAF), ce qui immobilisa des moyens en hélicoptères.

talibans, ne parle pas. Rien n'exclut pourtant le soutien des villageois à l'embuscade. De plus, les prémisses de l'opération, avec son déploiement motorisé, voyant, bruyant et relativement lent du fait de la précarité du réseau routier, ont laissé tout le temps aux assaillants de prendre position autour du col, de se camoufler soigneusement derrière les rochers et d'organiser leur affaire. D'autant que les opérations de type OTAN se déroulent toujours de la même manière (*standard operating procedures*), alors qu'il faut éviter la routine. Et les Français montaient vers le col, distant de 1 500 mètres, à pied (les à-pics et le mauvais état empêchaient l'usage des blindés), à découvert, en empruntant une route sinueuse à 2 000 m d'altitude. Il leur fallut trois bonnes heures pour parcourir les 600 mètres de dénivelé du chemin en lacets, sous une température de 30°, la poussière dense collant au visage et la lourdeur du casque, du gilet pare-balles, le fusil d'assaut Famas et les six chargeurs de vingt-cinq munitions (et pour certains, la radio) ralentissant la marche, ce qui laissait le temps aux talibans d'observer et de s'organiser.⁹⁶ Réagissant aux failles du renseignement, le général Christian Baptiste, numéro 2 de la DICOD, déclare que les militaires ont toujours rêvé "*de voir au-delà de la colline*", et le Premier ministre, François Fillon, annonce que les moyens en drones seraient doublés (les soldats de la patrouille n'en disposaient pas). Le CEMA confirme un renforcement des moyens d'observation et de renseignement. Question d'autant plus d'actualité que le *Livre Blanc* publié deux mois auparavant a érigé le renseignement au rang de cinquième fonction stratégique sous le titre de "connaissance et anticipation".⁹⁷

La critique suivante, civile cette fois, porte sur l'âge des soldats. Dans la section répondant à l'indicatif radio *Carmin 2*, la moyenne d'âge était en effet de 24 ans et 8 mois pour les onze gradés et les dix-neuf parachutistes.⁹⁸ Le général Bentégeat rappelle que dans les régiments, à bord des frégates et sur les bases aériennes, la moyenne d'âge ne dépasse pas 30 ans.⁹⁹ Et le général Barrera de souligner que les pilotes de VBCI de 30 tonnes, de chars AMX-10 et de VAB de 15 tonnes déployés lors de l'opération *Serval* avaient 20 ans et leurs sergents 25. Cette critique est donc sans portée. Parmi les blessés interrogés, certains se sont indignés de cette polémique alimentée par des médias et des responsables politiques. L'étonnement de l'opinion publique et des journalistes montre combien, depuis la fin du service national, l'on a perdu en France la culture de la chose militaire : on semble ignorer que de toute éternité la guerre est affaire d'hommes jeunes, et que la moyenne d'âge dans les armées a toujours été très en-dessous de la moyenne nationale.

Les reproches concernant la préparation de la mission et l'expérience de ceux qui y ont participé ont donné lieu à des mises au point factuelles qui là encore leur enlèvent toute portée. Le colonel Kempf rappelle qu'"*un soldat doit être dur au mal. Et cette dureté*

⁹⁶ Ils étaient répartis en trois groupes sur trois kms de crêtes de façon à prendre à partie les différents éléments de la colonne. Ceux de *Carmin 2* sont pris sous un tir croisé.

⁹⁷ Une telle décision résulte de l'analyse du nouvel état des lieux stratégique où l'ennemi étatique est remplacé par des individus insaisissables et imprévisibles. Or, pour combattre ces nouvelles menaces, il convient d'anticiper, de pénétrer les milieux hostiles et en priorité ceux liés au terrorisme, en fait l'islamisme radical.

⁹⁸ Frédéric Pons, *Opérations extérieures. Les volontaires du 8^e RPIMa. Liban 1978-Afghanistan 2009*, Paris, Presses de la Cité, 2009, pp.326-334.

⁹⁹ Général Bentégeat, *op.cit.*, p.73.

s’acquiert à force d’entraînement, de privations, d’exercices, de manque de sommeil, de nuits sur le terrain, de marches forcées, de parcours d’obstacles”.¹⁰⁰ Aucun manquement à cette norme n’est observé : les six mois de préparation au Causse, le terrain de manœuvre du 8^e RPIMa, dans les camps de l’armée de Terre et dans les Pyrénées ont permis d’entraîner les soldats à la mission afghane de contre-guérilla en milieu montagneux. Cela même si la multiplication des OPEX et OPINT oblige à rogner quelque peu sur les périodes d’instruction.¹⁰¹ Quant à l’expérience, parmi les cadres, le chef de section, l’adjudant Evrard, âgé de 34 ans, avait dix-sept ans de service, son adjoint avait participé à dix OPEX et les chefs de groupe et caporaux, à une demi-douzaine. Pour certains soldats, ce départ était le premier en OPEX et en Afghanistan. Ils se sont engagés en 2007 et formés en vue de cette mission. Ils comptaient quatorze mois de service, dont quatre mois de formation de base suivis des trois semaines de stage parachutiste et des cinq semaines de stage commando. Cette formation initiale de six mois achevée, ils furent versés à la 4^e compagnie où ils commencèrent la préparation spécifique pour l’Afghanistan. Quoi que l’on pense, ils n’ont pas reculé, ils se sont repris, réorganisés et ont fait face à un adversaire nombreux en faisant jouer les réflexes acquis lors de la formation initiale. Par exemple, ceux qui étaient au plus près du chef de section ont fait eu le réflexe d’organiser une bulle de protection autour de lui afin de lui permettre de coordonner la manœuvre. Ils ont empêché l’anéantissement de la section et permis, dans les heures qui ont suivi, la poursuite de l’action et la reprise de contrôle sur l’ennemi.

Enfin, s’agissant des moyens de reconnaissance, des appuis, de la lenteur de la réaction du commandement et des renforts, il faut reconnaître qu’avant la patrouille, les moyens de reconnaissance aérienne¹⁰² manquent, tout comme les appuis en hélicoptères et en mortiers lorsqu’il s’est agi de dégager la section une fois au contact. Or, la mise en place des appuis à une action d’infanterie fait partie de l’enseignement de base destiné aux cadres et est rabâché aux officiers subalternes lors du stage des capitaines. Au départ, l’appui était constitué des mitrailleuses 12,7 mm des VAB¹⁰³ de la section *Carmin 2* que l’adjudant-chef avait disposés face au col : elles firent feu massivement, le plus souvent en ne voyant pas les cibles, puis elles furent rapidement hors de portée tout comme l’élément des forces spéciales apte à désigner les cibles. Pris sous les tirs, *Rouge 4* n’a pu mettre en œuvre ses mortiers de 81 mm, gêné par l’imbrication des combattants. Les renforts¹⁰⁴ et les mortiers de 81 mm

¹⁰⁰ Olivier Kempf, *Le casque et la plume*, Paris, Economica, 2010, p.57.

¹⁰¹ Le général Bentégeat, déjà cité, remarque que la France réduit ses effectifs et son budget alors qu’elle multiplie ses engagements depuis 2007 dans des missions au Tchad, au Liban, désormais en Afghanistan..., que ce soit au titre de l’ONU, de l’OTAN ou des accords de défense, tout en maintenant *Vigipirate*.

¹⁰² Il n’a pas été tenu compte de l’expérience des Soviétiques qui, dans des circonstances semblables, afin d’éviter les embuscades, déposaient des commandos en hélicoptères sur les crêtes.

¹⁰³ Plusieurs furent touchés par des tirs de roquettes anti-char RPG. Les VAB équipés de plaques de blindage sont arrivés avec retard, après le mois d’août.

¹⁰⁴ Quelques vingt-cinq minutes après le déclenchement de l’embuscade, ordre est donné d’envoyer une section de réaction rapide, qui part de la *FOB* de Tora, à Surabi. Elle se compose de parachutistes, d’un groupe mortier de 81, d’un canon de 20 mm, de missiles antichar *Milan*, d’un poste de secours et d’une équipe de contrôleurs aériens, soit environ 80 hommes. Elle arriva au village vers 17:00, soit une heure et demie après le début de l’embuscade.

pour l'appui ont mis une heure et demie pour arriver sur les lieux, et les munitions plus de deux heures et demi. Les avions de la coalition (F-15,¹⁰⁵ A-10,¹⁰⁶ guidés par la *JATC* déployée au sol) manquèrent d'efficacité du fait de l'imbrication des forces, risquant les tirs fratricides : *Carmin 2* ne parvenait pas à décrocher sous le feu ennemi afin de laisser l'aviation agir. Les hélicoptères américains *OH-58 Kiowa D* renoncèrent aussi à tirer et les deux *Black Hawk* chargés de l'évacuation médicale ne purent se poser à Sper Kunday à cause du feu nourri adverse, et rebroussèrent chemin vers Tora. Enfin, depuis leur base au *Kabul International Airport*, les aviateurs et les marins français du groupe des hélicoptères *Caracal* attendaient l'autorisation de l'état-major de l'ISAF de porter secours depuis 16:00, retenus jusque-là par une mission de sécurité au profit du Président Karzaï qui assistait aux cérémonies officielles de la fête nationale. Celles-ci terminées, ils décollèrent et après vingt minutes de vol, ils survolèrent Sper Kunday, à 18:40. Sans relâche, ils établirent un pont aérien pour acheminer les renforts.¹⁰⁷ La nuit tombée, les renforts comptent quelque 300 hommes¹⁰⁸ afin de mener la contre-offensive au sol qui commença vers 22:00 et fit changer l'initiative de camp. Tout le secteur fut survolé par un drone *Predator* qui surveillait grâce à ses capteurs infrarouge ; un AC-130 *Gunship*, canonnière volante de l'US Air Force, compléta le dispositif pour tirer sur les arrières des insurgés. Au petit jour, le village et le col étaient sous contrôle.¹⁰⁹

Que conclure, sinon que pour la coalition, la surprise aidant, les impératifs politiques et organisationnels l'emportèrent plus longtemps qu'il n'aurait fallu face à l'urgence militaire et que les moyens nationaux mis à disposition étaient initialement comptés. La réaction fut pourtant à la hauteur. La tragédie, pour beaucoup de militaires, renvoie pour le reste à l'infortune des armes.

La médiatisation de l'embuscade

Les Armées, ce n'est pas nouveau, se montrent soucieuses de communication sur nombre de sujets, entre autres les OPEX. Aux plus hauts niveaux de la hiérarchie militaire, lorsqu'ils étaient chefs de l'état-major particulier du Président, les généraux Bentégeat et Georgelin recevaient chaque semaine des journalistes à l'Élysée.

L'embuscade d'Uzbin a marqué un tournant, car désormais lorsqu'un soldat meurt en opération, les chaînes de télévision généralistes l'annoncent dès l'ouverture des journaux télévisés à une heure de grande écoute. La chaîne affiche une photo du défunt et le présentateur décline ses nom, âge, grade, unité, état civil, et les circonstances de la mort.

¹⁰⁵ Les deux chasseurs en alerte en vol sont dotés de bombes guidées GBU-31.

¹⁰⁶ Ils arrivèrent très vite, en dix minutes, de la base de Bagram. Ils sont conçus pour l'appui des troupes au sol et disposent du canon GAU-8 *Avenger* avec sept tubes rotatifs capables de tirer de 2 à 4 000 obus de 30 mm à la minute. Chaque obus pèse 700 grammes et une rafale de deux secondes projette 70 kg de munitions.

¹⁰⁷ À l'aller, ils transportent quatre-vingt-neuf hommes dont dix commandos de l'Air afin de sécuriser la zone de poser hélicoptère, des équipes médicales, 3,5 tonnes de matériel dont des munitions, puis bien plus tard, de l'eau minérale. Au retour, ils évacuent blessés et morts, y compris un Afghan. Cela pendant 14 heures.

¹⁰⁸ Un sous-groupe tactique pour sécuriser l'axe menant à Surobi, une section de mortier de 120 mm du 35^e Régiment d'artillerie parachutiste, puis les sections *Carmin 3*, *Carmin 1* et *Rouge 3*. Dans la nuit, un groupe des forces spéciales norvégiennes arriva sur la zone.

¹⁰⁹ J.-D. Merchet, *op.cit.*, pp.15-28.

Au sein des rédactions de presse écrite, des journalistes spécialistes des questions de défense¹¹⁰ ont couvert l'événement et relayé toutes les critiques et polémiques. Ils l'ont fait en fonction de leur ligne éditoriale : celle du *Figaro* n'est pas celle de l'*Obs*.

L'embuscade d'Ubzbin fit donc la *une* des médias qui, au gré du recueil des témoignages de l'ensemble des protagonistes, se firent l'écho de dysfonctionnements et de rumeurs. Les déclarations du CEMA, le général Georgelin, du CEMAT, le général Irastorza, des généraux sur place, et des soldats blessés, constituent un ensemble de versions différentes, source de polémiques d'où doit ressortir la représentation officielle. Un responsable de la Défense sous anonymat souligne au *Figaro* avec réalisme que “*la perception des soldats sur le terrain est parfois très différente selon l'endroit où ils se trouvent*”, et sans remettre en cause les propos de blessés, il ajoute “*que les temps de réaction réglementaires peuvent paraître très longs lorsque l'on est pris sous le feu*”.¹¹¹

Le support qui défraya alors la chronique fut l'hebdomadaire *Paris-Match*. Deux semaines plus tard, un reporter, Éric de la Varenne, et une photographe, Véronique de Viguerie, parvinrent à entrer en contact avec une trentaine de talibans et leur chef, celui qui se fait appeler “commandant Farouki”, ayant trouvé refuge en zone de responsabilité américaine. Leur reportage comporte deux parties, la première porte en sous-titre “*La parade des talibans avec leurs trophées français*” et transcrit l'interview de Farouki¹¹² : ses combattants apportaient la preuve de leur participation à l'embuscade en exhibant ce qu'ils avaient pris sur les morts. Soit deux Famas, un talkie-walkie, deux casques, des gilets pare-balles, un uniforme¹¹³ ; en pleine page apparaissait une montre, avec le commentaire suivant : “*Dans les mains de Véronique de Viguerie, la montre du militaire français rendue par les talibans. À remettre à sa famille*”.¹¹⁴ Par ses réponses, Farouki éclaire bien des aspects de l'embuscade. La seconde partie intitulée “*Premières victimes de représailles : les civils*” est un long texte sur la vie en Kapisa et dans les villages de la vallée de Laghman où les assaillants se sont repliés après l'embuscade. L'accent est mis sur les bombardements destructeurs qui l'ont suivie et sur “*les bavures des forces internationales*” qui, selon la Commission afghane des droits de l'Homme “*auraient fait près de 30 000 morts civils*” depuis 2001. À l'appui de photos ne pouvant que susciter l'émotion, les journalistes exposent la situation des populations prises au piège de la guerre, au sein desquelles gronde la haine à l'encontre des Occidentaux. *Paris-Match*, par l'audace des deux journalistes,¹¹⁵ a participé,

¹¹⁰ Ces correspondants reçoivent une accréditation du ministère de la Défense. Ils se regroupent au sein de l'Association des journalistes de la défense, présidée par l'un des leurs (en 2008, Frédéric Pons).

¹¹¹ Isabelle Lasserre & Thierry Oberlé, *op.cit.*

¹¹² “*Nos journalistes ont retrouvé le commando qui a abattu nos 10 soldats. Un reportage exceptionnel auprès de combattants qui disent maintenant haïr la France*”.

¹¹³ Au total, à la suite de l'embuscade, il manquait quatre Famas, deux fusils FR-F2, deux Minimis, un lance-grenades, six paires de jumelles, deux postes de radio, neuf gilets pare-balles et neuf casques.

¹¹⁴ Cette montre arrêtée à 10:29 a été reconnue, du fond de la Basse-Normandie, par la mère du soldat tué à qui elle avait été prise.

¹¹⁵ Ils expliquent comment ils sont arrivés en Kapisa dans une voiture banalisée, accompagnés d'un traducteur en contact avec les talibans et vêtus d'habits afghans. Ils se sont affranchis des mesures de sécurité préconisées par l'armée française.

au nom du droit d'informer, à la bataille de l'opinion tout en réalisant un magnifique coup médiatique et financier : le numéro s'est arraché. En amont, il a fait le jeu des talibans en les médiatisant, et en fournissant un canal à leur guerre de l'information,¹¹⁶ l'hebdomadaire leur permet de transmettre un message à l'opinion française, mais aussi aux responsables politiques et militaires : “*Si les Français partent, tout ira bien. S'ils restent chez nous, nous les tuons. Tous*”. Le reportage a fait couler beaucoup d'encre dans les médias puisqu'en interne, il a été considéré que *Match* n'avait pas vocation à faire la propagande de l'armée française ; il a choqué au sein du 8^e RPIMa et plus largement de l'institution tout entière, où les termes de “*trahison*” et de “*complicité avec l'ennemi*” circulent. Une lettre écrite par un Ancien du 8^e RPIMa et destinée à la photographe fait le tour de la communauté régimentaire. Alors que beaucoup de militaires achetaient *Match*, le bouche à oreille conseille désormais de boycotter l'hebdomadaire.¹¹⁷

Hommage de la Nation : l'héroïsation des parachutistes morts à Uzbin

Par tradition, lorsqu'un soldat meurt en service et particulièrement au combat, les honneurs lui sont rendus jusqu'à sa mise en terre. Les Armées le font de façon très solennelle à chaque décès. Le cérémonial militaire destiné aux soldats morts au combat est codifié par des décrets.¹¹⁸ Ils s'organisent en plusieurs étapes. Tout d'abord confidentielle, par souci de délicatesse, l'information n'est rendue publique qu'une fois les familles prévenues, pour leur éviter de l'apprendre par les médias. Selon la procédure, elles sont averties par le chef de corps.¹¹⁹ Puis l'annonce est rendue publique par la présidence de la République et confirmée par le ministre de la Défense ou des Armées.

¹¹⁶ Avant *Paris-Match*, un compte-rendu de l'embuscade en arabe dans le mensuel islamiste *Al Sommod* cite le récit du commandant El Chahir El Mauwlawi Abdel Hadi qui, “à la gloire des combattants de la guerre sainte”, accroît largement le bilan des pertes matérielles et humaines des “soldats croisés” et exagère la victoire. Il confirme que les attaquants avaient fait des prisonniers, des blessés transportés dans un endroit sûr puis tués sur place car ils ne pouvaient les emmener avec eux (J.-D. Merchet, *op.cit.*, pp.29-33). Information reprise par la presse britannique et le *Canard enchaîné*, qui ne peut que semer l'inquiétude.

¹¹⁷ Plus tard, *Paris-Match* a tenté de rattraper l'effet désastreux provoqué par le numéro en mettant en couverture la photo d'un caporal-chef mort lors de l'embuscade et de sa femme. Le caporal-chef est en treillis de cérémonie et porte son placard de décorations, bien en vue sur la photo. Deux autres informations ne peuvent que susciter l'émotion et pousser à l'achat : il est mort à 31 ans, le jour de son anniversaire, et sa femme était enceinte de leur fils. En 2009, *Paris-Match* consacre un long reportage aux dix soldats tombés à Uzbin pour marquer le premier anniversaire de l'embuscade. Le titre est accrocheur : “*Retour dans la vallée de la mort*”. Une série de trois photos est en double page, avec le sous-titre : “*Récit de leurs dernières heures héroïques*”. Le texte sous la deuxième fait allusion aux accusations portées alors contre les militaires français, puis poursuit par un éloge des combattants. La troisième montre le poste de secours : “*À l'abri du mur métallique des VAB [...] des soignants français traitent en urgence les victimes de l'embuscade*”.

¹¹⁸ Décret 2004-1101 du 15 octobre 2004 relatif au cérémonial militaire, *JO*, 20 octobre 2004, modifié à la marge en 2006, puis 2007. Ce texte dispose que les honneurs funèbres militaires sont “*les manifestations officielles par lesquelles les forces armées expriment leurs sentiments de respect à leurs chefs ou camarades décédés. [...] Ils ne sont rendus aux militaires que s'ils étaient en position statutaire d'activité de service le jour de leur décès*” (Art.11). Ils “*sont rendus par les piquets d'honneur funèbres et éventuellement les troupes*” (Art.12).

¹¹⁹ À la suite de l'embuscade d'Uzbin, la concubine du sergent-chef Sébastien Devez a reçu la visite de son adjoint. Le chef de corps du 8^e RPIMa, le colonel Aragonès, étant en Afghanistan, le lieutenant-colonel Meillan, l'adjoint, a reçu le commandement et, avec lui, la fonction de messenger des mauvaises nouvelles.

Les termes des communiqués des services de presse de l'Élysée et du ministère se ressemblent. Le président “*a appris avec émotion*” ou “*vive émotion*” le décès en opération du militaire, le ou la ministre l’“*a appris avec tristesse*”. L’un “*salue le sacrifice de ce militaire français tué dans l’accomplissement de sa mission pour la défense de notre pays et la protection de nos concitoyens*” et adresse à la famille, aux proches, aux camarades ses plus sincères condoléances. L’autre “*rend hommage à ce militaire mort pour la France dans l’accomplissement de sa mission*” et salue “*le courage de tous ceux qui font rayonner la France, sa voix, au prix de leur vie*”.¹²⁰ Le Premier ministre, le gouvernement et les parlementaires leur rendent hommage, debout, par des applaudissements suivis d’une minute de silence. Il arrive que d’autres dirigeants politiques se prononcent.

Traditionnellement et chronologiquement, une première cérémonie se déroule sur le lieu du décès, avant le rapatriement de la dépouille, s’il s’agit d’une OPEX. À Kaboul, l’hôpital français disposait d’une morgue. Tout un cérémonial se met alors en place pour la toilette mortuaire, le corps est revêtu si possible de la tenue de cérémonie avec les insignes de l’unité et les marques d’appartenance au groupe : brevet parachutiste, insigne de commando, et la barrette de décorations. La mise en bière a lieu dans un container métallique servant de cercueil recouvert du drapeau, elle est suivie d’un recueillement au garde-à-vous, puis l’hommage est rendu selon un rituel fait de symboles, de gestes, de chants de tradition. Le supérieur hiérarchique, le capitaine, le commandant du bataillon ou le chef de corps, rend les honneurs funèbres militaires lors de la levée du corps (Art.13 du décret). Ainsi le mort part avec des mots, des pensées, des regards, des prières. À Nijrab, l’évêque aux armées, monseigneur le Gall et l’aumônier de la Task Force *Chimère* ont célébré une messe.

Dans les heures qui suivent l’embuscade, accompagné d’Hervé Morin, ministre de la Défense, de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, et de journalistes, le président de la République s’envole pour l’Afghanistan et arrive au camp *Warehouse*, où est dressée une chapelle ardente dans une petite église en bois. Tous trois s’y recueillent, puis le Président salue le piquet d’honneur qui veillait ses camarades jusqu’à la levée des corps. Les cercueils disposés sur la place d’armes sont déposés dans les VAB pour rejoindre l’aéroport. Les honneurs sont rendus au lieu d’embarquement (Art.13), sur le *taxiway*. Le Président Sarkozy inaugure un registre compassionnel, rite auquel se plie désormais tout ministre de la Défense ou des Armées pour exprimer l’émotion de la Nation. Dans de telles circonstances, ce genre de visite, qui est un honneur, constitue une contrainte supplémentaire que les militaires assument sans rechigner. Les membres de la coalition, Américains, Britanniques, Canadiens s’étonnent de ce souci compassionnel au plus haut niveau de l’État devenu une habitude en France.¹²¹

Puis les corps ont été transportés par avion militaire à Paris où a été activé le “plan Hommages”, dont la mise œuvre est à la charge du gouverneur militaire de Paris,

¹²⁰ Florence Parly, ministre des Armées, visiblement touchée, à l’Assemblée suite à la mort de deux militaires, au Mali, le 21 février 2018.

¹²¹ Pierre Servent, “Morts au combat : les limites du compassionnel”, *Le Figaro*, 14 juin 2012.

commandant de la région Terre Île-de-France et officier général de la zone de défense de Paris (en l'occurrence le général de corps d'armée Bruno Dary, alors en fonctions depuis 2007). Le gouverneur, son état-major et la Base de soutien au commandement de Vincennes organisent l'accueil du défunt et de sa famille.

Dans sa contribution au numéro d'*Inflexions* consacré en 2011 au thème "*Que sont les héros devenus ?*", le général Dary décrit le déroulement du plan Hommages.¹²² À Paris, tout commence par l'arrivée de l'avion à l'aéroport de Villacoublay ou de Roissy, souvent tard le soir ou tôt le matin en raison des décalages horaires, à une heure où le pavillon d'Honneur est calme. Les militaires sont là, ils ont revêtu leur tenue de parade ou de sortie. Puis arrive le convoi des familles escorté par les gendarmes de la Garde républicaine car le plan les prend immédiatement en charge. La famille, accompagnée des cadres du régiment, de ceux de la Base de soutien de Vincennes, de l'aumônier et de l'assistante sociale, est installée dans le salon d'Honneur, à l'abri des regards et des médias. (Lors du retour des défunts d'Uzbin, le Premier ministre, François Fillon, accompagnait les familles). Suit un moment de calme au cours duquel, souvent, la famille s'enquiert des circonstances exactes de la mort et souhaitent savoir si le défunt a souffert, deux questions auxquelles le commandement répond en rappelant, face à la douleur des proches, l'appartenance à l'institution militaire, "*sa deuxième famille*", le sens du métier des armes, de l'engagement¹²³ de tous et particulièrement de ceux des "*camarades*" qui se trouvent en première ligne sur les théâtres d'opérations. Puis le cercueil est amené, il est recouvert du drapeau tricolore, porté par des camarades du régiment, escorté au son d'une marche-tambour par le CEMAT et les autorités civiles de l'aéroport.

Le cérémonial est sobre, ce qui renforce la grandeur et la solennité de ce premier "contact" avec le défunt. Le cercueil est déposé dans le salon d'Honneur, le CEMAT remet les décorations et la sonnerie aux morts retentit. La famille se recueille alors seule autour du cercueil et l'aumônier propose un moment de prière à tous, à ceux "*qui croient au ciel, comme à ceux qui n'y croient pas*". Moment douloureux pour la famille, car elle est la rencontre visuelle et charnelle avec l'être cher, à condition que le corps soit présentable et regardable par les proches. Cette démarche vise à évacuer d'éventuels fantasmes sur la réalité de la mort, elle rend possible de dire *au revoir* et de passer un moment d'intimité avec le disparu, en tenue impeccable et au visage intact s'il l'est. Il semble que les familles sortent apaisées de cette épreuve. On leur explique le déroulement du protocole militaire. Le cercueil est enfin fermé selon les procédures légales en présence d'un officier de police judiciaire qui appose les scellés. Dans le couloir, les généraux, les officiels attendent. Il est conseillé aux familles de trouver une photo de leur disparu montrant son entrain, sa jeunesse, sa gaîté. Le choix se porte le plus souvent sur une photo le montrant en tenue avec ses décorations, image positive magnifie sa mort. Le cercueil est chargé dans le véhicule mortuaire qui, toujours

¹²² Bruno Dary, "De la théorie à la réalité", *Inflexions*, n°16, pp.157-162.

¹²³ Trois points sont mis en avant afin d'expliquer le sens de l'engagement du défunt : il était volontaire lors de son engagement dans l'armée, volontaire pour rejoindre son régiment et volontaire pour partir en OPEX.

escorté par les motards de la Garde républicaine en grand uniforme, prend le chemin des Invalides,¹²⁴ en roulant assez lentement.

L'Association de soutien à l'armée française et d'autres associations se sont mobilisées afin qu'un cortège y accompagne le cercueil. De son côté, l'état-major a pris l'initiative d'inviter les Français à rendre hommage aux soldats tombés en opérations et le général Dary communique les modalités de passage du convoi.¹²⁵ D'anciens militaires brandissant des drapeaux, des militaires d'active, des policiers, des pompiers, des civils sont massés sur le pont.

L'hommage national aux Invalides, lieu des gloires militaires, s'est peu à peu imposé depuis 1983, après l'attentat-suicide contre l'immeuble du *Drakkar* à Beyrouth et ses 58 morts, tous parachutistes ; il a fini par être retransmis à la télévision. Le Président Sarkozy s'est inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs en décidant qu'un adieu solennel serait rendu au nom de la Nation à ses morts.¹²⁶ Plusieurs membres du gouvernement, les autorités civiles, militaires et religieuses sont désormais présents. Lors des déplacements, dans la cour d'honneur, chaque cercueil, recouvert du drapeau et d'un coussin où sont épinglées les décorations passées du défunt,¹²⁷ est porté par huit hommes du régiment au rythme de la marche funèbre de Frédéric Chopin.¹²⁸ Le Président prononce l'éloge funèbre de chacun et dépose sur chaque cercueil les décorations décernées à titre posthume. La cérémonie achevée, il s'entretient à huis clos avec les familles.

Enfin la cérémonie achevée, toujours escorté, le cortège prend le chemin de la garnison, où un dernier hommage officiel est rendu en présence du régiment, des autorités locales civiles et militaires, avant l'enterrement sur le lieu de résidence du défunt. L'éloge funèbre est prononcé par un officier supérieur du corps, qui s'adresse aux parents, à l'épouse, à la compagne ou à la fiancée. Si l'inhumation s'accompagne d'une cérémonie religieuse, l'aumônier militaire prononce homélie et allocution. À chaque étape, les médias locaux rendent compte de l'événement qui concerne la sphère publique locale.

Victimes ou héros ?

Reste un dernier aspect : celui de la mémoire que laisse le soldat tombé au feu, et de l'appréciation portée, une fois l'émotion retombée, sur l'action qui lui a coûté la vie. Est-il un héros ? Le héros est celui qui a accompli un exploit extraordinaire au service d'une communauté. Il s'est dépassé lui-même, parfois au péril de sa vie. Il est reconnu comme tel par la société qui lui voue un culte car il est un révélateur exemplaire de ses valeurs. La chose relève d'une subjectivité collective : la définition des notions de héros et d'héroïsme varie

¹²⁴ De Roissy, le convoi rejoint Paris par la porte Maillot, passe devant l'Arc de Triomphe, descend les Champs-Élysées, tourne vers le pont Alexandre III et entre aux Invalides.

¹²⁵ Un faire-part avec la date et l'horaire du passage paraît désormais dans le carnet du jour du *Parisien*.

¹²⁶ Il fut précédé d'un office œcuménique célébré en l'église Saint-Louis.

¹²⁷ Il est recouvert du drapeau et d'un coussin où sont épinglées les décorations.

¹²⁸ Article 12 du décret de 2004.

selon les sociétés et leurs divisions,¹²⁹ les périodes, les auteurs et les disciplines,¹³⁰ avec l'opinion publique comme arbitre. Très vite l'on passe de l'Histoire à la mémoire : l'héroïsation est un processus social qui implique la construction d'un récit. Le Moyen-âge à travers le preux chevalier, la période moderne avec le héros classique, la Révolution et le héros national et méritocratique, l'Empire et le héros guerrier, les combattants des grandes guerres du 20^e siècle¹³¹ ont donné lieu à de tels récits, qui plus est évolutifs au fil du temps. Il reviendra à l'historien d'étudier ce processus de fabrication du héros au 21^e siècle et d'y situer le statut des morts des armées.

Le rôle du politique n'est pas indifférent. Jusqu'à 2008, la tonalité des discours présidentiels était martiale et valorisait le sacrifice suprême. L'éloge prononcé le 21 août 2008 par le Président Sarkozy est d'un tout autre ton. Il déclare qu'*“en tant que chef des Armées, je n'ai pas le droit de considérer la mort d'un soldat comme une fatalité. Je verrai les familles¹³² dans quelques minutes, je veux qu'elles sachent tout. Elles y ont droit. Je veux que vos collègues ne se retrouvent jamais dans une telle situation”*.¹³³ Et d'ajouter : *“Je veux que tous les enseignements soient tirés de ce qui s'est passé”*. Ce qui ne semble pas problématique, sauf besoin d'une enquête spéciale, car il est d'usage constant que chaque action soit décrite précisément dans le journal de marche et d'opérations de l'unité concernée, et depuis quelques décennies les opérations sont suivies d'un processus de retour d'expérience (RETEX) qui permet d'adapter au plus près l'action future à des missions similaires.

“Tout soldat mort en opérations est un héros !”, déclare le général Dary. Ce faisant, il s'inscrit dans la longue tradition historique du culte à rendre à ceux qui sont tombés au champ d'honneur, dont le meilleur symbole est le soldat inconnu couché sous l'Arc de Triomphe. Culte que l'armée tente de perpétuer et de transmettre, avec une difficulté semble-t-il croissante, hors émotion instantanée du type de celle qui a suivi Uzbin ou la mort du colonel Beltrame en 2019, car il paraît être devenu étranger à notre société.

¹²⁹ Les Anciens combattants et l'Association de soutien à l'armée (ASAF) ont fait un long travail de lobbying auprès de l'institution et du pouvoir politique pour que les morts au combat en OPEX soient honorés comme des héros alors que, selon eux, ils sont considérés comme des héros méprisés. Les Anciens gardent le souvenir vif du retour des morts et des blessés d'Indochine qui étaient débarqués des bateaux et des trains très discrètement, à la nuit tombée, du fait de l'hostilité à la guerre d'une fraction de l'opinion publique (PCF, CGT), favorable au Vietminh. Il en fut de même pendant la guerre d'Algérie, contestée par les intellectuels et médias de gauche.

¹³⁰ La vision qu'en ont l'anthropologie, la philosophie, la psychologie, la sociologie, la littérature, l'histoire et la théologie ne concordent pas toujours.

¹³¹ Marc Touret, *“Qu'est-ce qu'un héros ?”*, *Inflexions*, n°16, 2011, pp.95-103.

¹³² Elles purent se rendre à Kaboul. Beaucoup s'interrogèrent sur l'utilité, même symbolique, d'un tel déplacement. Rappelons qu'après l'attaque du camp français à Bouaké, le 6 novembre 2004, qui fit neuf morts et trente blessés, l'armée convia discrètement des familles à Abidjan.

¹³³ Le chef de l'État parle de *collègues*. Dans les armées, 'on' n'est pas '*collègues*', comme dans les bureaux ou les ateliers, mais '*camarades*', et même '*frères d'armes*'. Faut-il déduire d'un tel choix de mots que le discours ne fut pas préparé ou revu par le cabinet militaire et particulièrement par le chef état-major militaire particulier du Président ? Son vocabulaire à cette occasion confirme la réputation du Président de ne pas bien connaître le milieu militaire. De même, le fait qu'il soit assis dans un fauteuil face aux cercueils a surpris.

Là se trouve la différence entre l'éloge du Président Chirac en 2004¹³⁴ et celle de son successeur, tant aux Invalides que lors de sa venue à Castres, au quartier Fayolle, le 26 août 2008, pour parler au régiment de huit des parachutistes tués à Uzbin et rencontrer à nouveau les familles. Les survivants de la section, blessés légers¹³⁵ et valides, étaient sur les rangs car désormais, dans l'armée française s'applique la règle de l'OTAN qui est de rapatrier une section traumatisée. Nicolas Sarkozy a repris l'idée déjà avancée aux Invalides “*d'assurer les familles que toute la lumière serait faite sur les circonstances de l'embuscade et les responsabilités établies*”. Pour les militaires, cela signifie que les coupables seraient punis. Par ces propos, le chef des Armées assimile l'embuscade lors d'une opération de guerre à un accident de la route ou du travail, et les morts à des victimes. Beaucoup y ont vu (et des Anciens ne se sont pas gênés pour dénoncer) une dérive inquiétante vers la judiciarisation de l'action militaire. Montrant que cette crainte n'était pas sans fondement, des parents et une épouse ont porté plainte non pas contre l'armée mais contre les organisateurs de l'opération pour “*faute de commandement*” ayant causé une mort “*injuste*”. Cette tendance à la judiciarisation de l'activité de guerre renvoie bien à une culture de victimisation où le soldat tombé en combattant suscite moins la révérence que la pitié comme victime “*d'un carnage*”,¹³⁶ dont la bravoure éventuelle est hors-sujet.

Le général Dary insiste sur le fait que la mort d'un soldat n'est pas “*inutile, futile ou incompréhensible*” car l'engagement lors d'opérations liées à la sécurité du pays, à l'équilibre du monde et à la contribution qu'y consent la France, lui donne un sens digne d'estime.¹³⁷ Le colonel Benoît Brulon, conseiller communication du CEMAT et chef du SIRPA-Terre, lui emboîte le pas en rappelant simplement qu’“*on ne forme pas des héros, mais des militaires pour servir la nation. Certains le deviennent, mais ce n'est jamais à eux d'en juger*”.¹³⁸ Lorsqu'on évoque le sujet avec eux, les soldats rejettent généralement le terme, arguant qu'ils “se contentent” de mettre leur point d'honneur à remplir la mission dont ils ont reçu l'ordre. Pour eux, le sacrifice suprême ne saurait être une fin en soi, et à l'acte héroïque ils préfèrent le courage qui permet d'aller au bout de leur engagement.



Cette étude des diverses facettes de la tragédie d'Uzbin a fourni l'occasion de replacer la question de la mort au combat dans une réflexion plus large sur la place qu'elle occupe et le sens qu'elle revêt dans l'esprit des combattants comme dans la société au nom de laquelle ils combattent, resitués parmi les conditions de l'accomplissement de la mission

¹³⁴ Le 10 novembre, pour honorer les neuf morts de Bouaké en Côte d'Ivoire, durant l'opération *Licorne*.

¹³⁵ Les blessés étaient rentrés de Kaboul en *Boeing C-135* médicalisé de l'armée de l'Air. Certains souffraient de plaies par balles ou par éclats, d'autres des effets du renversement du véhicule blindé lors de l'assaut. Des ambulances les attendaient sur le tarmac de l'aéroport afin de les évacuer vers les hôpitaux de Percy, à Clamart, et de Bégin, à Saint-Mandé. Les plus grièvement atteints furent rapatriés plus tard.

¹³⁶ Cette tendance est par exemple affirmée à propos des soldats morts pendant la Grande Guerre par le débat entre deux écoles d'historiens afin de savoir s'ils acceptèrent souffrances, misères et mort par consentement ou par contrainte.

¹³⁷ Bruno Dary, *op.cit.*, p.161.

¹³⁸ Louis de Ragueneil, “La fabrique des héros”, *Valeurs actuelles*, n°4311, 11-17 juillet 2019.

de guerre en Afghanistan. Elle a permis d'évoquer, outre l'embuscade, son contexte et ses retombées, les interrogations sur la judiciarisation croissante de l'action militaire, et la gestion de l'événement par une presse qui au nom de la liberté d'informer bouscule l'éthique dans un but lucratif ou pour satisfaire l'*ego* de journalistes en mal de *scoops*.

La question qu'elle soulève en définitive est celle de savoir si notre société pourra longtemps encore susciter les vocations militaires dont elle a besoin en considérant d'un œil plus ou moins distrait le sacrifice d'une vie au combat comme un accident du travail, et sans honorer autrement que sur le coup d'une émotion passagère ceux qui les embrassent et poussent le dévouement jusque-là.

Les parachutistes et l'opération *Sangaris*, 2013-2016

Après l'opération *Serval*, aux résultats tant militaires que politiques prometteurs, l'opération *Sangaris*, du nom d'un papillon rouge éphémère, débute en République centrafricaine (RCA) le 5 décembre 2013. L'armée française est alors fort occupée par ailleurs : elle reste présente sur le continent africain, en Afghanistan,¹³⁹ au Kosovo, au Levant¹⁴⁰ et dans l'Est européen face à la Russie, et elle prend sa part sur le territoire national des exigences du Plan *Vigipirate*.

En RCA, la mission renoue avec l'interposition – ce que les militaires français savent faire depuis l'ex-Yougoslavie et la Côte d'Ivoire –, cette fois entre factions armées d'obédience musulmane et chrétienne à l'origine de désordres et de massacres. Associée à des rivalités ethniques, la religion fait figure de moyen de préserver le pouvoir, d'y revenir ou de s'y substituer, avec pour enjeu l'accès aux ressources.

La France conduit dans ce pays grand comme la France et la Belgique réunies sa septième intervention depuis l'indépendance de l'Oubangui-Chari. La RCA reste un pivot pour ses réseaux de renseignement et une base arrière pour déployer des forces sur le continent. Cette fois encore, le chaos règne au sommet de l'État.

Selon ce qui s'apparente à une tradition locale, le président François Bozizé, réélu en 2011,¹⁴¹ est renversé par le coup d'État de Michel Djotodia, président auto-proclamé.¹⁴² Pour

¹³⁹ Théâtre dont elle s'est retirée le 31 décembre 2014.

¹⁴⁰ Dans un premier temps, l'armée française a participé à l'opération *Inherent Resolve* au sein de la coalition conduite par les États-Unis contre l'État islamique en Irak puis à partir de septembre 2015, elle a étendu son champ d'intervention à la Syrie. Par ailleurs, elle fournit toujours des effectifs à la FINUL, au Liban.

¹⁴¹ Le général Bozizé s'est imposé comme l'homme fort lors des mutineries de 1996-1997 et avec le soutien militaire de la France lors des opérations *Furet* et *Almandin*, il sauve le président Ange-Félix Patassé qui le nomme chef d'état-major des armées centrafricaines. En mai 2001, le général impliqué dans une tentative de coup d'État fuit au Tchad d'où il fomente une autre tentative en octobre 2002, réussie en mars 2003. Le coup d'État est légitimé par l'élection présidentielle et législative de février 2005, il est réélu en 2011.

¹⁴² La France a quelque peu conforté cette tradition lorsque, le 21 septembre 1979, l'opération *Caban* renversa l'empereur Bokassa I^{er}. Le fer de lance de l'opération fut constitué par les 8^e et 3^e RPIMa transportés par des hélicoptères *Puma* et des avions *Transall* depuis N'Djamena. Suivit l'opération *Barracuda* qui permit de consolider le régime du président David Dacko jusqu'en juin 1981, où elle laissa la place à des Éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) jusqu'en 1998.

la première fois, un musulman occupe la fonction suprême.¹⁴³ Il est soutenu par la *Séléka*, agrégat de divers groupes armés en majorité musulmans,¹⁴⁴ qui provoque en retour la mobilisation des chrétiens, lesquels créent leur propre milice, les *anti-Balaka*,¹⁴⁵ alors qu’auparavant les populations vivaient en bonne intelligence.¹⁴⁶ Les combats et le recours à des violences inacceptables font craindre à la communauté internationale un génocide. Inquiets, les deux principaux responsables religieux, l’archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalainga, et le président de la communauté islamique de la République centrafricaine, l’imam Omar Kobine Layama, prennent la plume pour alerter le monde.¹⁴⁷ En cette fin de 2013, 400 000 habitants sont des déplacés internes et 70 000 se sont réfugiés dans les pays voisins, notamment en RDC.

Afin d’éviter les accusations de néocolonialisme, la France fera tout pour impliquer les Africains en appuyant la force panafricaine qui se met en place lors de chaque crise. De plus, la situation que certains qualifient de pré-génocidaire incite à l’ingérence, doctrine théorisée par Bernard Kouchner qui rompt avec les principes westphaliens : l’obligation morale d’éviter les massacres et de rétablir un semblant d’ordre justifie une intervention humanitaire. Enfin, du point de vue militaire, la France est la seule puissance européenne capable de projeter sa force armée en Afrique, et les États-Unis, échaudés par l’humiliation somalienne, ne veulent plus déployer des forces sur le sol africain. Si la cellule Afrique de l’Élysée et la Direction des affaires stratégiques (DAS) ont montré quelques réticences, la décision d’intervenir l’emporte finalement.

Un contexte contraint

De Boali à Sangaris, les buts de l’opération

L’intervention française débute en décembre 2013 à l’aéroport M’Poko de Bangui. Elle ne se met toutefois pas en place *ex nihilo* : elle dispose d’antécédents et de moyens déjà

¹⁴³ C’est du moins ce que l’on a l’habitude d’entendre dire et de lire. Or, le premier musulman à la tête de la RCA fut Jean-Bedel Bokassa qui, pour se rapprocher de la Libye, en 1976, s’était converti à l’islam avec son Premier ministre Ange-Félix Patassé – fausse conversion, deux mois durant, qui permit aux nouveaux convertis de bénéficier des largesses financières libyennes et de payer les fonctionnaires. Soutenue à son tour par la manne et missionnaires libyens, la communauté musulmane s’est étoffée et s’est organisée au sein d’une association : la Communauté islamique centrafricaine (CICA), qui a pu construire des mosquées, obtenir des bourses d’étudiants, créer des écoles coraniques, financer le pèlerinage à la Mecque et établir des relations avec les pays arabes. Dès lors, l’État a tenté de créer un islam national pour empêcher l’islamisation de la société. Et en 1999, avec 51%, le candidat Patassé a profité des voix musulmanes lors des élections présidentielles.

¹⁴⁴ *Séléka* signifie Alliance ou Union en langue sango. Elle rassemble des groupes constitués sur une base ethnique : les FPRC, les RPC mais aussi des chrétiens des ethnies du Nord. Issue, en décembre 2012, de la fusion des milices de l’Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UDFR) de Djotodia, alliées du général Bozizé jusqu’en 2007, et de celles de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) du général Nourredine Adam, l’Alliance, coalition militaire dont les effectifs sont estimés à 20 000, occupe rapidement le nord de la RCA, riche en mines d’or et de diamants qu’elle met en coupe réglée.

¹⁴⁵ *Balaka* signifie machettes.

¹⁴⁶ 80% des habitants sont chrétiens et parmi eux 30% sont catholiques, tandis que 10% sont des musulmans sunnites et les 10% restants sont animistes. Le christianisme et l’islam locaux sont fortement teintés d’animisme, ce qui jusque-là les conduisaient à rejeter l’intégrisme et à accepter les mariages mixtes. Chacun invitait l’autre à célébrer sa plus grande fête, comme Noël ou l’Aïd, avec force boissons.

¹⁴⁷ Mgr Dieudonné Nzapalainga & Omar Kobine Layama, “Centrafrique : ‘Le pire pourrait être encore à venir’”, *Le Monde*, 27 décembre 2013.

là.¹⁴⁸ Elle s'appuie en effet sur l'opération *Boali* en place depuis octobre 2002.¹⁴⁹ À l'époque, le colonel Jean-Pierre Bosser, chef de corps du 8^e RPIMa, a ouvert la longue opération durant laquelle les parachutistes se sont succédé.¹⁵⁰ La situation étant normalisée, les renforts sont retournés au Gabon. Puis le 27 décembre, l'opération *Boali* dut contenir des manifestants rassemblés devant l'ambassade de France pour reprocher à Paris de ne pas intervenir contre les colonnes de la *Séléka* en marche sur Bangui. En trois jours, deux compagnies intégrées au 6^e Bataillon d'infanterie de marine (BIMa) des Forces françaises au Gabon furent dépêchées depuis par avion C-160 *Transall* et *Casa* afin de sécuriser le camp M'Poko, l'aéroport et les emprises françaises.

Au gré des relèves de *Boali*, le Groupement tactique interarmes (GTIA) *Amarante* dont le 8^e RPIMa de Castres assure l'ossature, est engagé du 26 octobre 2013 au 24 février 2014. Une fois installé, le GTIA mène dès la mi-novembre des reconnaissances hors de Bangui et en province afin d'acquérir du renseignement. L'État-Major des Armées (EMA)

¹⁴⁸ Dès le 24 novembre, une unité du 25^e Régiment du génie de l'Air de la Base Aérienne 125 d'Istres et des engins de travaux sont projetés depuis Libreville afin d'aménager la plateforme aéroportuaire pour accueillir d'éventuels renforts. Ils sont rejoints par des spécialistes des transmissions, du matériel et du service des essences. Au même moment, le bâtiment de projection et de commandement *Dixmunde* arrive à Douala, au Cameroun avec hélicoptères, véhicules et militaires.

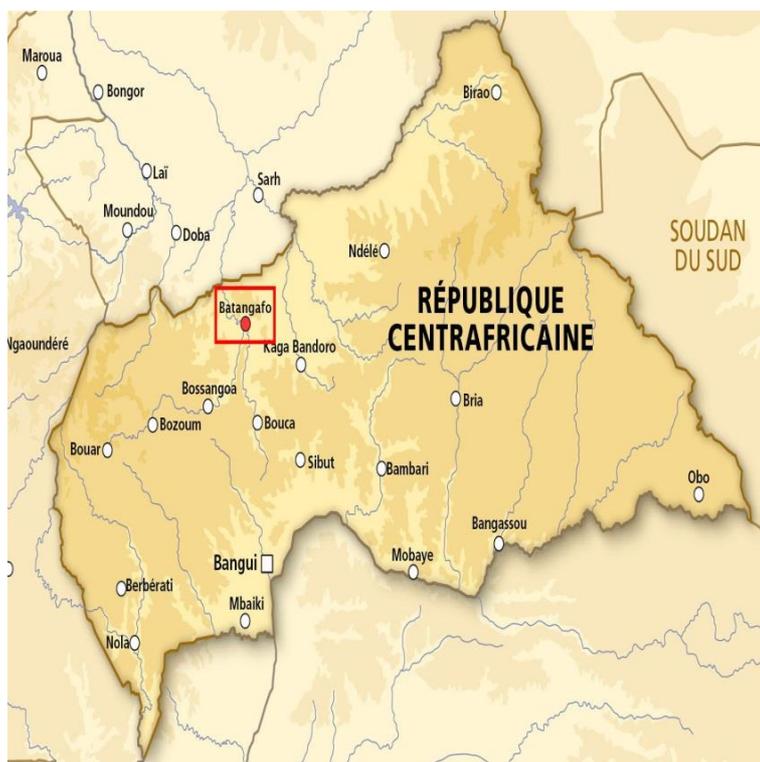
¹⁴⁹ Déclinaison de RECAMP, sa mission consiste à assurer la protection des ressortissants et des intérêts français, à maintenir ouvert l'aéroport, à encadrer, former et appuyer l'armée centrafricaine après l'arrivée au pouvoir du général François Bozizé et à soutenir les différentes forces multinationales africaines qui se sont succédé en RCA en butte à des guerres civiles :

- la Force multinationale en Centrafrique (FOMUC) déployée de décembre 2002 à 2008 par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) afin d'assurer la sécurité du président Ange-Félix Patassé, qui est pourtant renversé le 15 mars 2003 par le général Bozizé. En 2008, la CEMAC transfère les responsabilités de la FOMUC à la Force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC) placée sous l'égide de la Communauté des États d'Afrique centrale (CEEAC). Du 18 juillet 2008 au 15 décembre 2013, la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX) relève de la FOMAC et de la CEEAC afin d'assurer la sécurité des populations de RCA avec le soutien financier et logistique de l'Union Européenne et de la France. La MICOPAX est remplacée le 15 décembre 2013 par la MISCA sous la conduite de l'Union Africaine, puis le 15 septembre 2014, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) lui succède. Pendant cette période, les organisations régionales sont l'objet d'un bras de fer entre le Tchad, qui préside la CEEAC, et l'Afrique du sud, qui préside l'UA. En transformant la FOMAC placée sous l'égide de la CEEAC en MISCA placée sous l'égide de l'UA, le Tchad perd un levier militaire. [Suite au bas de la page suivante].
- les unités internationales déployées en RCA et au Tchad, qui subissent l'afflux de réfugiés venus du Darfour au Soudan. C'est tout d'abord, sur le fondement de la Résolution 1778 du Conseil de sécurité, du 25 septembre 2007 au 31 décembre 2010, la Mission des Nations Unies en RCA et au Tchad (MINURCAT), une force hybride composée de deux piliers humanitaire et policier, puis la Résolution 1861 du 14 janvier 2009 autorise le déploiement d'une composante militaire de l'ONU pour prendre le relais des troupes européennes de l'EUFOR Tchad/RCA chargées depuis novembre 2007 d'assurer la sécurité des camps de réfugiés. L'Union Européenne a mené là sa quatrième mission en Afrique au titre de la PESD. En mars 2009, la MINURCAT hérite du pilier militaire pour la durée d'un an. Les soldats français troquent leur béret national pour le béret bleu. Puis la Résolution 1923 du 25 mai 2010 révisé le mandat afin d'établir une coopération avec le gouvernement tchadien. Il prend fin le 31 décembre 2010.

¹⁵⁰ Par exemple, en décembre 2012, une compagnie du 8^e RPIMa tenait l'aéroport, une section de la 1^{ère} compagnie contrôlait l'ambassade tandis que le reste de la compagnie patrouillait dans le quartier des "17 villas" située entre l'aéroport et l'ambassade en attendant le déploiement de la FOMAC de la CEEAC. Cf. "Boali soutient la MICOPAX", *TIM*, n°242, mars 2013.

avait programmé des renforts pour la fin 2013, mais sa planification est bousculée par l’attaque de Bangui le 5 décembre par les *anti-Balaka*, contrée par la *Séléka*.

Le colonel Vincent Tassel, qui commande alors le 8^e RPIMa, relate l’action du GTIA durant les trois premiers mois de ce qui est devenu l’opération *Sangaris* dont, à partir du 6 décembre, *Amarante* constitue le socle.¹⁵¹ Il prend lui-même le commandement opérationnel du détachement permanent fort d’environ 650 militaires.



Dans l’urgence, la Résolution 2127 du Conseil de sécurité du 5 décembre 2013, fortement inspirée voire même rédigée par la France, décide de mettre fin à la faillite de l’ordre public, à l’absence d’État, aux luttes et aux extrêmes violences interconfessionnelles en déployant pour douze mois, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) placée sous le chapitre VII de la Charte de l’ONU, qui l’autorise à recourir à la force. La Mission, appuyée par des forces françaises, doit réunir des unités de l’Union Africaine¹⁵² à hauteur de 6000 hommes. Décision suivie, les 6 et 7 décembre, du sommet France-Afrique pour la paix et la sécurité, à l’Élysée, auquel participent 50 États africains et qui entérine l’intervention de la France au sein d’une coalition multinationale. Les conditions morales, politiques et militaires sont réunies. Rodés, l’EMA et le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) ont préparé les plans d’opérations depuis bien des semaines. La Résolution 2127 est complétée par une deuxième résolution, votée le 9 décembre, qui autorise *Sangaris* à employer la force pour désarmer les milices de la *Séléka* et les obliger à se cantonner.

¹⁵¹ Vincent Tassel, “La Centrafrique (*Sangaris*)”, in Julian Fernandez & Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer (ss.dir.), *Les opérations extérieures de la France*, Paris, Biblis Inédit, 2020, pp.259-272.

¹⁵² Tchad, Congo, Cameroun et Gabon.

L'interposition se complète d'une *bridging operation* destinée à donner à l'ONU le temps de déployer l'opération de maintien de la paix projetée. La mission de *Sangaris* se rapproche d'une mission de stabilisation vouée à rétablir le contrôle de l'État central sur le territoire en reconstruisant l'administration et en aidant les forces de sécurité, police et armée,¹⁵³ à restaurer la loi et l'ordre pour éviter une partition entre le nord musulman et le sud chrétien et animiste – partition qui a la faveur des Américains. Seul un gouvernement légal pouvant y prétendre, la mission militaire doit favoriser l'établissement d'un processus démocratique et soutenir le gouvernement légitime. Suite à l'accord de paix de Libreville, de janvier 2013, le gouvernement d'union nationale se résume à un partage du pouvoir. Bozizé garde la présidence tandis que la primature échoit à Djotodia, fonction qu'il cumule avec celle de ministre de la Défense. L'annonce de Bozizé de se représenter aux élections de 2015 provoque l'occupation de régions proches du Tchad par la *Séléka* qui entre dans Bangui le 24 mars pour en chasser le Président Djotodia, nouveau président autoproclamé, exerce le pouvoir jusqu'en décembre 2013, période durant laquelle, en digne héritier des régimes précédents (comme le montre avec force détails Gregor Mathias à propos de Bozizé), il s'adonne "*au banditisme d'État en vidant le Trésor public*".¹⁵⁴ Il doit en partie son succès au soutien du Président soudanais Omar El-Béchar qui a fourni armes, munitions et combattants *janjaweed* aux rebelles de la *Séléka*.

Cependant, à l'issue du sommet extraordinaire de la CEEAC, à N'Djamena, sous la pression de ses pairs, du Tchad¹⁵⁵ et de la France, il décide avec son Premier ministre Nicolas Tiangaye de démissionner le 11 janvier 2014 et s'exile au Bénin. Scènes de liesse et fraternisations entre combattants des deux camps se répandent à Bangui. Un Conseil national de transition de la République centrafricaine est constitué, il élit Catherine Samba-Panza,¹⁵⁶ chef de l'État de la transition, qui prête serment le 23 janvier 2014 et appelle les milices à déposer les armes. Elle espère parvenir à réconcilier les factions. En principe, les hostilités et la guerre civile qui rongent la RCA depuis 2012 cessent. Elle préside un gouvernement provisoire avec le soutien de la France qui accompagne les élections présidentielles prévues

¹⁵³ Théoriquement, les FACA comptent de 7 à 8 000 hommes mais en 2014, ils seraient aux environs de 2 000. Avec les gendarmes, ils sont plus ou moins cantonnés dans leur caserne sans beaucoup d'armes.

¹⁵⁴ International Crisis Group, *La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation*, Rapport Afrique n°219, 17 juin 2014.

¹⁵⁵ La relation du général Bozizé avec le Tchad est ancienne. En 1982, ministre du général André Kolingba, il tente un coup d'État qui échoue et rejoint la rébellion d'Ange Félix Patassé, réfugiée au Tchad. En 1997, le président élu Patassé le nomme chef d'état-major de l'armée. En 2001, il est limogé pour ne pas être parvenu à empêcher une tentative de coup d'État par le général Kolingba et s'exile au Tchad. En 2002, il revient en Centrafrique avec des troupes soutenues par les Tchadiens contre l'armée nationale soutenue par la Libye. En 2003, le Président Idriss Déby soutient son coup d'État et l'aide à mettre fin à la rébellion du nord pour l'abandonner en 2013 et soutenir la *Séléka* et Djotodia, qu'il contraint à démissionner en 2014. Les raisons du revirement du Président Déby seraient liées à un projet de détournement des eaux de l'Oubangui vers le lac Tchad et à la volonté de sécuriser le sud de sa frontière alors que l'insécurité guette la région sahélienne. Il cherche aussi à contrôler le pétrole et à répandre l'islam en Afrique centrale. Cf. Thomas Flichy de la Neuville, Gregor Mathias Gregor & Véronique Mezin-Bourgninaud, *Centrafrique, pourquoi la guerre ?*, Paris, Lavauzelle, 2014, pp.65-66.

¹⁵⁶ Elle est alors maire de Bangui depuis 2013.

pour 2015. À l’issue d’un second tour, Faustin-Archange Touadéra¹⁵⁷ est élu avec 62,7% des voix exprimées et le 30 mars 2016, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, assiste à son investiture au cours de laquelle le nouveau président déclare engager un processus de sortie de crise et de réconciliation.

Les COMFOR de Sangaris

La campagne en RCA s’est déroulée au cours de trois mandats sous trois commandants de force : COMFOR. Le premier à ouvrir le théâtre est le général Francisco Soriano du 5 décembre 2013 au 17 juin 2014. C’est un *bigor* : il a commandé le 11^e Régiment d’artillerie de marine, et lors du déclenchement de l’opération *Sangaris*, il commande les Forces françaises au Gabon, parmi lesquelles se trouve la 1^{ère} compagnie du 8^e RPIMa. Le général Éric Bellot des Minières remplace le général Soriano le 17 juin 2014. Légionnaire et parachutiste, il connaît la RCA où, capitaine, il a servi au sein des Éléments d’assistance opérationnelle en 1994-1995 ; colonel, il a commandé le 2^e REP.

Le 29 mars 2015, il laisse le commandement de *Sangaris* au général Pierre Gillet, un légionnaire qui lui aussi connaît bien la RCA pour y avoir servi au sein des EFAO et de *Boali*. À partir de l’été 2015, il assure le désengagement progressif de *Sangaris*, désormais Force de réaction rapide de la MINUSCA, recentrée sur Bangui. Cependant, prenant le commandement de la 6^e Brigade légère blindée à Nîmes, le 1^{er} août 2016, il laisse le colonel Maxime Do Tran clore l’opération le 31 octobre 2016.

Ces trois généraux de brigade sont rompus aux OPEX auxquelles ils ont participé au fil de leurs progressions de carrière, car ils ont servi dans les régiments des Troupes de marine et de la Légion étrangère, fer de lance des interventions durant et après la Guerre froide et la mise en place de la professionnalisation. Depuis plus de vingt ans, ils commandent des hommes qui ont acquis une solide expérience, des qualités d’initiative, d’intelligence de situation, de sang-froid, de discipline et des capacités d’adaptation qui facilitent la réalisation de cette opération complexe, jusqu’à supporter des conditions de vie très rustiques (particulièrement lors du premier mandat).

Les effectifs français, européens et africains

Les généraux sont habitués à la “frugalité” opérationnelle car depuis les colonnes expéditionnaires de la période coloniale, les guerres de décolonisation (sauf en Algérie) et les opérations conduites après les indépendances, l’armée française intervient avec de faibles effectifs. L’opération *Sangaris* ne déroge pas à ce trait de la culture militaire française où il s’agit de “*faire plus avec moins*” et par conséquent de recourir “*au système D*”. Durant les trois mandats, dans un contexte de réduction des effectifs entamée au début des années 1990 au nom des “dividendes de la paix” et dans le cadre de la professionnalisation,¹⁵⁸ les effectifs sont ajustés au plus près au gré de l’évolution de la situation. Dès le début, les effectifs

¹⁵⁷ Il fut le Premier ministre du Président Bozizé de 2008 à 2013.

¹⁵⁸ En 1996, au moment où l’on commence à engranger les dividendes de la paix et où l’on se prépare à la suspension du service national, l’armée d’active comptait, à quelques dizaines près, 500 000 militaires ; en 2014, elle en compte 270 849.

manquent et les équipements sont parfois en “*limite de potentiel*”. Commentant cette lacune, une partie de la presse d’Outre-Rhin conclut que la France n’a plus les moyens de ses ambitions, projette plus de soldats que ses capacités ne le lui permettent, jusqu’à frôler la rupture capacitaire.

À l’instar de l’opération *Serval*, pour faire face à la faiblesse récurrente en matière de transport logistique, on tire parti de la présence permanente de gros porteurs sur le théâtre. Le président de la République, François Hollande, en annonçant une mission “*coup de poing, ponctuelle et ciblée pour six mois au plus*”, demande de l’aide bien au-delà de ses alliés américains et européens. Cela se traduit par le recours à la location d’*Antonov 24*.

À nouveau “nation-cadre”, la France est présente à trois niveaux. Là aussi, les généraux savent participer à des opérations où les éléments français cohabitent avec des contingents multinationaux. Depuis la fin de la Guerre froide, ce fut le cas lors de la guerre du Golfe et dans les Balkans ; c’est alors le cas en Afghanistan et au Sahel, où les opérations *Serval* et *Épervier* ont été remplacées en 2014 par la force *Barkhane* qui appuie la MINUSMA et le G5 Sahel.

En RCA, les éléments français viennent en soutien à la MISCA puis à la MINUSCA et côtoient l’EUFOR-RCA. Le Sahel connaît un embouteillage sécuritaire du fait de la multiplication des initiatives. Sans doute non ressenti comme tel par les responsables centrafricains car la présence des multiples instances régionales et internationales occupées à la sécurité de leur pays favorise l’accès à des ressources financières, motif d’extra-version.¹⁵⁹ Elle signifie l’appropriation de ressources financières extérieures à des fins intérieures. Ainsi, le gouvernement centrafricain ou ce qui lui en tient lieu reçoit une aide internationale qu’il détourne pour assurer son propre fonctionnement et permettre aux détenteurs du pouvoir de s’y maintenir. Une captation de l’aide internationale que Jean-François Bayard étudia en utilisant l’expression imagée de “*politique du ventre*”.¹⁶⁰

La France intervient en national avec la force *Sangaris* et à partir de décembre 2013, le colonel Tassel transfère son commandement opérationnel au général Soriano. Les parachutistes de la 11^e Brigade occupent une place majeure au sein d’un dispositif réunissant aussi des unités des Troupes de marine et des légionnaires d’autres régiments. Ils constituent 90% des effectifs du GTIA *Amarante*. Sur les huit régiments de la Brigade, quatre – les 3^e et 8^e RPIMa, le 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes (RCP), le 1^{er} Régiment de hussards parachutistes (RHP) et le 35^e Régiment d’artillerie parachutiste (RAP) participent aux premières opérations. Les unités des autres régiments ont régulièrement pris leur tour au fil des relèves tous les quatre mois que planifie le Commandement des forces terrestres (CFT, Lille).¹⁶¹ Par exemple, la 4^e compagnie du 2^e REP relève la 3^e compagnie du 3^e RPIMa en

¹⁵⁹ Ayrton Aubry, *LE G5Sahel, le nouveau régionalisme sécuritaire en Afrique du nord-ouest*, Paris, L’Harmattan, 2019, p.47.

¹⁶⁰ Jean-François Bayard, *L’État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006.

¹⁶¹ Responsable de la mise en œuvre du contrat opérationnel de l’armée de Terre, il doit permettre au CEMAT d’engager les unités selon les besoins comme lorsque s’ouvre un nouveau théâtre.

juin 2014 et la 2^e compagnie du 1^{er} RCP relève la 4^e compagnie du REP, à la mi-octobre.¹⁶² Le 8^e RPIMa et le 1^{er} Régiment du train parachutiste (RTP) sont à *Sangaris* en avril 2015, suivis du REP en juillet.

Les parachutistes ont l’habitude d’intervenir ensemble, ils se connaissent car ils se croisent sur les théâtres et s’entraînent lors d’exercices de niveau brigade ou de manœuvre interarmes en vue des opérations en Afrique afin de roder les procédures et de tester leur rusticité. Quant aux officiers, leur carrière les voit monter en grade sous les yeux des uns et des autres ; il leur arrive de servir ensemble dans les mêmes régiments lorsque qu’ils sont par exemple mutés d’un RPIMa à l’autre ou au REP ; et ils se retrouvent lors des stages de capitaine, de spécialité ou lors de grands moments comme l’École Supérieure de Guerre.

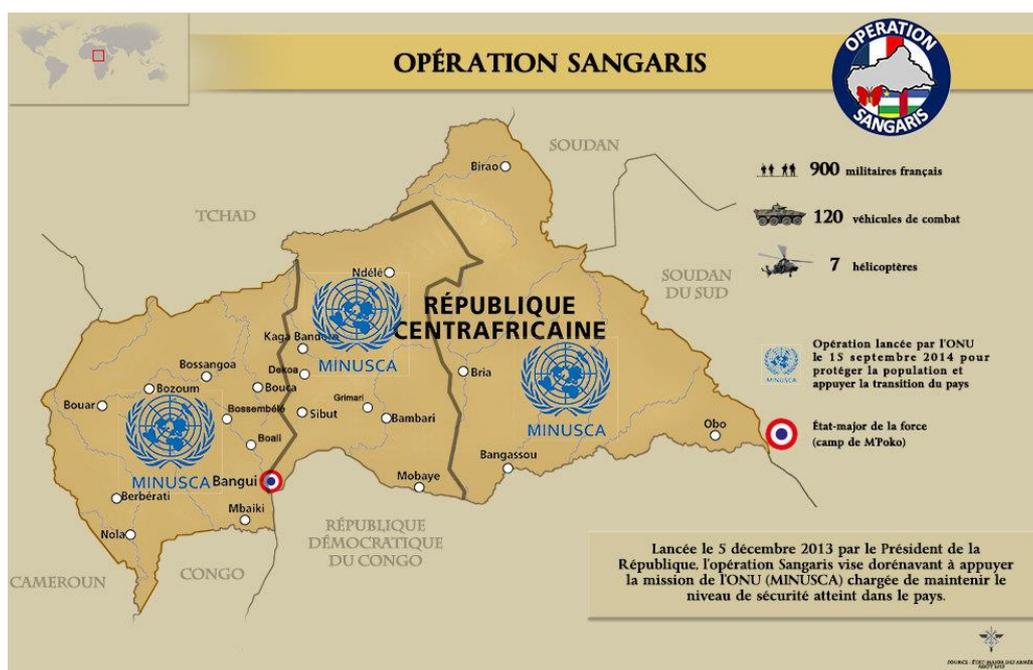
Le premier contingent de *Sangaris* se compose des éléments de *Boali*, soit deux compagnies du 8^e RPIMa. La 3^e compagnie déjà présente à Bangui dans le cadre de *Boali* avec le chef de corps est rejointe dès le déclenchement de *Sangaris* par les 140 *Requins* de la 1^{ère} compagnie en mission de courte durée au Gabon depuis octobre 2013. Une compagnie qui connaît d’autant mieux la situation qu’elle avait été déployée au profit de *Boali*, quelques mois auparavant, d’octobre 2012 à mars 2013 et dont le capitaine se doutait que la situation empirant, elle n’achèverait pas son séjour au Gabon. La compagnie projetée en deux vagues se retrouve au complet et dès le 6 décembre entame sa mission. S’y ajoutent la 2^e compagnie du 21^e RIMa de Fréjus, une compagnie du 3^e RPIMa de Carcassonne, renforcés par 150 militaires du 6^e Bataillon d’infanterie de marine (BIMa stationné au camp de Gaulle à Libreville), du 1^{er} RHP de Tarbes, du 1^{er} Régiment étranger de cavalerie (REC) du camp de Carpiagne, et du 1^{er} RCP de Pamiers. Le général Soriano reçoit rapidement de N’Djamena le renfort de 950 hommes du 5^e RIAOM détachés avec leur chef de corps et son soutien aérien de la force *Épervier* ; des renforts prélevés sur l’opération *Licorne*, en Côte d’Ivoire par le port de Douala, 350 hommes et du matériel extraits de l’opération *Corymbe*, dans le golfe de Guinée. Les *bigors* du détachement de la 2^e batterie du 35^e RAP complètent le dispositif. La section Appui parvient en avion le 14 décembre 2013 de Douala où elle récupère ses mortiers acheminés par le Bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmunde*. Puis en convoi, elle atteint le camp M’Poko, le matin du 25 décembre tandis que la 4^e compagnie du REP qui a pris l’alerte en juin est projetée pour quatre mois.¹⁶³

Le déclenchement de l’opération met en évidence, comme au Mali, la qualité de la planification opérationnelle. Il souligne s’il en était besoin combien l’implantation de forces prépositionnées dans plusieurs bases en Afrique facilite l’entrée sur un nouveau théâtre africain. La rapidité du déploiement compense la faiblesse des effectifs disponibles. En janvier, ce fut le cas pour *Serval*. Le reste des renforts est pourvu par le dispositif d’alerte *Guépard*, propice à induire une culture de la disponibilité, étrangère à la peur de l’inconnu car “*il faut y aller*”.

¹⁶² “La 2^e compagnie en République Centrafricaine”, *Béret rouge*, n°33, janvier 2015, p.6.

¹⁶³ “Mission *Sangaris* avec le REP”, *Képi blanc*, n°770, novembre 2014, pp.44-45.

De 650, puis 1 200 à 1600 hommes du 5 décembre 2013 à janvier 2014, les effectifs atteignent un maximum de 2 200 hommes de février jusqu'en septembre 2014, pour diminuer lentement à 1 950 à partir d'octobre de la même année, alors que la MINUSCA s'implante, à 1 670 en février-avril 2015, enfin à 900 jusqu'en mai 2016. Suite aux violences qui ont secoué Bangui du 26 au 29 septembre 2015, l'EMA a été contraint de différer le repli, qui a repris de mai à juillet à 650 et à 350 de juillet à octobre lorsque l'opération est démontée. Et bien que le retrait soit annoncé, des éléments restent pour sécuriser la zone de l'aéroport de Bangui. La Force est fractionnée en Groupements tactiques interarmes : un GTIA, puis deux de décembre 2013 à janvier 2014 (moment où le volume passe de 600 à 1 200 hommes), puis trois lors du pic des effectifs, de février à septembre, avant de redescendre très vite à deux GTIA d'octobre 2014 à avril 2015. En 2015, l'un est réparti le long du couloir central qui conduit vers l'Est à partir de Bangui, le second déployé en appui aux forces internationales. Au fil des mois et des changements d'unités qui les composent, ils se nomment *Panthère, Amarante, Scorpion, Dragon, Savoie, Picardie, Provence, Centurion, Acier, de Boissieu, Korrigan, Turco, Vercors...*



La MISCA voit ses effectifs grimper de 3 600 en décembre 2013 à 10 800 en août 2015. Elle est commandée par Jean-Marie Michel Mokoko, général congolais, saint-cyrien de la 157^e promotion (“Général de Gaulle”, 1970-1972). Son état-major du niveau brigade est conseillé par une dizaine d'officiers appartenant majoritairement à la 11^e Brigade Parachutiste pour les fonctions J2, J3, J4 et J5.¹⁶⁴ La MINUSCA, qui lui succède, créée par la Résolution 2149 du Conseil de sécurité du 10 avril 2014, est commandée par le général

¹⁶⁴ Depuis le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, en 2008, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, les fonctions de l'état-major français se sont alignées sur la nomenclature de l'OTAN au titre de l'interopérabilité. À leur tour, les officiers français appliquent ces nomenclatures dans les missions de l'ONU où elles sont devenues la norme. J signifie *Joint* là où l'on utilisait le terme de bureau. J2 concerne le renseignement, J3 les opérations, J4 la logistique et J5 la planification et le politique.

de corps d'armée sénégalais Babacar Gaye, camarade de promotion du général Mokoko et comme lui rompu aux missions de maintien de la paix. Il est aussi le représentant spécial en RCA du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. La force onusienne dont l'état-major se trouve à Bangui s'organise autour de cinq piliers : politique, développement, soutien logistique, police¹⁶⁵ et militaire. Un officier français assure la liaison car la Force devant parvenir à ramener un niveau de sécurité, *Sangaris* lui apporte des appuis, entre autres en renseignement et lors des opérations conjointes dans sa zone d'action, ce qui rassure les populations. Au QG du pilier militaire de la MINUSCA-Force auprès duquel trois officiers français sont détachés, le général français de Lapasse assure les fonctions de chef d'état-major du chef du général camerounais Tumenta.

L'Union Européenne a hésité, pour ne pas dire traîné les pieds, car en son sein beaucoup, peu convaincus par l'argument français expliquant que les déséquilibres en Afrique auront des conséquences en Europe, sont méfiants. Par ailleurs, le manque de volonté provient du confort sécuritaire apporté par l'OTAN. Cependant, considérant que la France est seule fondée à pouvoir agir en RCA qui fut sa colonie et à mener une telle opération, l'UE a fini par s'engager par un soutien logistique et un budget d'environ 26 millions d'euros. Après la conférence de “génération de force” réunie à Bruxelles le 27 février 2014 pour valider les ultimes choix, elle prévoit de déployer entre mars et mai 800 à 1000 militaires pour la mission EUFOR-RCA (devenue en mars 2015 la mission de conseil *European Union Military Advisory Mission in Central African Republic* : EUMAM RCA, avec 60 militaires).¹⁶⁶ La première étape de reconstruction des FACA est renforcée le 19 avril 2016 lorsqu'est approuvée la mission de formation militaire effective à partir du 16 juillet 2016. *L'European Training Mission Central African Republic* (EUTM CAR/RCA) s'installe à Bangui pour deux ans. En amont, le général français Thierry Lion qui a présenté son plan d'opérations et les règles d'engagement dictées par le général français Patrick de Rouziers au Comité militaire de l'UE, assure le commandement depuis Bangui à partir du 30 avril 2014, tandis que le Comité politique et de sécurité de l'UE formé des ambassadeurs des États membres, a nommé le général français Philippe Pontiers au commandement du quartier général à Larissa, en Grèce.¹⁶⁷

Des généraux français assurent les principaux commandements de l'UE et correspondent sur place avec des généraux onusiens et africains francophones, ces derniers issus du sérail saint-cyrien. Le fait de partager la même origine militaire, donc la même culture militaire et la même langue, ne peut que faciliter leur mission et favoriser l'influence française. Hormis entre les unités de *Sangaris* et les unités onusiennes francophones où bien sûr, le français reste de rigueur, l'anglais est la langue des opérations de *Sangaris* menées avec l'EUFOR comme avec la MINUSCA.

¹⁶⁵ Il se situe au bureau de la *Joint Task Force* (JTF) avec un officier de police et un officier de gendarmerie.

¹⁶⁶ En janvier 2015, suite à la décision 2015/78/PESC du Conseil de l'UE, la mission de conseil militaire de l'UE en RCA succède à l'EUFOR/RCA ; elle est déployée à Bangui en même temps que la MISCA afin de sécuriser la capitale, faciliter le retour des ONG et restructurer les forces armées centrafricaines (FACA).

¹⁶⁷ L'état-major, dont l'adjoint est grec, compte environ 120 cadres.

Les pays européens sont bien peu nombreux à répondre à l'appel de la France, à qui le Conseil de sécurité a octroyé le mandat (et non à l'UE comme ce fut le cas pour engager l'opération *Artémis*, en Ituri, région du nord-est de la RDC, en 2003).¹⁶⁸ Il pose la question du recours aux *battle groups*, groupes tactiques européens de 1 500 hommes, dont un toujours d'alerte. Cette fois, les Britanniques refusent la bannière de l'UE car, toujours hostiles à la politique européenne de défense, ils préfèrent agir au sein de l'OTAN¹⁶⁹ ; les Belges répondent¹⁷⁰ ; les Allemands, qui ont pourtant réorganisé la *Bundeswehr* afin de participer aux opérations en Afghanistan, ne veulent pas fournir de troupes combattantes au sol, tout comme au Mali,¹⁷¹ et ils se contentent de mettre à disposition un avion de transport médicalisé. En revanche, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, le Portugal, la Roumanie fournissent chacun une compagnie allant de 100 à 150 hommes, comme la Géorgie qui n'appartient pas à l'UE.

Au total, les forces militaires au nombre de 4 500 en décembre 2013 finissent par atteindre 11 700 en août 2015 pour remplir une mission complexe au sein d'une guerre civile ethnico-religieuse dans un pays de 622 000 km² où les infrastructures routières ne facilitent pas la circulation terrestre.

Les phases de l'opération

L'opération elle-même peut se diviser en quatre temps. La phase d'intervention débute les 5-8 décembre 2013 jusqu'en janvier 2014. L'action est centrée sur Bangui car la capitale abrite la majorité de la population (plus d'1,5 million d'habitants sur un total de 4,5 ou 5,3 millions selon les sources), et surtout là se trouve le plus grand nombre de ressortissants français, ce qui nécessite de maintenir un contingent permanent.

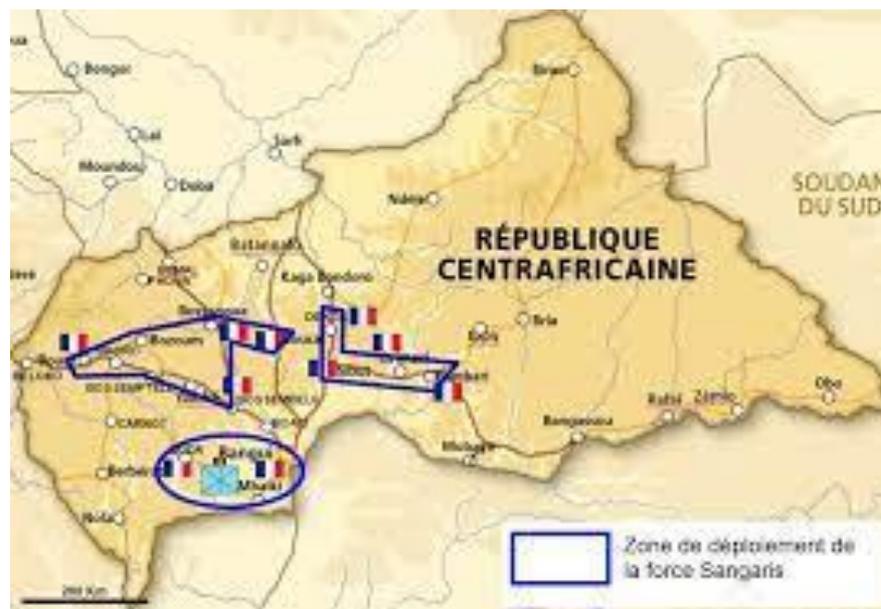
L'ennemi, bien qu'officiellement non défini comme tel, ce sont les milices confessionnelles qu'il faut désarmer. Les milices de la *Séléka*, composées de musulmans centrafricains, tchadiens et soudanais du Darfour, sont organisées en groupes d'une trentaine d'hommes, armés parfois de mitrailleuses de 14,5 mm, et sachant manœuvrer. Ils mènent d'autant plus facilement des raids rapides et brutaux, pillent, brûlent et massacrent qu'ils ne rencontrent ni police, ni gendarmerie, ni armée. Sous la présidence de Bozizé contre les *zaraguinas*, les coupeurs de route, puis face à la *Séléka*, les paysans se sont organisés en milices d'autodéfense : les *anti-Balaka*. Chrétiens comme 80% de la population, renforcés et instruits par des déserteurs des FACA, ils possèdent des machettes, des couteaux, des bâtons, des arcs, des flèches, des AK47 et parfois des lance-grenades.

¹⁶⁸ Ce qui fait dire à François Heisbourg que “*si l'on voulait tuer l'idée même de défense européenne, on ne s'y prendrait pas autrement*”. François Heisbourg, “Mobilisons l'Europe pour la RCA ! Le péché originel d'une France trop isolée”, *Le Monde*, 27 décembre 2013.

¹⁶⁹ En dépit de la relance du partenariat franco-britannique par le traité de Lancaster House en 2010, les Britanniques se montrent réticents, mais ils finissent par assurer des rotations aériennes.

¹⁷⁰ Après un temps d'attente, les Belges ont envoyé un Airbus A-330 et mis à disposition un *Hercules* C-130. Les Espagnols, les Tchèques, les Irlandais et les Hollandais, approchés, réfléchissent.

¹⁷¹ Ils y ont engagé 80 soldats issus de la Brigade franco-allemande, mais pour une mission non combattante.



Des deux côtés, l'on sème la mort et tout est bon pour tuer, y compris les pierres. Protégés par des gris-gris qui doivent détourner les balles adverses, souvent sous l'emprise de la drogue et de l'alcool, ils mènent des coups de main de type guérilla. Divisés entre extrémistes et modérés prêts à déposer les armes, les *anti-Balaka* n'ont pas de chef reconnu, pas de chaîne de commandement, pas objectif politique défini, sinon la vengeance contre les musulmans qu'ils vont jusqu'à lyncher et dont ils pillent les magasins, brûlent les mosquées. De plus, la différence entre chrétiens et musulmans, civils et combattants n'est pas aisée à saisir car ils parlent la même langue, présentent la même apparence physique, ont le même mode de vie. L'actuel antagonisme n'est pas tant lié à un extrémisme religieux qu'à la question de l'accès aux ressources et au pouvoir. Il se greffe sur l' ancestrale rivalité entre paysans sédentaires et éleveurs nomades dont les activités sont pourtant complémentaires : or, les premiers sont chrétiens, les seconds musulmans (parmi eux, les Peuls Mbororos, dont les troupeaux traversent les cultures). En septembre 2013, des fermiers ont volé du bétail, tué des gardiens de troupeaux et attaqué des campements. D'autres ont abandonné leurs champs pour se réfugier dans la forêt. S'y ajoute un clivage géographique entre "riverains" et "habitants de l'intérieur" luttant pour le contrôle des axes commerciaux.¹⁷² Le désarmement et les fouilles qui doivent permettre de restaurer assez de sécurité pour acheminer l'aide humanitaire s'effectuent sur fond d'affrontements et de manifestations violentes, les musulmans dénonçant l'intervention française et une aide aux chrétiens, tandis que ces derniers manifestent leur soutien à la France. Le gouvernement français ayant choisi d'adopter une position impartiale, l'incertitude et l'ambivalence s'accroissent dans l'opinion locale.

Le colonel Tassel décrit les événements des 5 et 6 décembre, qui ont pris de court *Sangaris*. Il qualifie de tentative de coup d'État l'offensive des *anti-Balaka*, lancée à Bangui au petit matin du 5, mais contrée par la *Séléka* qui y a mobilisé hommes et moyens. Les

¹⁷² "L'opération *Sangaris* en Centrafrique", *Infoveilles*, n°29, 28 février 2014, CDEM.

parachutistes ont la mauvaise surprise de constater que la ville était sous son emprise avec “*un binôme tous les dix mètres et un groupe de combat et son 4x4 à chaque carrefour*”. Parti se rendre compte de la situation avec son groupe de protection, le colonel “*fait demi-tour au bout de 800 mètres, à hauteur du quartier de Miskine, afin de rentrer à M’Poko et rendre compte au général Soriano de ce retournement de situation*”.¹⁷³ Dès lors, le déploiement s’accélère et les renforts accourus sont immédiatement engagés dans la capitale pour 48 heures afin de reprendre l’ascendant.

Dans la deuxième phase, de janvier à mars 2014, alors que la démission du Président Djotodia, le 11 janvier 2014, a modifié la situation politique vers une transition, il faut éviter l’embrasement de la capitale par l’usage d’armes à létalité réduite et de techniques de gestion de foules en collaboration avec la police de la MISCA. Dès fin février, les opérations s’orientent vers la province. À l’Ouest, pour ouvrir et sécuriser l’axe Bouar-Bangui (ce que ne parvient pas à faire la MISCA), route indispensable pour la logistique de *Sangaris* et les approvisionnements vers Bangui, afin d’éviter des émeutes de la faim dans un pays pourtant agricole mais qui ne dispose pas des ressources alimentaires nécessaires à la population de la capitale. Il faut rétablir un niveau minimal de sécurité en poursuivant les opérations de sécurisation et de désarmement des groupes armés.



Puis de mars 2014 à mai 2015, les opérations se dirigent principalement vers le Nord et le couloir central, l’Est étant contrôlé par la *Séléka*. Le but est d’assurer la présence de l’État et l’unité du territoire. La mission consiste à soutenir l’installation de la MISCA devenue MINUSCA, déployée à partir du 15 septembre 2014 soit neuf mois après le lancement de *Sangaris*, et à lui transférer des positions. En avril 2014, la décision du Président tchadien Idriss Déby de retirer son contingent de 850 hommes suite à des

¹⁷³ V. Tassel, *loc.cit.*, p.262.

incidents¹⁷⁴ impliquant ses soldats, ampute le dispositif onusien et modifie l’engagement des forces françaises. Situation non envisagée lors de la planification initiale, d’autant qu’au même moment, les Tchadiens interviennent avec efficacité au Mali dans le cadre de *Serval*.

La dernière phase de juin 2015 à décembre 2016 marque le passage à un dispositif de force de réaction rapide au profit de la MINUSCA à partir de juillet, avant le désengagement progressif. L’un des temps forts est la venue du Pape François, le 30 novembre 2015, qui a vu la Présidente Samba-Panza demander pardon au nom des dirigeants ayant contribué à la “*descente aux enfers*” de la RCA. Le 16 septembre 2016 soit presque deux ans après le déclenchement de *Sangaris*, l’Union Européenne lance l’EUTM-RCA. Bien que Bangui ait connu un regain de violences avant les élections,¹⁷⁵ la situation politique s’est un temps stabilisée, et la période de transition a débouché sur l’élection du Président Touadéra, véritable succès pour *Sangaris* qui pose les bases de la sortie de crise.

Typologie des déclinaisons de la mission des parachutistes

À défaut de pouvoir consulter des archives étant donné les délais de consultation (JMO, rapports de fin de mission...), il reste à l’historien du temps présent et de l’histoire immédiate à se plonger dans les revues militaires comme *Armées d’Aujourd’hui*, *Terre Info Magazine*, *Béret rouge* et *Képi blanc*, à recourir à des entretiens,¹⁷⁶ et à rechercher des témoignages¹⁷⁷. Officielles, les revues de l’institution militaire sont destinées à informer en interne le monde militaire et en externe, le grand public, celui qui s’intéresse aux questions de défense et à l’actualité militaire. Mais sont-elles lues ? Beaucoup en doutent. Le contenu éditorial, qui ne souffre aucun écart par rapport à la politique du moment, permet cependant de saisir la réalisation concrète de la mission et d’en dégager une typologie. La diversité de la mission révèle le champ que couvre le concept de “*cœur de métier*” tel que défini par les décrets de 2005 et de 2009¹⁷⁸ au prix d’une certaine “civilianisation”.¹⁷⁹

D’entrée, la mission de *Sangaris* à Bangui et en province diffère selon l’adversaire à affronter et la situation, qui a évolué durant les trois années. À Bangui, les militaires ont affaire à des milices d’autodéfense chrétiennes (se réclamant ou non des *anti-Balaka*) et

¹⁷⁴ Des soldats de la MISCA sont accusés par les *anti-Balaka* et l’armée française de favoriser la *Séléka* dont un tiers des troupes est d’origine tchadienne. Au sein de la MISCA, les relations entre les contingents du Burundi, proche de l’Afrique du Sud, et du Tchad reflètent les tensions entre les deux pays. Ainsi des soldats burundais ont arrêté des membres de la *Séléka* d’origine tchadienne et des soldats tchadiens ont tiré sur les Burundais pour libérer les miliciens de la *Séléka*, se comportant en alliés objectifs. Puis les Tchadiens ont tiré sur des chrétiens manifestant contre Djotodia. Tchadiens et Camerounais ont alors été remplacés par des Burundais et des Congolais qui appartiennent à la même ethnie que la population qu’ils doivent protéger. Cf. Flichy de la Neuville, *op.cit.*, pp.66-67.

¹⁷⁵ Du 26 septembre au 2 octobre 2016.

¹⁷⁶ Entretiens avec le général Éric Bellot des Minières, Inspecteur général des Armées, et les colonels Thierry Chigot et Olivier Vidal, Balard, 15 décembre 2021.

¹⁷⁷ Témoignage d’un capitaine du GTIA *Korrigan*, 23 décembre 2021.

¹⁷⁸ Décret n°2005-520 du 21 mai 2005 fixant les attributions des chefs d’état-major ; décret n°2009-869 du 15 juillet 2009 relatif aux attributions du ministre de la défense, du chef d’état-major des armées et des chefs d’état-major de l’armée de Terre, de la Marine et de l’armée de l’Air.

¹⁷⁹ Elle signifie la perte de prérogatives transférées à des administrateurs civils ou à des contrôleurs généraux.

musulmanes (la *Séléka*). Les premières sont organisées de façon semblable sur tout le territoire. À Bangui, souvent composées de repris de justice, elles commettent un grand nombre de méfaits à l'encontre des minorités¹⁸⁰ et défient la MISCA tout comme les Français de *Sangaris*. Les milices des seconds sont mieux structurées dans leur zone de prédilection, au Nord et à l'Est, avec les villes de Dekoa, Grimari et Bambari, qu'à Bangui. Cependant, les modes d'action à mettre en place par la Force sont similaires.

À Bangui, il s'agit de contrôler et de sécuriser l'aéroport M'Poko et le camp Kasai le joutant, où est cantonnée la Force de *Sangaris*, présente dans la capitale. L'aéroport est la seule infrastructure permettant une liaison rapide avec la France, avec les autres bases prépositionnées, et avec les pays européens et africains participant à la résolution de la crise dans sa dimension internationale. Il constitue le cordon ombilical avec l'extérieur alors que les axes routiers sont plus aléatoires. Il a une valeur stratégique majeure. La défense du camp militaire M'Poko s'impose car il est souvent soumis à des tirs de harcèlement. C'est la raison pour laquelle, dès le 25 décembre 2013, sans tarder, la section Appui de la 2^e batterie du 35^e RAP dispose ses mortiers¹⁸¹ en batterie au nord pour appuyer les GTIA *Panthère* et *Amarante* chargés du contrôle de la zone. Cadeau de Noël bienvenu. La mission d'une compagnie arrivant de France débute à M'Poko. Chaque parachutiste perçoit le nécessaire opérationnel et s'installe dans la zone compagnie, appelée *Jonquille*, puis rebaptisée *Compara*. Très vite, les premières patrouilles en ville s'enchaînent de façon à s'approprier les zones de responsabilité et à prendre contact avec la population. Ce fut le cas de la 2^e compagnie du 1^{er} RCP après sa relève de la 4^e compagnie du REP. Le rythme est rapidement soutenu au gré de la défense du camp, des reconnaissances dans la capitale et sa banlieue et des sorties en appui à la force onusienne.¹⁸²

À Bangui, il convient encore de sécuriser les lieux importants de la présence nationale: l'ambassade,¹⁸³ l'Institut Pasteur, le lycée français Bouganda, l'Alliance française et les points de regroupement des ressortissants français et binationaux. Autant de lieux où les militaires constituent des lots de défense avec des sacs de sable. Ce fut l'un des objectifs dès le déclenchement de *Sangaris* dans une capitale divisée sur des bases religieuses et coupée par un *no man's land* devenu une zone de non-droit.

Or, dans la capitale, les tensions sont récurrentes. Ce sont par exemple, les 22 à 24 avril 2014 dans le 3^e arrondissement, puis du 5 au 10 octobre, des accrochages à l'origine d'actions de feu de *Sangaris* ; à la mi-octobre, une flambée de violence puis à nouveau le 1^{er} novembre, suite à la tentative d'arrestation d'un chef local.

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Présidente Samba-Panza doit quitter précipitamment New-York car le meurtre d'un chauffeur musulman dans le quartier du PK5 déchaîne des milices armées qui attaquent le 5^e arrondissement chrétien ; les milices

¹⁸⁰ Giovanna Cipriani, "Les machettes de la terreur", *Courrier international*, n°1210, 9-15 janvier 2014, p.24.

¹⁸¹ Le mortier est l'arme par excellence du parachutiste, qui peut sauter avec.

¹⁸² "La 2^e compagnie en République Centrafricaine", *loc.cit.*

¹⁸³ Les COMFOR ont maintenu le contact avec l'ambassadeur afin d'assurer la compréhension de la politique gouvernementale. Le 13^e RDP, présent dans la résidence de l'ambassadeur, a mis à disposition ses moyens de communication.

anti-Balaka tentent de prendre la gendarmerie et font à nouveau plonger la capitale dans le chaos d'intenses combats. La ville connaît 36 heures de violence. Le calme n'est toujours pas revenu dans la capitale en proie à des tensions intercommunautaires le 15 février 2015. Cela signifie que là comme dans les préfectures, la force *Sangaris* doit chaque jour prévenir, éviter tout embrasement par des bouclages et des actions de contrôle.

Une fois l'ambiance du théâtre appréhendé à Bangui, l'unité opère en province. La 2^e compagnie du 1^{er} RCP part tout d'abord à Damara, situé à deux heures de vol au nord de la capitale, puis elle est aérotransportée à Bambari, où la situation est plus tendue, pour appuyer le GTIA *Provence* dans sa mission de sécurisation.¹⁸⁴



Sangaris mène des actions militaires de niveau tactique : du contrôle de zone, tâche difficile tant à Bangui qu'en province, indispensable pour prendre l'ascendant sur les milices et autres coupeurs de route. Pour cela, les parachutistes patrouillent à pied ou en véhicule lors de tournées de présence. Interceptions, bouclages, patrouilles ne dissuadent pas toujours les auteurs de massacres : on compte près de 600 morts durant la semaine du déploiement de la Force, et des milliers d'habitants apeurés et affamés fuient vers l'aéroport M'Poko.

L'issue de ces patrouilles peut être fatale, comme celle qui s'est déroulée dans la zone du PK12 dans la nuit du 9 au 10 décembre 2013, où une section du 8^e RPIMa détachée auprès du 1^{er} RHP est accrochée par un groupe de 37 miliciens qui blessent mortellement deux soldats.¹⁸⁵ Sécuriser totalement impliquerait de quadriller la ville. Faute d'effectifs, il est décidé de concentrer des unités au centre et au sud de la ville, au PK12¹⁸⁶ et dans le 3^e arrondissement face à un ennemi difficile à désarmer et à identifier tant il est polymorphe. Les reconnaissances et les patrouilles à Bangui et dans sa proche banlieue se déroulent de

¹⁸⁴ “La 2^e compagnie en République Centrafricaine”, *loc.cit.*

¹⁸⁵ Les caporaux Nicolas Vokaer et Antoine Le Quinio. Ils avaient effectué un premier séjour en RCA en début d'année pour *Boali*.

¹⁸⁶ Point important marquant l'entrée nord de Bangui sur la route conduisant vers le Tchad et le Cameroun.

jour comme de nuit afin de détecter les éléments hostiles quitte à les attaquer à courte distance pour les neutraliser.¹⁸⁷

Pour contrôler une zone, dissuader les auteurs de trouble et empêcher les exactions, les patrouilles mettent en place des points d'inspection aléatoires et il est arrivé que des légionnaires reçoivent des jets de grenade, à l'origine d'accrochages. En province, une compagnie du REP effectue un contrôle de zone à Bambari, Sibut et Dékoa, bases arrières de la *Séléka*, afin de contrer l'avancée des rebelles, repérée grâce au renseignement obtenu par un commando parachutiste. S'il s'avère utile de faire intervenir un avion, chaque unité parachutiste dispose d'un guideur d'avion qui depuis le sol facilite le repérage et les tirs.

La force prévoit et monte de multiples opérations. À Bambari, l'opération *Vulcain* cherche à interdire le nord de la ville à l'ex-*Séléka* et à la repousser vers Bria. La 2^e compagnie du 1^{er} RCP intervient en province, à Damara, à deux heures de route au nord de Bangui. Cependant au cours des opérations, les militaires sont amenés à répondre à l'imprévu lors de fréquents accrochages, la difficulté consistant à distinguer les éléments armés de la population. Ils se déroulent lors de patrouilles en ville ou de missions d'appui à un convoi. Au cours d'une liaison vers le PC d'une section, la 3^e compagnie du 1^{er} RCP est prise à partie, l'adjudant commande les tirs depuis son véhicule et fait cesser la menace.¹⁸⁸

Il arrive que les accrochages débouchent sur de véritables combats. La 4^e compagnie du REP (partie en nomadisation dans la région de Bouar pour procéder à un contrôle de zone afin de faire appliquer les mesures de confiance et de contraindre les groupes armés à rejoindre leur camp) est prise à partie, les 4 et 6 août 2014, à Betangafo¹⁸⁹ par une centaine d'hommes. Munis d'armes antichars et divisés en groupes, ils ont coordonné leur action de façon à déborder le dispositif français, ce dernier a riposté et a reçu l'appui d'hélicoptères de la Force et d'avions venus du Tchad qui sont intervenus sur place grâce au guideur de la compagnie. Les combats durèrent sept heures et cessèrent à la nuit tombante pour reprendre le lendemain matin. En ville, avec la MISCA, les Français ont pris contact avec les autorités locales et des ONG ; or, à nouveau, lors du contrôle de zone, des hommes armés les ont pris

¹⁸⁷ "Neutraliser" : l'usage de ce verbe mérite une remarque car de nos jours, comme toute armée dite post-moderne d'un pays démocratique, l'armée française maîtrise la violence et l'ouverture du feu au nom d'un principe éthique. Le professeur Audoin-Rouzeau y voit une façon de refuser que la guerre n'animalise l'homme qu'est le soldat et engendre des cruautés comme ce fut le cas dans l'Histoire et particulièrement au 20^e siècle. (Cf. Rencontre avec Stéphane Audoin-Rouzeau, "Silence, on tue !", *Sciences humaines*, n°194, juin 2008). Ce refus s'exprime jusque dans le vocabulaire utilisé qui évite les termes de "détruire" ou "tuer" au profit de "traiter une cible", "délivrer les armes", "cartonner" et "neutraliser". Ces précautions linguistiques signifient que si les règles d'engagement restent contraignantes voire dangereuses jusque pour la sécurité du combattant, le plus important pour le soldat est que les règles d'ouverture du feu soient les plus précises possibles et ne relèvent pas du registre : "faites au mieux". Dans le langage militaire tactique et de la contre-insurrection, "neutraliser" signifie "tuer", "détruire" ou bien "rendre incapable de combattre", "mettre hors d'état de nuire", car l'emploi de "tuer" est considéré comme trop brutal à l'oreille de l'opinion. Il convient cependant de distinguer l'usage écrit de l'usage oral. À la radio et selon les codes, l'on ne dit pas par exemple, "trois tués" mais trois "delta-charlie-delta : DCD".

¹⁸⁸ *TIM*, n°281, février 2017.

¹⁸⁹ Ville située à 600 kms au nord de Bangui.

à partie lors d’un violent accrochage près du camp de la force africaine, qui a eu trois blessés. La situation a fini par être stabilisée.¹⁹⁰

Située à 400 kms à l’Est de Bangui, Bambari, ville carrefour au centre du pays et sa 2^e cité, est emblématique de la situation en RCA. Elle est entourée par la forêt équatoriale et reliée au reste du pays par des pistes, ce qui n’en facilite pas l’accès. Elle est divisée en deux quartiers situés de part et d’autre de la rivière Ouaka, unies par un seul pont gardé par la MINUSCA. Sur la rive ouest sont les quartiers chrétiens tandis que les quartiers musulmans occupent la rive orientale, là où se situent marchés et bâtiments publics et où opèrent les individus les plus radicaux.¹⁹¹ Au milieu, les miliciens contrôlent des zones entières devenues lieux de forte concentration de troupes de l’ex-*Séléka* et de réunion pour ses chefs,¹⁹² lesquels disposent des riches matières premières que recèlent les environs. Installés au nord, les partisans du général peul Ali Darass exploitent les mines de diamants¹⁹³ tandis que ceux du général Alkhatim exploitent la mine d’or de Ndassima.¹⁹⁴

Sangaris a installé une base opérationnelle avancée en ce lieu du pouvoir de la préfecture d’Ouaka, dans et autour de la villa du préfet. L’on comprend que les hommes de *Sangaris* rencontrent des difficultés à intervenir, ils ne contrôlent pas toute leur zone de responsabilité et il leur est déconseillé de se rendre dans certains quartiers quand d’autres leur sont interdits. À l’été 2014, lors d’une patrouille un détachement de la compagnie du 2^e REP subit une attaque à la grenade au cœur de sa zone d’action dont les éclats blessent plusieurs légionnaires parachutistes.¹⁹⁵ Depuis plusieurs jours, ils ont observé des mouvements de population, accompagnés d’exactions. La situation qui a dégénéré la veille laisse supposer de fortes tensions entre les deux communautés. La base française est entourée par un camp de réfugiés venus se mettre sous la protection des *Sangaris*. En quelques heures, ils sont devenus des milliers. Réfugiés et populations au milieu desquels se déroulent le plus souvent les combats et auxquels *Sangaris* doit montrer qu’elle s’impose pour dissuader les rebelles. Ainsi deux compagnies se trouvent face à 10 000 réfugiés alors que des rebelles tirent pour les disperser.

La mission consiste à désarmer les éléments de la *Séléka* et des *anti-Balaka*, à détruire les stocks de munitions et à contenir les tensions entre les communautés en proie à la peur et aux incompréhensions alimentées par les rumeurs. Peur et incompréhension, par exemple, chez les musulmans du PK12 qui ne sont pas tous Centrafricains et ne parlent ni la langue locale ni le français, mais l’arabe. Le hasard a voulu que deux parachutistes le parlent, ce qui a détendu l’atmosphère. Dans le même quartier, le 28 janvier 2014, un ensemble

¹⁹⁰ “Mission *Sangaris* avec le REP”, *Képi blanc*, n°770, novembre 2014, p.45.

¹⁹¹ Au beau milieu du quartier musulman se trouve l’évêché de Bambari. L’évêque y est resté pour accueillir des réfugiés chrétiens.

¹⁹² Du 6 au 11 septembre 2014, un conclave a réuni les principaux chefs militaires, dont Noureddine Adam.

¹⁹³ Bien que depuis le 23 mai 2013, la RCA soit suspendue du processus de Kimberley, l’ancienne rébellion poursuit le trafic en acheminant les pierres vers le Soudan.

¹⁹⁴ Le métal précieux est introduit au Cameroun par la route via Bangui ou par les airs.

¹⁹⁵ “Reconnaissance, République centrafricaine, 2014”, chapitre 10 in P.-H. Aubry *et alii*, *La lune est claire – La Légion étrangère au combat, 2008-2018*, Paris, Les Belles Lettres, 2020, p.256.

composé de deux sections de la 1^{ère} compagnie, d'un peloton du 1^{er} RIMA avec ERC et du 1^{er} RHP sur VAB appuyés par une *Gazelle Hot* sont pris à partie par des miliciens de la *Séléka* installés dans l'une des deux casernes de Bangui et qui se rendent armés au marché. Leur réponse ferme et la fouille des habitations du quartier permettent de récupérer armes et munitions.¹⁹⁶ Les effectifs étant contraints, la mission oblige les unités à se relever jour et nuit ou à se renforcer mutuellement lorsque la sécurité est précaire, quitte à rester en observation durant plusieurs heures dans une zone à tenir.

Désarmer est en outre l'un des impératifs que dicte le programme dit de "Désarmement, Démobilisation et Réinsertion" (DDR) mis en œuvre dès 2013 et qui a concerné de 5 à 15 000 miliciens et rebelles. Les deux autres, démobiliser et réinsérer milices et groupes armés, visent aussi à reconstruire l'armée nationale, les FACA, outil majeur du pouvoir régalien. Avant le déclenchement de *Sangaris*, *Boali* assurait la formation des FACA depuis 2003. Or, comme le montre Laurent Touchard,¹⁹⁷ les dirigeants africains (ceux de RCA pas moins que les autres) sont enclins à accepter toutes les propositions de formation offertes par d'autres États, ce qui aboutit à des armées "patchwork" auxquelles la cohérence fait gravement défaut. La coopération française, qui depuis les indépendances leur assurait un minimum d'homogénéité opérationnelle, se trouve désormais concurrencée. De plus, la fin du monde bipolaire s'est accompagnée d'une recrudescence des conflits interétatiques et d'une déstabilisation qui expliquent la prolifération à laquelle le monde a assisté d'acteurs non étatiques dans les domaines de la sécurité, de la sûreté et de la défense. Leurs prestations de conseil et d'expertise en analyse de risques et gestion de crise, leurs offres de formation, d'équipements, de soutien et d'assistance sécuritaire et militaire, sont venues s'ajouter à celles que fournissaient jusque-là les seuls États.

Sami Makki a étudié cette forme d'externalisation de fonctions régaliennes et de privatisation de la guerre, selon une vision libérale, au profit d'acteurs non étatiques sur la scène internationale.¹⁹⁸ Les sociétés permettent de pallier les difficultés fonctionnelles des armées en externalisant des tâches non liées au "cœur de métier". Un secteur très lucratif ouvert aux anciens militaires ayant appartenu aux armes d'élite, tous grades confondus et à des niveaux de responsabilité différents. Dès lors, d'anciens militaires français se sont reconvertis et ont fondé des sociétés privées, recrutant d'anciens militaires venus comme eux des armes d'élite : service Action de la DGSE, Forces spéciales, Légion étrangère, unités parachutistes ou GIGN, tous mettant à profit leurs compétences, rompus aux opérations et au terrain africain. Ils font merveille car ils maîtrisent le risque, savent diriger des équipes et acceptent de vivre de façon rustique. Dans une RCA plus que jamais en proie aux désordres, le secteur de la sécurité a attiré de telles sociétés alors que l'armée française se désengageait de son ancienne colonie et réduisait fortement ses effectifs, dans l'armée de Terre surtout,

¹⁹⁶ "Du Gabon à Bangui : l'opération *Sangaris* vue par la 1^{ère} compagnie du 8^e RPIMA", *Béret Rouge*, avril 2014, pp.5-6.

¹⁹⁷ Laurent Touchard, *Forces armées africaines : Organisation, équipements, état des lieux et capacités. 2016-2017*, Édition Laurent Touchard, Amazon, 2017.

¹⁹⁸ Sami Makki, "Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire", *Cahier d'études stratégiques*, n°36-37, CIRPES, 2004.

en vue de la professionnalisation. Selon l’*International Crisis Group*, une société française conseillait le président Bozizé et assurait la formation d’unités des FACA à Bossembélé. Les auteurs du rapport ne précisent pas le nom de la société (GEOS, THEMIIS, Amarante, Erys Group ?) et considèrent que la proximité des précédents chefs d’État avec d’anciens militaires français embarrasse Paris.¹⁹⁹ Pourtant, ces sociétés ne contribuent-elles pas à étendre l’influence nationale à l’étranger ? Malgré la multiplicité des acteurs et l’ambiguïté de la situation, une fois le dispositif *Sangaris* démonté, de janvier à octobre 2018, les Français ont poursuivi la formation du bataillon d’infanterie territoriale, seule unité opérationnelle dont la mission particulière est d’assurer la sécurité des institutions.²⁰⁰

Pendant le mandat de *Sangaris*, la France prend part, dans le cadre de l’action de l’UE évoquée plus haut, à la reconstruction réclamée par le Conseil national de transition et par la Présidente Samba-Panza, qui déplore les carences de la MINUSCA, plus active dans les villes que dans les zones rurales délaissées. En mai 2016, afin de pallier le dénuement matériel de l’armée nationale, la France donne 500 gilets pare-balles, des lits et des tentes ainsi que cinq camions *Marmont*. Elle accompagne la réforme du secteur de la sécurité, lente à se mettre en place malgré le soutien de la MINUSCA.²⁰¹ Les autorités politiques réclament la levée de l’embargo sur les armes avant son terme en 2017. Par ailleurs, la reconstruction de l’armée implique d’instaurer un équilibre subtil entre les composantes ethniques et religieuses, immanquablement aux dépens de la compétence. En juillet 2016, le ministre de la Défense, Joseph Yatéké, annonce la nouvelle organisation territoriale avec la création de régions militaires où seront implantées les garnisons afin de mailler le territoire. Grâce à l’assistance de cadres français, l’EUTM peut honorer sa mission : aider les FACA à changer de modèle d’armée, en faire une armée mieux implantée localement, capable d’assurer la sécurité de la population sur tout le territoire.

Il faut encore restaurer les autres services de l’État, qui ont sombré et laissé les groupes armés mettre en place une administration parallèle, comme à Bassangoa, Bria ou à Bambari. Rude tâche de la 4^e compagnie du REP, en appui à la MINUSCA et aux forces de sécurité intérieure centrafricaines, que de restaurer l’administration officielle, d’autant que les groupes armés tentent de manipuler la population en la poussant à l’émeute contre les éléments de *Sangaris*. Ne pas négliger non plus les principaux chefs et les autorités locales qui ont la mainmise sur la population. Concrètement, appuyer le redéploiement d’une administration déliquescence, en poussant la *Séléka* à libérer spontanément des bâtiments à Bambari²⁰² en février 2015, signifie certes réhabiliter les bâtiments le plus souvent délabrés : mairies, tribunaux, commissariats et gendarmeries, hôpitaux et dispensaires, en rétrocedant

¹⁹⁹ International Crisis Group, *loc.cit.*, p.8.

²⁰⁰ La présidente de la transition ne semblait pas avoir confiance en lui car le Rwanda l’a convaincue d’assurer sa garde rapprochée. Après elle, le Président Touadéra a laissé sa sécurité aux Russes.

²⁰¹ Du 17 au 27 mai 2016, 29 sous-officiers effectuent un stage de “recyclage” et à la mi-juillet, débutent les stages de formation de 40 officiers. Cf. L. Touchard, *op.cit.*, p.345.

²⁰² Les légionnaires du REP occupaient la villa du préfet qui avait quitté la ville depuis bien longtemps, devançant l’arrivée des miliciens de la *Séléka*. La belle bâtisse construite en dur surplombe la ville, mais elle est trop petite pour héberger une compagnie.

aux Centrafricains après rénovation des emprises occupées par la Force. Le même mois, la Force a monté une véritable opération – l’opération *Malakoff* – afin de déloger des miliciens du FPRC de Bria. Seule l’instauration d’un climat sécurisé peut favoriser le retour des autorités administratives qui tardent à quitter la capitale par crainte pour leur vie. À cet effet, *Sangaris* a soutenu l’envoi de *task forces* administratives comprenant le préfet, le sous-préfet, le maire, le procureur, des policiers et gendarmes,²⁰³ parfois un collecteur d’impôt, un responsable du développement économique, un infirmier ou un enseignant. Le premier de ces commandos administratifs fut installé à Boda, ville du diamant,²⁰⁴ avant de s’étendre aux autres villes, quitte à assurer les déplacements des ministres et de la Présidente venus signifier le retour de l’État. À Bria, une cérémonie en présence des autorités civiles et militaires a officialisé le déploiement de la MINUSCA en province. Le commandant du contingent marocain a signé un procès-verbal de transfert. Un tel retrait est assimilable à une manœuvre de transport par convoi routier et par voie aérienne allant de petit matériel aux tentes, cuisines, véhicules démontés et acheminés par gros porteurs.

À partir de 2015, l’annonce des élections s’accompagne d’un regain de violences tant dans la capitale qu’en province. Or l’un des objectifs politiques de la mission de *Sangaris* est d’instaurer un niveau de sécurité propice au déroulement de l’élection présidentielle.²⁰⁵ À Bangui, des opposants très mobiles, équipés d’armes automatiques et de grenades, montent des barricades de jour comme de nuit. Du 26 septembre au 2 octobre 2015, les militaires (au nombre de 360, légionnaires à 98%) du GTIA *Centurion* dégagent les obstacles piégés par des grenades afin d’immobiliser leurs engins, tandis que leurs postes de garde et de combat renforcés de sacs de sable sont pris pour cible. Et pour dégager le camp de M’Poko, les sentinelles ouvrent le feu.²⁰⁶ Les élections, principe démocratique par excellence, doivent octroyer la légitimité de l’accès au pouvoir du candidat vainqueur du scrutin : or, la réalité politique s’avère plus complexe.

La sortie de crise ne concerne pas seulement la Centrafrique, car la communauté africaine souhaite jouer un rôle pour la faciliter. Les chefs politiques les plus influents²⁰⁷ se retrouvent à Brazzaville où le président congolais Denis Sassou Nguesso, médiateur désigné par la CEEAC, a réuni les représentants des diverses tendances.²⁰⁸ Dans la joie, les accolades

²⁰³ Les quatre à cinq gendarmes de Sibut sont parvenus à assurer la sécurité grâce à la présence des Français et de la MINUSCA (qui, en décembre 2016, a soutenu le recrutement de 500 policiers et gendarmes).

²⁰⁴ Des chrétiens extraient la pierre précieuse et les musulmans venus du Tchad et du Sénégal la vendent.

²⁰⁵ Comme au Mali, la France tient à ces élections pour des raisons financières car un gouvernement élu peut obtenir des bailleurs des facilités de crédit à moyen et long terme. Suite aux deux précédents reports, en février et en juin, le FMI fait savoir que son aide pourrait être suspendue alors qu’il a accordé son quota de facilités de crédit rapide. Une fois élu, le gouvernement légitime pourra obtenir une facilité de crédit élargie.

²⁰⁶ “Opération *Centurion*, RCA, *Sangaris*”, *Képi blanc*, n°782, décembre 2015, pp.18-33. Le mandat du GTIA s’est étendu de juin à octobre 2015.

²⁰⁷ Le président congolais qui souhaitait inviter les ex-présidents Bozizé et Djotodia a dû s’incliner face aux pressions de la communauté internationale, notamment des États-Unis, opposés à l’impunité.

²⁰⁸ Depuis des mois, il comble le déficit du Trésor centrafricain avant que le Président angolais Dos Santos ne prenne le relais, en mars 2014. Le don de 10 millions de dollars en deux versements se retrouve au cœur d’un détournement. Depuis l’arrivée au pouvoir de Catherine Samba-Panza, la RCA est passée sous la tutelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

et au son de l’hymne national, ils ont conclu, le 23 juillet 2014, un accord mettant fin aux violences.²⁰⁹ L’issue de la crise se joue aussi à N’Djamena, car si la RCA bascule à nouveau dans le chaos, elle y entraînera le Tchad. Le Président Idriss Déby, véritable maître du jeu centrafricain, veut un pouvoir fort à Bangui de façon à sécuriser ses frontières. De plus, une configuration similaire s’établit à Nairobi. À l’initiative du Président congolais, soutenu par la Commission de l’Union Africaine et par les Américains,²¹⁰ il s’agit de préparer le Forum de réconciliation de Bangui, prévu en janvier, février ou mars 2015. Début décembre 2014, les principaux protagonistes de la crise y compris les ex-présidents Bozizé et Djotodia, pourtant visés par des sanctions onusiennes, se sont retrouvés au Kenya pour des négociations informelles. Les protagonistes ont signé un premier accord à la mi-janvier, puis un second le 23 février, sans confirmation officielle.

Autre volet de la mission de la force : maintenir le contact avec les habitants et gagner leur soutien en parlant même avec ceux qui se montrent hostiles, car en peu de temps ils peuvent changer d’attitude. Il faut organiser des réunions avec les chefs traditionnels et les autorités religieuses : dans ce type de conflits intra-étatiques qui sont des guerres civiles (comme ce fut le cas dans le passé en Indochine, en Algérie puis plus récemment en Afghanistan et au même moment au Mali), la population est un enjeu que chaque camp cherche à se rallier. Reconnaissances et patrouilles servent à saisir son état d’esprit, et surtout à obtenir du renseignement car elle est très bien informée et avertie du danger. Ainsi, si elle quitte précipitamment une zone du dispositif français qu’elle traversait auparavant paisiblement, c’est un signal²¹¹ à ne pas négliger. Inversement, les réfugiés rapportent l’imminence de mouvements de populations.



²⁰⁹ La *Séléka* est divisée entre les partisans d’une solution politique et ceux d’une scission de la RCA. À Bangui, ils constituent un front du refus qualifiant le forum de la paix d’“humiliation nationale”. M.K. Tshitengue Lubabu, “Centrafrique. Petit pas vers la paix à Brazza”, *Jeune Afrique*, n°2794, 27 juillet-2 août 2014.

²¹⁰ Favorables, comme les membres de l’ex-*Séléka*, à une partition entre un Nord musulman et un Sud chrétien.

²¹¹ “Réactifs à Bangui”, *Armées d’aujourd’hui*, n°396, mars 2015, p.17.

Les actions civilo-militaires (ACM) conduites auprès de la population favorisent par leur diversité la restauration de la vie quotidienne. Elles consistent à rétablir et à maintenir la libre circulation entre Bangui, les villes (dont Bouar, porte vers le Cameroun,²¹² et poumon économique de ce pays enclavé) et les régions de province en reconfigurant les infrastructures afin de permettre, d'une part, le déroulement des opérations, le déplacement des convois d'autorités, des véhicules militaires, de la logistique, du ravitaillement et de l'aide humanitaire et, d'autre part, la reprise de la vie économique et sociale des habitants. Ainsi au gré de la progression des unités, les parachutistes participent à des actions de développement : réfection de la voirie, réparation ou construction de ponts de bois, restauration de points de franchissement souvent mis à mal par les pluies, dégagement des arbres et découpage des carcasses de véhicules obstruant les routes ou les pistes, bacs, réhabilitation ou construction de puits, ouverture ou réhabilitation des marchés et des écoles. À ce stade, ajoutés aux petits travaux de réparation de bâtiments publics (écoles, orphelinats ou réfection de toits), les ACM améliorent la vie de la population et sont propres à la rallier à l'autorité légitime.

Hormis la route reliant la capitale au Cameroun, le reste du réseau est constitué de pistes qui subissent les aléas du climat.²¹³ Ainsi Ndélé, située au nord-est de Bangui et Biroa, située à l'extrême nord-est, sont isolées durant les six mois de la saison des pluies. Pour y accéder et ravitailler les unités, il reste à planifier un poser d'assaut, un largage de personnels ou une livraison par air, qu'exécute le Régiment du train parachutiste à très faible altitude, à moins que les hélicoptères n'interviennent.²¹⁴ L'isolement explique que, dans le passé, de petits aéroports aient été construits dans les petites villes. Faute d'accès routiers, le parachutiste et le parachutage deviennent la solution. Finalement, lorsque les militaires français remettent sur pied les infrastructures de proximité, réinstallent l'administration, ils facilitent le retour à la vie quotidienne, restaurent la paix civile et instaurent la confiance. Leur présence est rassurante : ils ne se conduisent pas en prédateurs comme le faisaient les FACA et le font les milices.

Rétablir ou maintenir la libre circulation ne concerne pas seulement les infrastructures, mais consiste à escorter les convois qui peuvent être attaqués à la grenade, au lance-roquettes ou à l'arme légère : mission d'escorte que remplit la section Appui du 35^e RAP en plus de l'appui feu aux GTIA, lorsque les capacités d'élongation des hélicoptères sont dépassées. En province, à Beloko, la moitié de la 3^e compagnie du 3^e RPIMA surveille la frontière avec le Cameroun tandis que l'autre moitié, avec une section du 1^{er} Régiment étranger du génie sécurise la route reliant le Cameroun à Bangui à hauteur de Bouar (où est

²¹² La route reliant Bouar au Cameroun fut construite par les Chinois qui investissent de plus en plus en Afrique francophone aux dépens d'investisseurs français tels que Bolloré, Castel, Areva, Total, France Télécom. Le président Bozizé a commencé à nouer des liens avec eux. La présence et l'influence chinoises grandissantes mettent en évidence un autre enjeu pour la France, celui des votes à l'Assemblée générale de l'ONU.

²¹³ Depuis la fin du règne de l'empereur Bokassa 1^{er}, l'État a peu investi dans les infrastructures.

²¹⁴ L'approvisionnement des soldats français exige des prouesses logistiques pour distribuer chaque semaine, 150 m³ de carburant, 100 000 bouteilles d'eau, 15 000 rations de combat, 10 000 repas chauds. Cf. Frédéric Pons, "La Centrafrique peut éclater", *Valeurs actuelles*, 1^{er} mai 2014, p.34.

installé le PC du GTIA *de Boissieu*). Beloko est devenu le lieu de nombreux trafics et rackets où les soldats se retrouvent face à des groupes armés se déclarant *anti-Balaka* alors qu’ils se sont reconvertis en coupeurs de route profitant du départ de la *Séléka*.²¹⁵ Les reconnaissances concernent aussi les axes en direction du Tchad, du Soudan et de la zone diamantifère, située à 200 kms au nord-est de Bangui.

Dans toutes les opérations extérieures impliquant une projection de forces (comme c’était déjà le cas lors de la conquête coloniale avec les colonnes expéditionnaires), le contexte opérationnel favorise l’expérimentation ou l’adaptation de nouveaux matériels en situation réelle plus réaliste que sur les champs de manœuvre. Ainsi la 1^{ère} compagnie du 3^e RPIMa envoie du 13 décembre 2013 au 23 février 2014, deux sections de 32 soldats et 22 autres d’une section de commandement qui pour se déplacer, disposent de quatre VAB ULTIMA (qui furent modifiés pour contrer les IED sur le théâtre afghan). Connaissant à peine ces véhicules avant leur projection, ils ont eu tout le loisir de s’y adapter, de les aménager et d’en évaluer les avantages (climatisation, meilleur système d’observation, grande précision du tir avec le tourelleau télé-opéré) et les inconvénients (le poids dû aux portes arrières, la plaque anti-IED placée sous le véhicule, les plaques blindées sur la cabine et une consommation de carburant importante) pour conclure que l’un des atouts de cette carcasse imposante était la dissuasion.²¹⁶

Pendant les combats, la vie continue, et réserve son lot de surprises face auxquelles les militaires font montre de leur capacité d’adaptation. Après avoir été prise à partie par des miliciens de la *Séléka*, à Bangui, dans le quartier du PK12, une section du 8^e RPIMa est confrontée à la gestion d’un accouchement. L’auxiliaire sanitaire habitué à soigner les blessés militaires et civils, mais sans aucune expérience en la matière, aide une jeune femme à mettre son enfant au monde avant de la faire évacuer vers l’hôpital.²¹⁷

Tout cela sans négliger le sport, le footing et la musculation, à condition de disposer de temps, de lieu de repos et d’installations, comme à Bangui, bien qu’au début de la mission, le sport fut interdit faute de place. En province, le rythme soutenu de la mission s’y prêtait peu. Et un peloton qui en quatre mois et demi a parcouru 11 000 kms, a eu bien peu de temps à consacrer à la sacro-sainte mise en forme physique. À Sibut, une unité installée dans une ancienne mission protestante américaine pouvait juste se doucher grâce à un bidon coupé en deux. Quant à dormir, un lit de camp dans le meilleur des cas, ou bien, en brousse, couché dans le véhicule ou par terre. À Bambari, à l’été 2014, lorsque les parachutistes du REP quittent leur base opérationnelle, il n’y a toujours ni eau courante, ni électricité, ni sanitaires.²¹⁸

À Bangui, les conditions de vie n’étaient guère plus satisfaisantes qu’en province. Comme à *Serval*, les entrants de *Sangaris* ont dormi sur des cartons car les infrastructures

²¹⁵ “Mission *Sangaris*”, *loc.cit.*, pp.44-45.

²¹⁶ “Opération *Sangaris*, l’artillerie en RCA, Retex sur le VAB ULTIMA de la 1^{ère} compagnie du 3^e RPIMa au sein de l’opération *Sangaris*”, *ibid.*, pp.8-9

²¹⁷ “Du Gabon à Bangui”, *loc.cit.*

²¹⁸ “Reconnaissance...”, in P.-H. Aubry *et al.*, *op.cit.*, p.259.

sont restées rudimentaires dans un camp exigü. Le colonel Tassel décrit les conditions de vie particulièrement difficiles dès le début du mandat. Avec l'arrivée des renforts, malgré la construction d'une extension et des travaux pour faire stationner les unités, les parkings, la zone hélico, les hangars..., le camp de M'Poko fut rapidement "*plein à craquer*". La partie réservée aux Français, prévue pour en accueillir 250, finit par en contenir 1400. Dans les chambres, on se serre à quatre, cinq, six et dans les tentes, à huit, dix et douze. On se nourrit de rations. À M'Poko, l'ordinaire assure un repas en vivres frais tous les quatre jours. Et pour limiter la consommation d'eau, on peut prendre une douche tous les deux jours ; chaque unité accède à la laverie une fois par semaine. À tel point que les treillis ont fini par se colorer en rouge, couleur de la latérite.²¹⁹ liaisons Internet et *Wifi* font entièrement défaut.

Le volet international de la mission consistant à appuyer les forces de la MINUSCA dès son déploiement en septembre 2014, *Sangaris* a participé à des patrouilles conjointes avec des Burundais, des Congolais, des Pakistanais dans la zone de Sibut. La Force a mené parallèlement à son mandat des actions de coopération militaire afin de pallier les carences des unités africaines projetées au sein de la mission onusienne. Elle a ainsi constitué un détachement d'instruction opérationnelle pour conduire des exercices de secourisme au combat, de technique d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR) et de roulage. Depuis les indépendances, inlassablement, l'armée française forme, remet à niveau et entraîne les armées africaines.²²⁰

Le cadre général de l'opération étant dressé et la participation des unités parachutistes entrevue, voyons comment l'un des COMFOR est parvenu, parallèlement à sa mission opérationnelle, à exercer de l'influence. Sujet moins étudié, laissant pourtant voir un autre aspect de la mission.

***Sangaris*, ou comment exercer de l'influence**

Le mandat de neuf mois du général Bellot des Minières, COMFOR du 17 juin 2014 au 29 mars 2015, se déroule durant la troisième phase allant de mars 2014 à mai 2015. Sa mission aux multiples aspects tant militaires que politiques, inclut des actions d'influence²²¹ – autre nom pour désigner les actions civilo-militaires (ACM).²²² Car en vertu du principe que le parachutiste doit savoir tout faire, il doit aussi mener de véritables manœuvres

²¹⁹ V. Tassel, *loc.cit.*, p.270.

²²⁰ Le but de l'assistance militaire opérationnelle est de rendre les armées africaines concernées autonomes et interopérables entre elles.

²²¹ Conférence du général Éric Bellot des Minières lors de la séance plénière de l'AR 19/IHEDN, Toulouse, 9 avril 2016 : "Concevoir et exercer l'influence, l'exemple de l'opération *Sangaris*".

²²² En 2010, la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale a confié aux députés une mission d'information sur les ACM. La réflexion a porté sur la définition du périmètre, les objectifs à leur assigner et les risques liés à la mise en œuvre. En effet, les ACM sont soit un moyen de mener une action de sécurité sur un théâtre d'opérations et sont une composante de la manœuvre militaire, soit un outil lié à la perspective de sortie de crise. Les actions à court terme convainquent la population que sa vie quotidienne s'améliore et la rallie au camp loyaliste mais ne contribuent pas à la reconstruction de l'État de droit, garant de la stabilité et du départ des forces armées internationales. La possibilité existe d'effets pervers : soit la compromission d'éléments locaux, soit la tentation d'entretenir l'instabilité pour maintenir la présence étrangère protectrice.

combinant les domaines politique, économique et médiatique.²²³ Le grand art de l'action psychologique et de la manipulation des masses auxquels les grands Anciens se sont livrés.

Après l'avoir expérimenté en Afghanistan, dès les premières semaines de l'installation d'un camp de réfugiés près de l'aéroport de M'Poko, le CIAE (Centre interarmées d'actions dans l'environnement) distribue des haut-parleurs afin que *Sangaris* puisse expliquer à la foule ses actions en sa faveur et puisse elle-même se protéger.

La plupart du temps, les parachutistes ont à faire à des populations illettrées, extrêmement sensibles à la rumeur alimentée par un adversaire intelligent et manipulateur. Lorsqu'une zone de province est suffisamment stabilisée, afin que la population retrouve la vie d'avant, la radio locale s'avère être un outil de communication efficace pour faire passer avec constance et fermeté des messages de défense du gouvernement. Par exemple, en janvier-février 2015, il est décidé de reprendre la ville de Bria et d'en chasser la *Séléka* qui empêche les Marocains de la MINUSCA de mener à bien leur mission. Une fois l'action de guerre achevée et la *Séléka* éliminée, il a suffi d'utiliser la radio locale pour diffuser des messages apaisants à la population, en français, en sango, et en poular, la langue des Peuls que maîtrisait un soldat d'origine sénégalaise. Autre exemple : en décembre 2014, à Grimari, ville située entre Sibut et Bambari, *Sangaris* mène une action d'influence avec les Congolais pour faire refluer la *Séléka* de la zone ; elle consiste en une tournée en véhicules de distribution de tracts. Le but : pousser les miliciens à déposer les armes, organiser une cérémonie de réconciliation entre chrétiens et musulmans en présence du Préfet et du chef de la MINUSCA, et rouvrir le marché.²²⁴ Au-delà, il faut encore persuader les protagonistes de cesser de se faire justice eux-mêmes et de s'en remettre à l'ONU.

Les actions d'information et d'influence passent par tous les réseaux à disposition : Internet, journaux, médias. Elles se heurtent toutefois aux rumeurs qui courent, et sur le même terrain de l'action psychologique, à des campagnes de désinformation d'autant plus dévastatrices pour les forces internationales présentes dans le pays qu'il n'est pas facile de démêler le vrai du faux. Les soldats de la Force *Sangaris* en ont fait l'expérience.

Dénonciations de viols et d'actes de pédophilie : information ou désinformation ?

Les accusations portées contre des militaires lors de l'opération *Sangaris* restent dans les mémoires d'autant que d'autres forces internationales présentes auprès de la population furent incriminées : les Européens de l'EUFOR, les soldats africains de la MISCA, et ceux

²²³ En 2005, l'armée a défini une doctrine générale en matière d'influence, actualisée en 2008 en “Concept interarmées des opérations d'information” (PIA03-152) et activée avec l'apparition de l'EI. Suite aux ACM et aux opérations militaires d'influence (OMI) conduites en Afghanistan à partir des années 2004-2005, l'EMA décide de regrouper les deux activités et crée en juillet 2012, à Lyon, le Centre interarmées d'actions dans l'environnement (CIAE) devenu opérationnel à partir de 2014. Au premier abord, il semble renouer avec les pratiques de la contre-propagande et de guerre d'influence utilisées durant la guerre d'Algérie – mais la situation n'est guère comparable. (Entretien avec le colonel Renaud Ancelin, chef de corps du CIAE, 19 mars 2015). Si l'effort porte en priorité sur le Levant alors que débute l'opération *Chammal* afin de contrer la stratégie planétaire de l'État islamique, le CIAE mène des actions sur les autres théâtres extérieurs.

²²⁴ La démarche fonctionne : les musulmans et plus précisément les nomades peuls réfugiés au Tchad y sont revenus, ils y ont repris la vente de la viande, nourriture qui avait disparu. Leur part dans le commerce et l'élevage est telle que leur absence avait affaibli l'économie nationale.

de la MINUSCA²²⁵ pour l'ONU et. Or, les contingents servant comme casques bleus restent sous le commandement de leur pays d'origine, ce qui limite l'autorité de l'ONU. Il n'est pas rare que les États ne réagissent pas.

Les dénonciations de militaires français, à les supposer fondées, auraient jeté le doute sur le respect de la règle de comportement éthique vis-à-vis des populations civiles locales. Le 29 avril 2015, alors que *Sangaris* passe peu à peu le relais de la mission à la MINUSCA, le quotidien britannique *The Guardian* évoque l'existence d'une note confidentielle du Bureau des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA), accusant quatorze soldats français²²⁶ d'avoir sexuellement abusé de mineurs dans le camp de réfugiés situé à proximité de l'aéroport M'Poko en échange d'argent et de rations alimentaires, entre décembre 2013 et juin 2014, soit durant deux mandats de quatre mois. Face à l'inaction de l'ONU, ce document fait l'objet d'une fuite interne, et est bientôt transmis à une ONG et aux autorités françaises. Les soupçons rendus publics à Bangui alimentent un sentiment anti-français préoccupant, d'autant que lors du Forum de réconciliation qui s'est tenu début mai, à Bangui, l'ex-puissance coloniale a été rendue responsable des malheurs de la RCA depuis l'indépendance en 1959.

Dès la fin juillet 2014, le général Soriano et le CEMA, le général Pierre de Villiers, ont connaissance des allégations à l'encontre de soldats français. Réaction immédiate du ministère : enquête de commandement, enquête préliminaire de la Prévôté. Malgré la diversité de la mission et les relèves, il est assez facile de procéder à une enquête de commandement et de repérer les unités concernées et leur composition. En général, les cadres de contact au niveau du groupe, de la section et de la compagnie savent toujours à qui ils ont affaire et les petites histoires transpirent toujours. De plus, sur un théâtre, la hiérarchie militaire a des contacts suivis avec tous ceux qui interviennent sur la même zone et en cas d'incident, contact est pris avec un officier de liaison afin d'échanger les informations.

Le Parquet de Paris fut saisi, en vertu de l'article 40 du Code de procédure pénale. Très vite, six militaires, susceptibles de correspondre aux signalements donnés par les victimes présumées, sont identifiés. L'un d'eux est mis en garde à vue puis relâché faute de preuves. Puis en décembre 2016, l'enquête pour "*viols sur mineurs de moins de 15 ans par personne abusant de l'autorité conférée par leurs fonctions et complicité de viols*" est déclarée close. En mars 2017, le parquet requiert un non-lieu car il estime que "*la variation des témoignages*" recueillis sur place et leur fantaisie ne permettent pas d'établir les faits.

²²⁵ Des soldats tchadiens et de Guinée équatoriale, casques bleus de la MINUSCA ont aussi abusé d'enfants, violé et torturé. Ce comportement est récurrent puisque depuis le début de la Mission, 60 cas ont été répertoriés. Le Secrétaire général des Nations Unies ayant décrété une "tolérance zéro" dont le non-respect ternit la réputation de la force, a poussé le général sénégalais Babacar Gaye, chef de la MINUSCA, à démissionner, ce qui fut effectif le 12 août 2015. Dès le 21 août, il a été remplacé par un civil gabonais, issu de l'administration onusienne, Parfait Onanga-Anyanga. Cependant selon plusieurs sources diplomatiques, les accusations de viols des casques bleus ne sont qu'un prétexte à ce qui est en fait un limogeage car le général Gaye agace les Américains qui lui reprochent de trop s'aligner sur les positions françaises. Cf. "Centrafrique : Washington a-t-il eu la tête de Gaye ?", *Jeune Afrique*, n°2850, 23-29 août 2015, p.8.

²²⁶ Ce chiffre représente 0,14% des quelque 10 000 soldats français passés en RCA entre décembre 2013 et 2016. Il y a eu trois morts et 120 blessés, prix humain payé pour sauver des milliers de vies en vertu du mandat.

Or, à cette époque, le camp de réfugiés était devenu une zone de non-droit et de chaos, où régnaient l’insécurité et la misère humaine, situation propice à ce que tout s’achète, se vende, s’échange – jusqu’au sexe. Un mineur en grande difficulté dans un tel camp est prêt à accepter un rapport sexuel contre une boîte de ration ou à témoigner de n’importe quoi contre une somme d’argent dérisoire. La misère humaine en temps de guerre mène à tous les excès, y compris à la prostitution. Et il n’y a pas qu’à Bangui car dans d’autres régions où les forces françaises ont patrouillé, de très jeunes filles sollicitaient les soldats pour quelques rations.²²⁷ À ce sujet, en octobre 2016, le rapport du Bureau des services de contrôle interne de l’ONU relatif aux accusations d’abus sexuels à l’encontre de casques bleus de la MINUSCA avait relativisé la fiabilité des accusations.²²⁸

Nombre de questions sont posées. Pourquoi avoir attendu un an pour accuser alors que Bangui connaît encore une situation chaotique, ce qui facilite l’achat et la vente de témoignages ? Dans quelles conditions, les informations furent-elles recueillies, alors que les troupes ont été relevées ? Des examens médicaux ont-ils prouvé les viols ? Quand ont-ils été commis ? Combien y a-t-il eu de victimes et de soldats impliqués ? Qui profite de cette dénonciation et pourquoi ? À ce moment s’ouvre le Forum de Bangui, étape-clé dans la gestion de la crise²²⁹ alors que les options françaises rencontrent l’opposition d’acteurs internationaux anglophones, favorables au “processus de Nairobi” et que les pays voisins de la RCA ont une appréciation différente de l’action française. Selon le général (2S) Philippe Bény, conseiller militaire du chef de l’État de la transition, Catherine Samba-Panza, le camp de M’Poko est devenu le lieu de toutes les manipulations politiques par des groupes ethniques rivaux et parfois hostiles à la politique française. Les stations françaises RFI et France 24 ont montré “*des témoins oculaires, habillés de polos et casquettes hip-hop totalement incongrus à M’Poko*”, tenant des propos tout aussi incongrus.²³⁰ Le lendemain de la parution de l’article du *Guardian*, Pierre Bayle, le directeur de la DICOD, répond qu’il faut vérifier si les faits sont avérés, que rien n’est caché d’autant que les conclusions classifiées de l’enquête de commandement peuvent être transmises à la Justice à sa demande. En janvier 2018, les juges ont confirmé le non-lieu²³¹ et mis un terme à une affaire que les médias ont relayé en faisant leurs gros titres des accusations portées – sans mesurer les conséquences sur la vie privée et professionnelle des soldats incriminés, et en évoquant peu les non-lieux.

²²⁷ Témoignage recueilli par l’auteure, Coëtquidan, mai 2015.

²²⁸ Les casques bleus sont régulièrement accusés d’abus sexuels. En 2016, l’ONU a recensé 44 accusations dont 29 concernant la MINUSCA. Dans un autre registre, le pire cas est celui des soldats de la MISCA envoyés par la Guinée équatoriale, qui sont restés 17 mois sans solde et ont fini par “se payer sur la bête”. De protecteurs, ils sont devenus prédateurs.

²²⁹ Général (2S) Bruno Dary, “La RCA ? Plus de questions que de certitudes !”, *Libre Opinion*, ASAF, 10 mai 2015. Il pose cinq interrogations.

²³⁰ Général (2S) Philippe Bény, “Autour de l’opération *Sangaris* en République centrafricaine”, *Libre Opinion*, ASAF, 2 mai 2015.

²³¹ Laurent Lagneau, “Centrafrique : l’affaire des accusations de viols portées contre des militaires français se termine par un non-lieu”, *OPEX360*, 15 janvier 2018.

Par ailleurs, en dehors de la déclaration du directeur de la DICOD, remarquons combien le ministère est resté silencieux. Un mutisme qui en laissant le champ libre aux détracteurs, pouvait être interprété comme le signe d'une culpabilité. Est-ce au nom de la liberté d'expression, un des piliers de la démocratie ? Ou une illustration de ce qu'est la "Grande muette", qui se refuse à alimenter toute polémique ?

Effets psychiques sur les parachutistes

Prompts à dénoncer ces actes, les médias n'ont en effet guère pris la peine d'évoquer les blessures de l'âme, invisibles, que peut engendrer la mission sur l'état psychique des soldats. Dans les armées, à côté des médecins, "*soignants du corps*", les psychiatres sont considérés comme les "*médecins de l'âme*". Présents depuis longtemps en leur sein, leur image est moins négative qu'elle ne le fut longtemps : les jeunes générations ont moins de réticences à évoquer leur stress.²³² Alors qu'au cours du combat, le stress constitue une réaction normale ne nécessitant souvent qu'un simple repos avant la reprise de la mission, le traumatisme psychique dû à la rencontre d'un individu avec un événement déstabilisant est une blessure longtemps sous-estimée, souvent plus profonde qu'une blessure physique. Dans le monde militaire, l'obstacle à l'acceptation provenait d'une culture exaltant la virilité du soldat face à l'adversité, notamment dans les unités d'élite.

En RCA, lors de l'entrée sur le théâtre, les parachutistes venus assurer la mission de protection de populations désarmées ont assisté à des scènes d'une violence inouïe. La confrontation avec des bandes déchaînées, des scènes de lynchage, de cannibalisme, des charniers, le contact avec des corps mutilés, ont multiplié les facteurs de risque de stress, jusqu'à provoquer chez certains un "*vacillement du sens de la mission*" (non sans rappeler le Rwanda de 1994 lors de l'opération *Turquoise*). La mort des deux parachutistes du 8^e RPIMa, en décembre 2013, a provoqué "*un niveau élevé de stress opérationnel*" car ils appartenaient à la compagnie *carmin* qui avait subi des pertes à Uzbin, en août 2008. Le pire s'est déroulé à Bambari, lors de trois journées d'affrontement, les 2, 3 et 4 décembre 2014, où entraînés dans un cycle de représailles réciproques, de jeunes musulmans ont attaqué des chrétiens dans le quartier Saint-Christophe. Ils tiraient pour blesser et faire endurer ensuite supplice, mutilation à l'arme blanche à leurs cibles, et prolonger leur agonie jusqu'à en tirer du plaisir.²³³

Pour tous, la chaleur étouffante et harassante du milieu équatorial, le rythme élevé des opérations et des temps de récupération insuffisants ont mis les corps et les esprits à rude épreuve, particulièrement pour ceux dont *Sangaris* était la première OPEX et la première confrontation avec la violence du fait guerrier. À l'été 2014, lorsqu'une compagnie du 2^e REI relève une compagnie du REP, à Bambari, elle est accueillie sur la piste d'atterrissage en terre battue par deux parachutistes "*à la mine fatiguée et à la tenue délavée*". Lorsque les

²³² Il s'agit d'une réaction biologique spécifique que l'individu déploie face aux changements de l'environnement de nature physique, physiologique, sensorielle et cognitive ou émotionnelle. Il mobilise l'ensemble du corps. Frédéric Canini & Marion Trousselard, "Le stress, acteur oublié de l'extension capacitaire", *DSI*, n°45 HS, janvier 2016.

²³³ Hervé Pierre, "Tu massacreras tes frères", in François Lecointre (ss.dir.), *Le soldat, XXe-XXIe siècle*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 2018, p.267.

fantassins atteignent le cantonnement, ils sont “*choqués par l’état de fatigue visiblement profonde*” inscrit sur les visages des sous-officiers et des légionnaires, identiques à ceux qui sont venus les chercher à l’avion. Ils sont “*surpris par l’état général de la troupe*”. À la vue de l’officier adjoint chargé de lui donner les consignes, et qui “*a les cheveux longs, une barbe naissante, les ongles noirs*”, “*le capitaine se demande quelles épreuves ils ont dû subir pour en arriver là*”. Peu après, cheveux coupés et douché, le capitaine brosse le tableau de la situation à son remplaçant tout en s’excusant de ne pas avoir une bière à lui offrir.²³⁴ Plus tard, en mars 2015, achevant son séjour entamé en octobre 2014, le lieutenant, chef d’un peloton de 33 hommes, a décelé trois de ses soldats ébranlés par un stress post-traumatique dû à la fatigue et la tension.

Le sas de décompression

La pratique s’est instituée depuis plus d’une décennie d’une séquence de repos et de récupération psychique à l’issue d’opérations extérieures éprouvantes. À partir de 2009, les militaires quittant l’Afghanistan passaient obligatoirement par un sas de décompression, à Paphos dans la partie grecque de l’île de Chypre, afin d’évacuer le trop-plein émotionnel de six mois de tension et de détecter les blessures invisibles. Pour le contingent de *Serval 1* au Mali, le général Barrera a insisté, et obtenu que ses soldats y bénéficient de trois jours de décompression – un temps de “*récupération entre les combats et l’accueil des familles, un temps de réadaptation à la vie normale, de sommeil, d’échanges*”.²³⁵ En revanche, ceux du général Foucaud n’en ont pas bénéficié à l’issue de *Serval 2* car Paris a estimé que le mandat était “tranquille” et qu’un tel arrêt remettait en cause les permissions prévues pour les unités.²³⁶ Une telle étape de décompression a été ouverte dans les premiers temps l’opération *Barkhane* dans un hôtel, à Saly, sur la petite côte, au Sénégal. Les premiers à l’inaugurer furent les forces spéciales et ceux du 1^{er} RGP, envoyés au Niger.

Si certains ont pu douter de l’utilité d’une telle séquence qui ne fait que retarder les retrouvailles avec leurs familles, ce ne semble pas avoir été le cas des militaires engagés dans *Sangaris*, pour qui elle a pris la forme de quatre jours de repos, généralement appréciés, à Madama, au nord du Niger. Ils ont pu renouer avec un confort oublié, avec un vrai lit et de l’eau, se détendre et lors d’entretiens individuels ou en groupes, évoquer, devant des psychologues ou des psychiatres du Service de santé des Armées, leur éventuel mal-être. Ceux qui ont fouillé des cadavres ont pu “*mettre des mots sur les faits*”,²³⁷ sans retenue car protégés par le secret médical.



À en croire Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, l’opération *Sangaris* a été un succès. L’examen de ses résultats conduit plutôt à un bilan en demi-teinte. Elle a certainement atteint l’effet final recherché de *bridging operation* au profit de la MINUSCA.

²³⁴ “Reconnaissance...”, in P.-H. Aubry *et al.*, *op.cit.*, pp.258-260.

²³⁵ Général Bernard Barrera, *Opération Serval, notes de guerre, Mali 2013*, Paris, Seuil, 2015, p.266.

²³⁶ Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014, pp.562 et 592. L’argument financier n’était pas étranger à la décision.

²³⁷ Témoignage recueilli par l’auteure, 23 décembre 2021.

Elle a stoppé les massacres de masse fin 2013, engagé le processus de désarmement, de regroupement et réinsertion des combattants, appuyé le redéploiement de l'administration, rétabli l'approvisionnement en produits de première nécessité, et sécurisé l'élection présidentielle de 2016. Le tout au prix de conditions éprouvantes, subies avec abnégation par des soldats dont certains ont pu être moralement ébranlés dans l'accomplissement d'une mission complexe au milieu de situations souvent inextricables. Pour autant, elle n'a pu mettre fin aux déplacements de population ni durablement résoudre la crise politique. En soutenant le gouvernement centrafricain malgré les mauvaises habitudes d'un personnel politique volontiers manipulateur, elle n'a guère facilité la transition politique. La situation demeure instable.

Initialement présentée comme temporaire, *Sangaris* a duré trois ans pour s'achever le 31 octobre 2016. L'urgence de la lutte contre le djihadisme au Sahel et au Levant a nécessité de redéployer les forces sur ces théâtres. La France n'avait pas les moyens de mener trois OPEX en même temps que l'OPINT *Sentinelle*, entamée en novembre 2015. L'opération *Sangaris* fait dire au général (2S) Vincent Desportes qu'elle illustre la façon dont la France s'engage sur un théâtre, s'y désengage pour s'engager ailleurs. C'est "*le syndrome de Sisyphe guerrier*",²³⁸ syndrome qui montre combien les décideurs politiques manquent de continuité dans leurs choix d'interventions extérieures et la définition des buts qu'ils leur fixent. Ce qui n'est pas nouveau.

L'armée française ne quitte cependant pas totalement la RCA. Alors qu'en octobre 2016 les autorités centrafricaines contrôlent la capitale mais que les milices *Séléka* et *anti-Balaka* continuent à s'affronter et à perpétuer des massacres malgré la présence de la MINUSCA, une centaine de militaires français demeurent au sein de cette dernière (dont une trentaine à son état-major) ; moins nombreux, d'autres sont maintenus dans la mission de l'EUTM-RCA pour former les FACA ; 250 militaires restent à M'Poko pour garder l'aéroport, et quelques instructeurs poursuivent leur assistance au titre de la MINUSCA.

Le président Touadéra, qui espérait le maintien de *Sangaris*, s'est rapproché des Russes, qui jouent les bons offices entre les chefs de factions ; ils déclarent former l'armée nationale mais s'adonnent discrètement à l'extraction minière tout en alimentant une campagne anti-occidentale qui inquiète les autorités françaises.²³⁹ Agacés, les ministres Florence Parly et Le Drian se sont rendus à Bangui à l'automne 2018. "*La France souhaite continuer son partenariat historique avec la RCA*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, qui a confirmé continuer à livrer des armes aux FACA dans la transparence et avec l'accord des Nations Unies, et à aider à payer les arriérés de salaires et retraites des fonctionnaires centrafricains.²⁴⁰

²³⁸ Général (2S) Vincent Desportes, "Les intérêts politiques désorganisent l'armée française", *Figaro Vox*, 18 janvier 2016.

²³⁹ Les Russes sur place s'allient aux Chinois, que protège la *Séléka*. Fin 2016, une centaine de soldats chinois sont déployés dans le Nord, sur un site de prospection pétrolière en renfort d'une société privée de sécurité centrafricaine.

²⁴⁰ Lors du retrait de *Sangaris*, le gouvernement français a débloqué huit millions d'euros à cet effet.

En mai 2018, la RCA se retrouve au bord du chaos. Le 6 février 2019, sous l’égide de l’ONU, un accord de paix a été signé à Khartoum entre le gouvernement et les quatorze groupes armés. Il est systématiquement violé par les signataires.²⁴¹

Comme le remarque le général Desportes, à qui on peut laisser le mot de la fin, l’armée est devenue “*un kit expéditionnaire*” aux résultats excellents “*aux niveaux techniques et tactiques sur des espaces réduits, sur un temps court, alors qu’elle est déployée sur de vastes espaces et que la guerre se gagne toujours sur le temps long*”. Elle est capable de gagner des batailles, mais pas des guerres car le pouvoir politique choisit de se désengager trop tôt, empêchant l’armée de “*transformer les victoires tactiques en résultats stratégiques*”.²⁴²

Les parachutistes et les opérations au Sahel de 2013 à nos jours

L’opération *Serval* débute le 13 janvier 2013. L’armée française est alors présente en parallèle au Kosovo, avec l’opération *Trident* au sein de la KFOR ; en Côte d’Ivoire avec la force *Licorne*²⁴³ ; au Levant²⁴⁴ avec l’opération *Chammal*, et au titre de la FINUL, au Liban ; elle participe aux combats en Afghanistan²⁴⁵ depuis le 19 septembre 2001, lorsque le gouvernement français s’associe à la coalition organisée par les États-Unis ; elle apporte un soutien logistique à l’alliance militaire contre le mouvement terroriste *Boko Haram* au Nigéria, et contribue au renforcement de l’OTAN dans l’Est européen face à la Russie. La participation à toutes ces opérations montre la capacité de la France à mener une politique de puissance, certes de puissance devenue moyenne, avec projection de forces comme elle la pratique avec constance mais non sans adaptations depuis des siècles.

En 2013 et jusqu’aux attentats de Paris du 13 novembre 2015, malgré les promesses de la nouvelle Loi de programmation militaire, l’accroissement des missions en vertu du contrat opérationnel inscrit dans le *Livre blanc* de 2008, réaffirmé dans celui de 2013, s’effectue sous une forte contrainte tant budgétaire que d’effectifs. Du point de vue des missions non permanentes à l’extérieur des frontières, c’est-à-dire des opérations extérieures (OPEX) de gestion de crise,²⁴⁶ le contrat opérationnel prévoit, selon les diverses hypothèses d’engagement (HE), un déploiement sur deux ou trois théâtres distincts. Soit 15 000 hommes pendant six mois sur un théâtre principal et 7 à 8 000 hommes sur un théâtre secondaire. En 2013, 7 400 soldats sont engagés en OPEX. S’y ajoutent 11 640 militaires au titre des forces de présence dans des bases pré-positionnées, principalement en Afrique²⁴⁷ et aux Émirats

²⁴¹ Laurent Larcher, “Centrafrique : près de six mois après l’accord de paix, rien ne change”, *La Croix*, 24 juillet 2019.

²⁴² V. Desportes, *loc.cit.*

²⁴³ Le mandat de la force *Licorne* a pris fin le 21 janvier 2015.

²⁴⁴ Dans un premier temps, l’armée française a participé à l’opération *Inherent Resolve* au sein de la coalition conduite par les États-Unis contre l’État islamique en Irak puis, à partir de septembre 2015, elle a étendu son champ d’intervention à la Syrie.

²⁴⁵ Théâtre dont elle s’est retirée le 31 décembre 2014.

²⁴⁶ Le contrat opérationnel prévoit aussi une opération majeure de coercition de haute intensité, en coalition sur un théâtre d’engagement unique, au titre des forces de l’OTAN dans l’Est européen.

²⁴⁷ À Djibouti, au Gabon, au Sénégal, en Côte d’Ivoire et au Tchad.

Arabes Unis, prêtes à basculer sur un nouveau théâtre, et celles présentes dans les territoires français d'outre-mer au titre de la souveraineté.²⁴⁸ Il faut encore mentionner les engagements sur le territoire national : les opérations intérieures (OPINT) ou missions intérieures (MISSINT) telles que l'aide ponctuelle à la population lors de catastrophes climatiques, et *Vigipirate*.

Les parachutistes dans le modèle d'armée conçu en 1999

Le large champ des interventions résulte du choix d'un modèle d'armée adapté au contexte stratégique induit par la fin de la Guerre froide et aux contraintes budgétaires. En effet, durant la longue période d'affrontement Est-Ouest, priorité était donnée au corps blindé mécanisé face au pacte de Varsovie, reléguant ainsi au second plan les Troupes aéroportées (TAP) plus tournées vers l'Afrique, enjeu stratégique mineur dans le monde bipolaire. En 1999, alors que l'armée entre dans une phase de transformation majeure en abandonnant la conscription,²⁴⁹ la France entend conserver une capacité d'action autonome en créant des unités multi-rôles orientées vers un domaine de spécialité par brigade. De ce fait, l'autorité se prononce non pour la capacité aéromobile,²⁵⁰ comme les Britanniques, mais pour la capacité aéroportée avec la 11^e Brigade Parachutiste. Dans une étude sur les opérations aéroportées, le colonel Benoît Michel²⁵¹ rappelle combien cette option témoigne moins d'une approche doctrinale que d'une somme de réalités historiques, techniques, stratégiques et culturelles. L'objectif est l'intervention d'urgence et la projection stratégique par la troisième dimension. En un mot, une culture expéditionnaire, un savoir-faire que les TAP entretiennent sans discontinuer depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (surtout depuis quarante ans) par des opérations de moyenne envergure (500 à 1000 hommes), la livraison par air et la projection d'urgence grâce aux bases pré-positionnées et au système d'alerte *Guépard*.²⁵² Si le système d'alerte concerne toute l'armée de Terre – tant pour les OPEX (comme l'a montré l'entrée en premier au Mali de la 3^e Brigade Motorisée du général Barrera) que pour les OPINT (comme l'a illustré le déclenchement de l'opération *Sentinelle*), seule la 11^e BP est dénommée "brigade de l'urgence".²⁵³

²⁴⁸ Dans la zone caraïbe et atlantique, aux Antilles et en Guyane ; dans l'océan Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie) ; dans l'océan Indien (La Réunion, Mayotte, Terres australes et antarctiques).

²⁴⁹ Le 22 février 1996, le Président Chirac annonce la suspension du service au profit de la professionnalisation, officialisée par la loi du 28 octobre 1997 portant réforme du service national. Un décret y met fin en juin 2001.

²⁵⁰ La 4^e Division Aéromobile (DAM) est supprimée en 1999.

²⁵¹ Cf. Benoît Michel (colonel), "Les opérations aéroportées. La profondeur stratégique en question", *Focus stratégique*, n°37, IFRI, mai 2012.

²⁵² Ce système prévoit une compagnie en alerte à 12 heures et un groupement tactique interarmées (GTIA) à 72 heures. Le but est de tenir prêt en permanence un volume significatif au sein d'une brigade de manière à pouvoir projeter à plus de 5 000 kms en moins de 3 jours de 1300 à 1500 hommes, susceptibles d'être renforcés par la suite.

²⁵³ Forte d'environ 8 500 parachutistes, elle est interarmes (comme d'autres brigades de l'armée de Terre) et comprend un état-major (à Toulouse), une compagnie parachutiste de commandement et de transmissions, un centre de formation initiale des militaires du rang (CFIM, au camp de Caylus), l'École des troupes aéroportées : (ETAP, à Pau) et huit régiments : trois d'infanterie (le 3^e RPIMa en garnison à Carcassonne, le 8^e RPIMa, à Castres et le 2^e REP, à Calvi) ; deux de cavalerie (1^{er} RCP pour la cavalerie légère, à Pamiers et le 1^{er} RHP pour la cavalerie blindée, à Tarbes) ; un d'artillerie (le 35^e RAP, à Tarbes), un du Génie (le 17^e RGP, à Montauban) et un dernier du Train (1^{er} RTP, à Toulouse).

Le choix de 1999 a ainsi défini une brigade ayant la double vocation d’assumer ce rôle d’échelon d’intervention d’urgence au niveau stratégique et de constituer par ailleurs au sein des forces une brigade d’infanterie légère polyvalente car apte à servir sous blindage. Ce second rôle s’est concrétisé dans les Balkans et en Afghanistan.

Pourtant en 2012, le sort des TAP semble reconsidéré en haut lieu car la Brigade est rarement employée dans son cœur de métier qu’est la projection par la troisième dimension. Les deux sauts de 2004 au Kosovo,²⁵⁴ déjà évoqués dans ce numéro et le précédent, tout comme ceux sur Birao en mars 2007,²⁵⁵ limités dans l’espace géographique et dans la durée, sont presque oubliés car trop ponctuels. On a beau mettre en avant l’opération hélicoptérée (OHP) *Shamshir* que réalise en Kapisa le 1^{er} RCP le 3 juillet 2011, le fait demeure qu’entre 1967 et 2012, on ne dénombre en tout que 10 OHP, 6 opérations aéroportées et 5 posers d’assaut. Le général Patrice Paulet, qui la commande alors, ne cache pas sa crainte quant à l’avenir de la Brigade.²⁵⁶

Ce n’est pas en Afghanistan que ses parachutistes peuvent donner toute leur mesure : ils œuvrent sur une zone de 50 km² en Kapisa, d’où le gouvernement édicte par surcroît de retirer les forces françaises à partir de 2012. Il n’en va pas de même au Sahel, où la situation, suivie de près par le Quai d’Orsay, la DGSE, la Direction du renseignement militaire (DRM) et le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), prend un tour inquiétant. Depuis le début des années 2000, l’emprise du Groupe salafiste de prédication et de combat (GSPC) ne cesse de se renforcer sur le nord-Mali.²⁵⁷ En 2011, suite à l’opération *Harmattan*, l’effondrement de la Libye du colonel Kadhafi déstabilise la situation au Maghreb, et par extension au Sahel où se réfugient des groupes djihadistes (que la force *Épervier* s’efforce

²⁵⁴ La même année, le REP devait sauter sur l’aéroport d’Abidjan afin de le sécuriser mais au dernier moment, l’option d’un posé d’assaut fut retenu.

²⁵⁵ Birao, ville du nord-est de la RCA, au carrefour avec les frontières du Tchad et du Soudan, est occupée le 30 octobre 2006, par l’Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) qui regroupe des Centrafricains mais aussi des Tchadiens et des Soudanais. Alliés à d’autres groupes rebelles, elle menace l’intégrité du territoire centrafricain et le pouvoir du président François Bozizé qui demande l’aide de la France en application de l’accord de défense. Après l’envoi d’un détachement de dix-huit militaires prélevé de la force *Boali* déployée depuis 2002, la ville est reprise, en décembre. Cependant le 3 mars 2007, les combattants de l’UFDR sont de retour, ils bousculent les forces armées centrafricaines fidèles au président et attaquent le camp français situé au sud de la ville. Ils sont bien armés, disposent de pick-ups, savent se coordonner et communiquent par téléphones satellitaires. Le 4 mars, depuis N’Djamena, un *Mirage FI* détruit des véhicules tandis que des chuteurs opérationnels appartenant au GCP de la 11^e BP et des éléments des Forces spéciales largués à haute altitude se posent à proximité du camp. Ils bloquent l’avancée rebelle et désenclavent les militaires français. Le 6 mars, un renfort de parachutistes est largué à proximité de l’aéroport situé à une dizaine de kms de la ville et obstrué par les rebelles. Finalement, les *Transall* se posent sans encombre et débarquent une compagnie du 3^e RPIMa avec des soldats centrafricains.

²⁵⁶ Il la commanda de 2011 à 2013. Témoignage recueilli par l’auteure, Toulouse, 2012.

²⁵⁷ Issu du Groupe Islamique Armé algérien (GIA), il subit la pression des forces de sécurité en Algérie même et se réfugie au nord-Mali où la faible présence de l’État ne peut l’y empêcher car suite à la rébellion de 2006 et à l’accord d’Alger, il en a retiré ses forces. En 2007, le GSPC, dirigé par Abdelmalek Droukdel, est devenu Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) qui excelle dans les prises d’otages (fort rémunératrices) et utilise cette base pour attaquer la Mauritanie. La France y répond tout d’abord par l’envoi du discret Service Action de la DGSE, puis à partir de 2009, le Centre des opérations spéciales (COS) installe au Burkina Faso la force *Sabre*. En 2010, le CPCO planifie l’opération *Requin* conçue par l’armée de Terre pour couvrir l’Adrar des Ifogahs.

d'identifier au moyen de raids). Face à cette réalité, début 2012, l'armée réserve des bandes passantes satellitaires ; avant la fin de l'année le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) actualise le guide des manœuvres sur le terrain (notamment en milieu désertique) ; le général Paulet fait reconsidérer l'organisation de l'entraînement du 1^{er} RTP au largage des hommes et des colis, objet d'un ultime test en novembre 2012.²⁵⁸ Bien que reportée,²⁵⁹ l'hypothèse d'une intervention aéroportée reste à l'ordre du jour à la Brigade, d'autant qu'à l'instigation de la France, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté à partir de juillet 2012 trois résolutions se référant au chapitre VII de la Charte afin de tenter de répondre aux menaces sur le septentrion malien.²⁶⁰

Au Sahel, les parachutistes changent d'échelle: après la Kapisa, ils peuvent donner toute leur mesure, même si l'immensité de la bande sahélo-sahélienne (BSS) à couvrir est tout aussi favorable à l'adversaire que l'était l'exiguïté afghane. Immensité au demeurant accrue car si *Serval* ne concernait que le Mali, *Barkhane* a étendu la géographie de l'opération aux pays limitrophes dans le cadre de la coalition, dite du G5 Sahel, avec le Burkina-Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.²⁶¹

Les parachutistes au Sahel

Le point commun à l'action militaire française sur les théâtres extérieurs, que ce soit en Asie centrale, au Levant et désormais au Sahel, réside dans le défi lancé au monde occidental par l'islam radical, qu'il s'agit de contenir voire d'éradiquer²⁶² : les soldats français combattent djihadistes et islamistes, adversaire qu'un ouvrage signé du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, finira par identifier et nommer.²⁶³

L'une des difficultés majeures est que l'ennemi de la France n'est pas tout à fait celui des autorités maliennes. Pour les Maliens du sud, les plus nombreux (90%) et eux-mêmes musulmans, l'ennemi est non seulement le djihadiste, mais surtout le Touareg du nord,

²⁵⁸ Les aérolargages et les posers d'assaut se complètent d'opérations héliportées.

²⁵⁹ La brigade fut mobilisée au printemps 2012 en vue d'une intervention, mais le Président Sarkozy, hésitant à lancer une OPEX alors que se profilait l'élection présidentielle en France, mit fin aux préparatifs. Témoignage recueilli par l'auteure, Toulouse, automne 2012.

²⁶⁰ Résolution 2056 du 5 juillet 2012 relative à la paix et à la sécurité en Afrique. Elle évoque la demande de l'Union africaine et de la CDEAO du déploiement d'une force de stabilisation. La Résolution 2071 du 12 octobre 2012 reprend le contenu de la précédente et met en avant la force la force militaire internationale à la demande de l'autorité de transition malienne. La Résolution 2085 adoptée sur présentation de la France le 20 décembre reprend le contenu des deux précédentes et le rétablissement de l'ordre institutionnel et de l'unité nationale.

²⁶¹ Lors du déclenchement de *Serval* (janvier 2013), un bataillon soit 600 à 1000 hommes se retrouve dispersé sur une zone d'une superficie égale à une fois et demi celle de la France. Et lorsqu'il s'agit de basculer l'effort sur de telles distances en terrain dépourvu de réseau routier, le seul moyen d'augmenter la mobilité consiste à utiliser les largages de parachutistes et posers d'assaut, les infiltrations sous voile de commandos et les hélicoptères, pour garantir l'effet de surprise et contrer l'adversaire. La projection par les airs d'un volume significatif de troupes dans la profondeur du dispositif adverse permet de s'affranchir des distances, des obstacles du terrain et parfois de la résistance ennemie, avec pour contrepartie la part de risque que comportent la phase d'insertion aérienne, la mise à terre, l'isolement et la dépendance aux appuis. Cf. Benoît Michel, *op.cit.*

²⁶² Gregor Mathias, *La guerre française contre le terrorisme islamique*, Paris, B. Giovanangeli Éditeur, 2015.

²⁶³ Le Drian, 2016, *op.cit.*

qualifié de terroriste – le sécessionniste qui, depuis l’indépendance en 1962, remet en cause l’autorité de l’État central et l’intégrité du territoire national en réclamant l’émancipation de l’Azawad, sa “*terre de transhumance*”. Celle-ci est revendiquée par trois mouvements : le Mouvement national de libération de l’Azawad (MNLA, au sein duquel le chef touareg Mohamed Ag Najem, ancien colonel de l’armée libyenne, unifie plusieurs courants avec le soutien des *Ishumar*, Touaregs vétérans de Kadhafi) ; les Combattants de la foi, *Ansar Dine*, d’Iyad Ag Ghali, proche d’AQMI, dont l’ennemi est la France ; et le Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’ouest (MUJAO), présent à Gao et qui recrute chez les Peuls et les Songhaïs. Une autre difficulté de première grandeur est l’instabilité politique et militaire chronique qui règne au Mali.²⁶⁴

La France y est seule au début car la force africaine de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), la Mission internationale de soutien au Mali (MISMa), décidée en août 2012, fut lente à se constituer et à se mettre en place dans le cadre de l’ONU, avec le soutien logistique de l’UE (renforcé en octobre par la formation d’une Mission européenne de formation militaire ou *European Union Training Mission* [EUTM] en soutien aux FAMa). Le déploiement même tardif de la MISMa permit à la force *Serval* d’éviter de se retrouver immobilisée pour des missions de sécurisation. (La Mission des Nations-unies pour la stabilisation au Mali [MINUSMa] a succédé à la MISMa à partir du 11 juillet 2013 soit six mois après le déclenchement de *Serval*). Le fait pour l’armée française d’agir seule (comme elle le faisait depuis les indépendances) a pu sembler un avantage évitant les pertes de temps en coordination et transactions au profit de l’unité de décision et d’action.²⁶⁵

Conséquence de choix structurels remontant au Plan Armées 2000, la France n’a pu “entrer en premier” sur le théâtre qu’en faisant appel à l’aide des alliés pour pallier la

²⁶⁴ Les supplétifs touaregs de l’armée libyenne au sein de la Légion verte ont renforcé le mouvement séparatiste touareg. Début janvier 2012, le MNLA passe à l’offensive et s’empare des principales villes du nord ; il en est chassé par les djihadistes d’AQMI et d’*Ansar Dine*. L’humiliation subie par les forces armées maliennes (FAMa), particulièrement à Aguelhoc, provoque le coup d’État du capitaine Amadou Haya Sanogo, le 22 mars 2012, alors que l’élection présidentielle est prévue en avril. Tandis qu’une forme provisoire de légitimité institutionnelle s’instaure avec le Président *par intérim* Dioncounda Traoré, un proto-État de type fédéraliste s’implante au nord-Mali. L’élection d’Ibrahim Boubacar Keita, dit IBK, en août 2013, ne modifie pas en profondeur les défauts de la gouvernance. Et si les détenteurs du pouvoir à Bamako se sont montrés favorables à une solution politique intégrant l’islam, la France en a refusé l’option. Les coups d’État de 2020 et 2021 résulteront de ces impasses. On renverra ici pour le détail à l’ouvrage, déjà cité, de Gregor Mathias.

²⁶⁵ Plusieurs ouvrages publiés peu après la campagne éclair permettent au lecteur d’appréhender les détails de son déroulement sous tous ses angles : Thomas Flichy de la Neuville (ss.dir.), *Opération Serval au Mali. L’intervention française décryptée*, Paris, Lavauzelle, 2013 ; Michel Galy (ss.dir.), *La guerre au Mali*, Paris, La Découverte, 2013 ; Isabelle Lasserre & Thierry Oberlé, *Notre guerre secrète au Mali*, Paris, Fayard, 2013 ; Olivier Hanne (ss.dir.), *Mali, une paix à gagner. Analyses et témoignages sur l’opération Serval*, Paris, Lavauzelle, 2014 ; Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014 ; Pierre Servent, “*Blitzkrieg au Mali*”, pp.359-377 in Emmanuel Hecht & Pierre Servent (ss.dir.), *Le siècle de sang : 1914-2014*, Paris, Perrin, 2014 ; Bernard Barrera (général), *Opération Serval, Notes de guerre, Mali, 2013*, Paris, Seuil, 2015 ; Olivier Hanne & Guillaume Larabi, *Jihad au Sahel, Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, Paris, B. Giovanangeli Éditeur, 2015.

faiblesse de ses moyens de transport aérien.²⁶⁶ Malgré cette faiblesse, compensée par une capacité de décision rapide, le système d’alerte *Guépard* et le réseau des bases pré-positionnées, la force *Serval* se déploie au Mali avec audace et “*foudroyance*”,²⁶⁷ à la faveur d’une logistique à flux tendu. Seule la participation des parachutistes retiendra ici l’attention.

Le recours à la technique de mise à terre par la troisième dimension, effectif dès l’ouverture de la campagne, prend ensuite de l’ampleur puisqu’entre le saut du 2^e REP sur Tombouctou (27 janvier 2013) et la fin de 2021, l’on comptera quelque 110 opérations aéroportées (OAP). Malgré l’insuffisance des avions gros porteurs dans l’attente des *A400M* promis, les raids blindés combinés avec les largages et les posers d’assaut par des aéronefs de transport tactiques ont permis d’obtenir la surprise par la vitesse.²⁶⁸

Quel que soit le jugement porté quant à l’utilité tactique de l’OAP sur Tombouctou, elle a frappé les esprits au sein des armées et de la communauté internationale. Ce faisant, elle a légitimé la Brigade – et atteint l’objectif accessoire de communication qui semble avoir été le sien.²⁶⁹

De *Serval*...

Les opérations Lynx et Léopard

Leur genèse. Le 12 janvier, alors que débute à Mailly-le-Camp un exercice de commandement réunissant la 11^e BP et la 16^e Brigade d’assaut par air britannique, l’idée est proposée au CPCO d’un parachutage d’unités importantes sur les deux villes majeures du Mali. Une étude est lancée. De son côté, le général commandant la BP présente trois possibilités de largage sur les arrières des groupes djihadistes.²⁷⁰

L’engagement, objet de plusieurs options, est conçu sous la forme de deux opérations : *Lynx* à Gao et *Léopard* à Tombouctou. Alors qu’au départ, le CPCO prévoyait un poser d’assaut, le choix de l’OAP s’est imposé à la demande du chef de l’État, François Hollande, désirant au plus vite une action à fort impact médiatique pour ouvrir la porte du

²⁶⁶ Elle a reçu, après bien des hésitations, le soutien logistique des États-Unis, qui ont mis à disposition deux C-17 puis trois ravitailleurs KC-135 et un soutien pour le renseignement car le désert est trop vaste pour être totalement contrôlé du fait de la multitude d’itinéraires empruntés par les djihadistes et les caravanes. Les Canadiens ont prêté un C-17, les Britanniques deux C-17 et un *Sentinel* R1 et les Belges deux C-130. Les Allemands utilisent leurs C-160 pour des liaisons interafricaines. Les alliés ont assuré 123 vols qui ont soulagé les *Transall* et les *Hercules*.

²⁶⁷ Michel Goya (colonel), *Le temps des guépards, la guerre mondiale de la France, de 1961 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2022, p.248.

²⁶⁸ Olivier Kempf remarque à ce propos qu’après un demi-siècle de posture défensive (Guerre froide) puis de réactivité et de contrôle à des fins de contre-insurrection (Afghanistan), au Sahel l’armée française redécouvre la manœuvre et prend l’initiative : cf. Olivier Kempf, “*Serval*, quelques enseignements stratégiques”, pp.81-90 in Olivier Hanne (ss.dir.), *Mali, une paix à gagner*, Paris, Lavauzelle, 2014.

²⁶⁹ *Ibid.*, p.84.

²⁷⁰ À ce moment, à Calvi, une compagnie du REP est d’alerte *Guépard* 1^{er} rang à 12 heures ; l’alerte est étendue au 1^{er} RCP et à des unités du 1^{er} RHP, du 35^e RAP, du 17^e RGP et du 1^{er} RTP (dont des équipes de largage et des détachements de transit sont déjà au Mali et au Niger). La Brigade fournit un PC tactique parachutable (le G08), l’état-major réduit du colonel Xavier Vanden Neste, l’adjoint de la BP, avec un détachement de 25 commandos ; 750 hommes, les engins parachutables du génie, dix-huit véhicules 4x4 et des engins de manutention sont prêts.

nord Mali. S’immisçant dans la conduite opérationnelle, il en a bousculé le rythme et l’ordre. Mais la célérité se serait recommandée de toute façon car les éléments des Forces spéciales de *Sabre* ont avancé plus rapidement que prévu dans leur marche vers le fleuve Niger²⁷¹. Mais en haut lieu, l’on hésite entre Gao et la mythique Tombouctou car la piste de la première est encombrée de blindés *PT-76* et sur celle de la seconde se trouve la carcasse d’un *Antonov 26*. En tout cas, douze avions sont alignés à Abidjan : trois C-130 et neuf *Transall*, soit le tiers de la flotte de la flotte française, avec deux ravitailleurs et les deux C-130 belges. Finalement, l’option OAP sur Tombouctou l’emporte.

L’opération Lynx à Gao. Gao est une ville de 100 000 habitants où les forces spéciales agissent de concert avec les parachutistes. Une opération hélicoptérée y dépose un petit détachement du COS, bientôt rejoint par ses renforts acheminés par un *Hercules C-130* et deux *Transall C-160*.

La 1^{ère} compagnie du 1^{er} RCP, retenue pour cette mission (et devenue pour la circonstance le sous-groupement tactique interarmes n°41), attend à Abidjan. Ce SGTIA s’articule en deux sections de combat, une section d’appui et un groupe commandement constitués en force de réaction rapide au profit de *Sabre*. Dans la nuit du 25 au 26 janvier, alors que les forces spéciales ont pris l’aéroport à 5:50 et sont au contact au sud du fleuve Niger, le gros de la troupe (GTIA 1) est encore à 400 kms de la ville. Il faudra attendre 17:55 pour qu’en 20 minutes et trois posers d’assaut les 144 parachutistes du SGTIA 41 fassent leur jonction avec les forces spéciales et entament la relève. L’opération *Lynx* est achevée.

L’opération Léopard à Tombouctou. À Abidjan, 246 parachutistes du REP, du RGP et du RAP attendent l’ordre d’embarquer pour un saut prévu le 26, repoussé au 27. Ils s’équipent et prennent place à 18:00 dans les trois C-160 et les deux C-130, harnachés avec les deux parachutes, la gaine contenant les équipements et les munitions, le casque et le gilet pare-balles, pour s’installer serrés les uns contre les autres sous la forte chaleur, le poids de l’équipement pesant sur les jambes. À 19:20, les avions décollent ; le saut intervient 1 300 km plus loin. À 23:00, la lumière verte s’allume, le chef-largueur engage la procédure en prononçant les mots rituels : “*Debout, accrochez, serrez vers l’avant, contre la paroi, go !*”. La porte s’ouvre, les parachutistes sont largués par des avions bien alignés, en un seul passage d’à peine dix minutes, ce qui permet un effet de masse, à 300 mètres sur une zone sans indication sur la vitesse du vent au sol, sans guidage des avions et sans marquage au sol.²⁷² Le parachutiste est happé, il entend la claque d’ouverture de sa voile, en ressent le léger choc, ses suspentes se démêlent, il descend dans le silence de la nuit alors que le ciel est plus clair, à 30 mètres du sol, il se déleste de sa gaine lourde de 40 kilos qui contient ce dont il a besoin pendant plusieurs jours : rations de combat, eau, munitions, gilets par balle...et suspendue à une sangle de six mètres dont l’impact avec le sol lui permet de se

²⁷¹ Dès le 11 janvier, avec l’appui de la chasse, elles ont stoppé sur l’axe Mopti-Sévaré l’avancée des djihadistes qui ont reflué vers le nord et l’est puis elles ont entamé leur contre-offensive sur la boucle du Niger avec Tombouctou et Gao comme objectif.

²⁷² Il n’y a eu aucune perte d’homme et de colis. Cf. “Le grand saut”, pp.177-212 in P.-H. Aubry *et alii*, *La lune est claire. La Légion étrangère au combat, 2008-2018*, Paris, Les Belles Lettres, 2020.

préparer à lever les coudes, serrer les jambes et baisser la tête avant d'atteindre le sol. Il se déséquipe, contrôle le fonctionnement de son arme. Pour gagner du temps et alléger le poids à porter, il abandonne son parachute et sa gaine qui seront récupérés plus tard, regarde sa boussole orientée à 3600 pour rejoindre en silence mais au pas de course le point de regroupement dans la nuit chaude et sèche, aidé par les jumelles d'intensification de lumière sanglées sur son casque. À 1:00 du matin le 28 janvier, le GTIA avec le matériel collectif est rapidement réarticulé, les sections et les compagnies s'infiltrèrent à pied, au petit matin, vers leur objectif. La "perle du désert" est en vue et au lever du jour, le REP entre à Tombouctou.

L'opération *Léopard* s'est déroulée sous la haute protection de la chasse : d'un AWACS, d'un *Atlantique 2*, d'un drone *Harfang*, d'hélicoptères *Tigre* après que le GTIA 1 du colonel Paul Gèze, arrivé la veille vers 23 heures, a pris en charge la sécurité de l'aéroport. Les sections de combat prennent les points-clés préalablement définis et avec les *Milan*, interdisent aux djihadistes d'AQMI les itinéraires d'exfiltration. Ils s'emparent de deux check-points et d'un camp d'entraînement. Le 29, au lever du jour, les engins et les équipages de la section d'appui du 17^e RGP sont parachutés sur l'aéroport. Douze heures après leur largage, les sapeurs ont dégagé la piste qui accueille les premiers avions de transport tactique avec les renforts et le ravitaillement. Les jours suivants, le REP fait sa jonction avec l'armée malienne pour mener avec elle patrouilles et contrôles de zone. Les légionnaires assurent ensuite la protection du Président de la République venu entériner la conquête du fleuve Niger lors de sa visite du 2 février.²⁷³

Rondement menées, les deux opérations ont crédibilisé les unités TAP et la mise à terre par parachutage.

Le GTIA 4 dans l'Adrar

La mission suivante du REP, avec son état-major tactique, son groupement de commandos parachutistes (GCP), ses 2^e et 3^e compagnies (la 3^e est arrivée en renfort du Gabon) et sa compagnie d'éclairage et d'appui, se déroule plus au nord-est dans le massif de l'Adrar des Ifoghas, fief des Touaregs devenu le donjon des djihadistes. Au cours des opérations *Panthère*, les parachutistes du REP participent avec d'autres à une rude bataille²⁷⁴ conduite par le général Barrera depuis son PC à Tessalit et avec le G08 alors que le dispositif est en limite de rupture logistique depuis le raid des GTIA sur Tombouctou.

Début février, après un retour à Abidjan, le REP reforme un GTIA 4 TAP avec le 1^{er} RCP et le 12 du même mois, après un poser d'assaut, à Tessalit près de la frontière algérienne, avec le GTIA 3 (blindé), ils contrôlent une ligne Tessalit-Kidal²⁷⁵ sur 200 kms le long de l'Adrar. À ce moment, avec 1 400 Tchadiens, les GTIA 2, 3 et 4 regroupent 4 200 hommes avec 1 250 véhicules coiffés par douze avions de combat et nombre d'autres.

²⁷³ Dossier : Opération *Serval*, *Képi blanc*, n°752, mars 2013.

²⁷⁴ Notin, 2014, *op.cit.*, pp.421-457.

²⁷⁵ Kidal, la capitale de l'Azawad, est prise le 30 janvier grâce à des Touaregs d'*Ansar Dine* mais sans les FAMA tenues à l'écart par l'armée française. Elle a laissé le MNLA l'investir car elle en a besoin pour traquer les terroristes et libérer les otages. Les Touaregs, rebelles et loyalistes, servent de guides dans la reconquête du nord.

Pendant plus de quinze jours, du 22 février au 12 mars, par des températures diurnes oscillant de 45° à 55° pour laisser la place à des nuits glaciales frôlant le 0° et avec juste assez d'eau pour s'hydrater,²⁷⁶ des combats éprouvants se succèdent face aux djihadistes d'AQMI retranchés dans la vallée de l'Ametettaï, vaste espace bien organisé, bien équipé où tout est bien camouflé : caches d'armes, positions de combat, postes de tir d'artillerie, ateliers de fabrication d'IED, postes de secours et même jardins et enclos d'élevage.²⁷⁷ Le GTIA 4 se bat à la grenade au fusil, toujours avec la chaleur et avec un sac de 40 à 60 kilos à porter à pied. Mais le bilan est là : 150 djihadistes mis hors de combat et des tonnes de matériel découvert : mitrailleuses, obus, roquettes, trois canons de 122 mm et toujours les fabriques d'IED.²⁷⁸ Les bases djihadistes sont détruites, les djihadistes se sont volatilisés avec leurs otages, soit en se réfugiant au-delà de la frontière, soit en se dissimulant au sein de la population. Les villes du centre et du nord leur sont reprises pour être occupées par la MISMa.

La première phase de la campagne s'achève sur le succès de *Panthère III*. Alors que le général Barrera espérait accorder une pause à ses troupes, il doit poursuivre le ratissage et la fouille de la vaste zone des vallées, sans hélicoptères lourds (le ravitaillement en kérosène tarde) mais par la route, ce qui accroît la fatigue et empêche tout effet de surprise car *Serval* est surveillée à Gao et Tessalit. Avec le GTIA3, le GTIA 4 doit reprendre le chemin de l'Adrar, mais les chefs de corps trépignent d'impatience en attendant les pièces détachées pour leurs véhicules qui subissent les effets du sable et du sol abrasif. De grande ampleur, l'opération *Panthère VI* a pour objectif la vallée de Terz qui traverse le Tigharghar. Le GTIA 3 y accède avec ses blindés tandis que les parachutistes sont à pied. Le plan d'entrée est modifié à cause de la présence d'engins explosifs improvisés (IED), ce qui fait perdre du temps. Un blindé du GTIA 3 prend un coup d'obus de 155 mm, tuant le caporal Alexandre van Dooren, le 16 mars. La mission se poursuit et le GTIA 4 sécurise la piste lorsque la 3^e compagnie découvre des postes de combat sur les falaises dominant la vallée. Les sapeurs démantèlent un atelier, récupèrent un canon, fouillent et trouvent un cadavre, mais ce n'est pas un otage. Le bilan s'avère décevant.

Le 23 mars, les GCP sont héliportés de nuit à quatre kms d'une zone à surveiller afin de couvrir la fouille du GTIA 3 et des Tchadiens, au sud de l'Adrar. Le même jour et durant une semaine, les Dragons parachutistes sont au sud-est du Tigharghar à vérifier tous les points d'eau, toutes les anfractuosités d'un relief très fracturé. Le 26 mars, deux compagnies parachutistes, l'une du REP, l'autre du RCP, manœuvrent en véhicules vers Tessalit respectivement par le nord et par le sud, tandis que la 3^e compagnie du REP est héliportée par l'ouest. À elle de ratisser à pied, de fouiller et surtout de permettre au général Barrera de montrer que *Serval* est libre de ses mouvements. Sauf pour la 2^e compagnie, maintenue à Tessalit en renfort pour l'opération *Aruane* sur Tombouctou, le mandat des légionnaires du

²⁷⁶ Dans la musette comprenant de quoi vivre pendant quatorze jours, le parachutiste a un duvet ou un poncho. Il porte aussi 48 heures de vivres et d'eau.

²⁷⁷ “La Légion en opération”, *Képi blanc*, n°753, avril 2013.

²⁷⁸ “Le 2^e REP dans les Iforas”, *Képi blanc*, n°754, mai 2013.

REP s'achève début avril par un repli à Abidjan pour un repos de dix jours avant de regagner Calvi.

Les relèves mènent les opérations *Centaure*, *Netero*, *Héliotrope 2*, *Anaconda*, *Griffon* de juin à août dans la région de Gao et de Kidal, en appui aux Maliens et à la force onusienne dans le contexte des élections présidentielles du 28 juillet et du 11 août, avec laquelle se clôt la deuxième phase de *Serval*.

Serval et les livraisons par air (LPA)

L'OAP du REP sur Tombouctou s'est accompagnée de deux livraisons par air (LPA) de divers colis, soigneusement emballés sur des châssis et des palettes, par le 1^{er} RTP du colonel Pierre Fauche depuis Abidjan. Lors de la seconde, le 28 janvier, deux C-130 et deux C-160 ont largué la section d'aide à l'engagement parachutiste du 17^e RGP, seize tonnes de ravitaillement, un camion-benne et deux bulldozers pesant chacun huit tonnes,²⁷⁹ accrochés à plusieurs parachutes et soigneusement emballés de façon à ce que les sapeurs puissent les utiliser immédiatement une fois posés et remettre rapidement en état les 2 000 mètres de la piste qui permettra aux avions de se poser.²⁸⁰ La capacité à organiser des LPA procure une allonge indispensable sur de vastes théâtres comme l'est le Sahel, car elle permet de s'affranchir des contraintes liées au terrain, de délais et des conditions d'accès et de ravitailler dans l'urgence.

En 2013, *Serval* a bénéficié de LPA de ravitaillement en eau,²⁸¹ nourriture, munitions et pièces de rechange pour un volume de 180 tonnes et de 51 posers d'assaut. Ce fut le cas à Goundam, le 27 janvier, où avant de se diriger par la route sur Tombouctou, le GTIA 1 a perçu un ravitaillement en carburant et munitions en vue de l'assaut. Le ravitaillement en carburéacteur interopérable relève du Service des essences des Armées dont le PC se trouve à N'Djamena, au plus près du PCIAT. Il a dispersé des dépôts et plots carburant au Mali, puis sur la BSS avec *Barkhane* (où 80% des livraisons sont assurées par le soutien aéronautique et les LPA, le reste étant acheminé par convois militaires sécurisés sur de longues distances). *Serval* et *Barkhane* ont montré l'importance de la logistique, où chaque mouvement est planifié et conduit comme une opération à part entière.

Bilan de Serval

Lorsqu'à la fin de l'année 2013, l'on dresse le bilan de l'opération *Serval*, le succès est au rendez-vous. L'élection présidentielle organisée durant l'hivernage, puis les législatives en décembre, rétablissent une légitimité institutionnelle au Mali, et le gouvernement français a en face de lui un interlocuteur reconnu par la communauté internationale selon les principes onusiens. La MINUSMa²⁸² est implantée et l'EUTM forme

²⁷⁹ Huit tonnes est la limite d'emport d'un *Transall*.

²⁸⁰ La dernière LPA de ce type remontait à l'opération *Castor*, à Dien Bien Phu, en novembre 1953. Cf. J.-C. Notin, 2014, *op.cit.*, pp.274-341.

²⁸¹ Un soldat a besoin d'environ dix litres d'eau par jour.

²⁸² Elle s'implique largement dans le processus Désarmement, Démobilisation, Réintégration (DDR).

des bataillons maliens de façon à rendre les FAMa autonomes,²⁸³ à tout le moins en théorie.²⁸⁴ Les accords de Ouagadougou signés en juin 2013 permettent au gouvernement intérimaire de rallier à lui des groupes touareg et l'on distingue désormais entre groupes signataires (GAS) et réfractaires (les groupes armés terroristes :GAT) : l'ennemi djihadiste.

Dès lors, le ministère de la Défense réduit les effectifs qui avaient atteint 4 500 hommes à 2 100 en juin 2014, ce qui caractérise la troisième phase de *Serval*. Le 1^{er} août 2014, la bascule vers *Barkhane* achève la quatrième phase de l'intervention française.

...à *Barkhane*

L'opération *Barkhane* fusionne les effectifs de *Serval* avec ceux de l'opération *Épervier*²⁸⁵ au Tchad pour atteindre environ 3 000 hommes répartis sur un théâtre d'une superficie neuf fois supérieure à celle de la France couvrant cinq pays du Sahel, bientôt composantes d'un G5 Sahel dont la Force commune sera créée en février 2017. *Barkhane* applique à l'extrême le principe d'efficience, soit le ratio efficacité/coût par la baisse des effectifs, l'extension du périmètre d'action et la mutualisation des moyens car le maître-mot reste la maîtrise des budgets.²⁸⁶ Son action, jusque-là limitée au seul Mali, prend une dimension et une vocation régionales, et est conduite en partenariat avec les forces armées de cinq pays (dont les budgets sont tout aussi contraints et qui, hormis l'armée tchadienne, n'ont ni les qualités ni les équipements requis). Pourtant, le principe d'opérations conjointes

²⁸³ Suite à la résolution 2085 du Conseil de sécurité du 18 février 2013, l'EUTM reçoit un mandat de quinze mois renouvelable. Son état-major est à Bamako et son centre de formation est implanté au camp de Koulikoro, à 60 kms au nord de la capitale. La France étant nation-cadre, elle est commandée par un général français, tout d'abord le général François Lecointre. Elle compte 190 à 200 formateurs venus de dix-huit à vingt-deux pays qui s'y relaient et œuvrent selon deux axes : aider les autorités militaires à réorganiser et réformer leurs structures (expertise, conseil) et former des unités opérationnelles. Dans ce but, ils assurent la formation tactique élémentaire aux soldats tant du point de vue des gestes réflexes que des fondamentaux au niveau individuel et collectif nécessaires pour les contrôles de zone, la tenue des check-points et les patrouilles, les règles d'engagement du feu mais aussi le droit international et humanitaire dans la mesure où des soldats d'origine du sud seront déployés au nord, dans des zones où la population est méfiante. Ils apprennent aux gradés à tenir leur rôle de chef, la gestion des carrières, l'organisation des régiments, les structures d'état-major, la gestion du renseignement et la mise en place de la préparation opérationnelle en garnison. Les cours ont lieu en anglais et 40 interprètes traduisent en français, en bambara et en tamasheq. (Cf. “EUTM Mali”, *Terre Info Magazine*, n°246, juillet-août 2013, pp.44-45 ; “EUTM, réformer l'armée malienne”, *TIM*, n°250, décembre 2013-janvier 2014, pp.18-21). La formation est réalisée selon les normes occidentales et même onusiennes, ce qui ne correspond pas du tout aux traditions guerrières dans cette région.

²⁸⁴ La réalité est éloignée du processus mis en place pour de multiples raisons. Tout d'abord, la priorité malienne n'est pas la reconstruction de l'outil militaire mais l'effort de guerre. Il y a un décalage entre l'offre proposée et les besoins réels des FAMa. De plus, la coordination manque entre les Maliens et les diverses sources d'aide extérieure (ce que Laurent Touchard a bien montré en qualifiant les armées africaines d'armées “patchwork”. Par ailleurs, la formation est trop courte et insuffisante pour être efficace, et les soldats maliens sont formés avec des matériels que leur armée ne possède pas. Les dirigeants civils maliens ne souhaitent pas vraiment une armée compétente : une armée efficace ne peut exister au sein d'un État qui ne l'est pas alors qu'elle en est le moyen principal d'existence. Ils préfèrent déléguer la sécurité à des organisations internationales comme la MINUSMA car ils craignent le prétorianisme – non sans raisons. De son côté, la haute armée résiste à la réforme des ressources humaines parce qu'elle pourrait contrarier ses intérêts particuliers (racket, corruption). Cf. Laurent Touchard, *Forces armées africaines*, 2017, *op.cit.* ; Denis Tull, “Mission de formation de l'UE et la difficile reconstruction de l'armée au Mali”, IRSEM, note de recherche n°89, février 2020.

²⁸⁵ Elle remonte à 1986.

²⁸⁶ Hanne & Larabi, 2015, *op.cit.*, p.139.

aux frontières dont se jouent les GAT rencontre des succès – l’opération *Baobab*, menée entre Français, Maliens et Mauritaniens contre le sanctuaire terroriste de l’espace transfrontalier de la forêt d’Ouagadougou du 27 juillet au 15 août, ou encore la fouille fructueuse des régions de Bourem et d’Almoustrarat, au nord de Gao, du 17 au 22 novembre. Preuve que *Barkhane* est un facilitateur : un “accélérateur de coopération”.²⁸⁷

Les opérations *Kounama*

L’opération *Serval* ayant perturbé les flux de GAT au nord-Mali, ils sont désormais orientés vers le nord-est du Niger. Les opérations dénommées *Kounama* se déroulent au nord du dispositif *Barkhane*, sur la passe de Salvador à la jonction des frontières avec l’Algérie et la Libye, verrou stratégique qui s’ajoute à ceux de l’Adrar et de la région du lac Tchad. Cette route du Sahel, adossée au Sahara, est traditionnellement utilisée par les trafiquants et plus récemment par les GAT transitant entre les trois pays aux frontières poreuses. Au nom de la dîme islamique prélevée sur les produits de contrebande, les GAT se sont glissés dans le dispositif²⁸⁸ avec le trafic lucratif d’otages (assimilés à des prisonniers de guerre par le droit islamique), de cigarettes²⁸⁹ et d’armes. S’ils ne participent pas directement à celui de la drogue, ils n’en assurent pas moins la sécurité des convois²⁹⁰ ou la transportent eux-mêmes car elle leur sert à se procurer des armes. De tels trafics sont permis par le laxisme et le silence des autorités politiques, policières, militaires, douanières et tribales : à chaque niveau, chacun y trouve son compte, et si l’activité illicite n’alimente pas le budget national via la perception de droits de douanes, elle est tolérée car elle permet à une bonne part de la population de vivre.

Les opérations *Kounama* sur la passe visent à perturber les flux logistiques des GAT entre Libye et Niger, sur une zone de passage obligé, véritable “autoroute du terrorisme”, où leur organisation associe vitesse, dissimulation et esquive. Il s’agit pour *Barkhane* de perturber, sillonner, mailler, tenir et surveiller la zone pour éviter qu’ils ne se regroupent et créent un nouveau sanctuaire, les surprendre, les débusquer, les empêcher de se régénérer et les priver de liberté d’action. Pour ce faire, le droit de poursuite au-delà des frontières, déjà appliqué au Mali et à la Mauritanie, est étendu à l’ensemble des pays du G5. Elle cherche à constituer une sorte de cordon sanitaire face à la Libye d’où s’écoulent les flux d’armes.

Seules deux bases sont permanentes, N’Djamena (avec le camp Kosseï où se trouve le PCIAT) et Gao. Deux Groupements tactiques interarmes/ désert (GTD) sont créés, l’un à l’ouest et l’autre à l’est. Dans la zone frontière, la 11^e BP imprime sa marque car nombre de GTD-Est sont armés par l’un des régiments d’infanterie de la Brigade qui se succèdent tous les quatre mois. Le premier est le GTD-Est *Bruno* dont le 3^e RPIMA forme l’ossature avec une cinquantaine de *marsouins* (puis 120, enfin 250 quand ils reçoivent le soutien du 1^{er} RHP

²⁸⁷ L’expression est celle du ministre J.-Y. Le Drian, intervenant au Forum sur la paix et la sécurité en Afrique, à Dakar, le 16 décembre 2014.

²⁸⁸ Cette pratique, attestée dès les 18^e et 19^e siècles, est jugée religieusement conforme en 2001 par le salafiste égyptien al-Tartusi.

²⁸⁹ Moktar Belmoktar, chef d’al-Mirabitoun, est surnommé “Mister Marlboro”. Les trafics portent aussi des médicaments, de l’essence, des voitures volées.

²⁹⁰ Hanne & Larabi, 2015, *op.cit.*, p.78.

et du 35° RAP). À partir de son poste de commandement, il mène avec les Nigériens et les Tchadiens l’opération conjointe *Mangouste*, les 20-27 décembre, au cours de laquelle deux tonnes de drogue, des armes et des munitions sont saisies.

Les *Kounama*, assimilables à des opérations coups de poing, sont montées selon le même principe, la même méthode, dans la même zone et dans le même but en amenant en peu de temps, les moyens au bon endroit et au bon moment.²⁹¹ Pour l’échelon TAP, c’est un saut de nuit de plusieurs sections parachutistes avec leurs gaines collectives, précédé et protégé par des *Rafale* partis de N’Djamena et surveillé par un drone *Reaper* venu de Niamey. Ils installent des points d’embuscade et de contrôle dans la zone de la passe puis font la jonction avec l’échelon motorisé (renforts venus par la piste de Madama avec invariablement des Nigériens et/ou des Tchadiens). Tout mouvement depuis Madama est visible à tout observateur. Muni d’un moyen de communication, il peut rendre compte aux GAT, qui peuvent alors changer d’itinéraire, ou attendre la fin du contrôle de zone (bientôt doté d’un moyen d’interception héliporté), le retour à Madama et la fin de l’opération au bout de huit à dix jours.

De février à mai 2015, le 2° REP forme l’ossature du GTD-Est *Altor* ; il inaugure (le 10 février) *Kounama 1* par un poser d’assaut à Madama, avant d’enchaîner avec les opérations *Kounama 2* et *3*. Dans la nuit du 7 au 8 avril, au titre de *Kounama 2*, trois sections de la 1^{ère} compagnie du REP, soit 85 parachutistes, sautent d’un *Transall C160* et d’un *Hercules C-130* à proximité de la passe, s’infiltrent à pied et installent trois zones d’embuscade sur l’axe principal de transit des GAT (zones qu’ils tiennent avant d’être rejoints le 10 par un convoi de véhicules parti de Madama avec les Forces armées nigériennes). Le résultat est relativement fructueux puisque trois plots logistiques et du matériel sont détruits et des individus suspectés de liens avec les GAT arrêtés.²⁹²

Les 15-17 du même mois débute l’opération *Agrab* avec la 2^e section de la 1^{ère} compagnie, un peloton du 1^{er} RHP et un détachement de liaison et d’appui opérationnel nigérien et tchadien. Pendant dix jours, 700 personnes et 50 véhicules légers sont contrôlés ; 38 fûts d’essence et des munitions sont détruits, des pickups sont pris. Durant l’opération, les unités ont reçu des compléments de matériel par LPA.

Le 9 mai, *Kounama 3* commence par un largage de nuit d’une soixantaine de parachutistes de la 1^{ère} compagnie sur les zones de passage obligé. Une fois au sol, ils s’infiltrent à pied et se répartissent sur deux zones d’embuscade distantes de près de dix kms. Le 14 mai, sur l’une des positions, des véhicules surgissent à une telle vitesse qu’elles semblent voler sur les dunes, elles parviennent à franchir la nasse pas totalement étanche en dépit des tirs. Deux heures plus tard, sur l’autre point de contrôle tenu par la 3^e section, d’autres pickups arrivent, ils tentent de forcer le passage mais sont cette fois stoppés à la

²⁹¹ Si l’on se réfère à *Kounama 6*, les parachutistes sont loin d’être isolés dans la zone. Depuis la veille, le PC du groupement tactique est installé discrètement, avec deux véhicules blindés camouflés et deux hélicoptères *Puma*. Le chef “Opérations” peut suivre la progression des parachutistes largués dans la nuit. Plus loin, un escadron blindé du 3^e régiment de Hussards est dissimulé avec les Nigériens avec véhicules blindés légers et pickups, des sapeurs, des artilleurs, des transmetteurs, des mécanos et des médecins de la BP.

²⁹² “Opération *Barkhane*”, *Képi blanc*, n°777, juin 2015, pp.46-47.

mitrailleuse. Le bilan est conséquent. Trois djihadistes sont tués, trois prisonniers sont remis aux Nigériens, plus d'une tonne de drogue est saisie, avec des armes, des centaines de litres d'essence, des munitions et des téléphones avec GPS.²⁹³

De juin à octobre 2015, le 8^e RPIMa arme le GTD-Est *Chimère*. Pour *Kounama 4*, le 20 juillet, il saute sur la passe avec le 35^e RAP, appuyé au sol par le 3^e Régiment de hussards.²⁹⁴ L'opération se poursuit jusqu'au 1^{er} août. Les marsouins assurent ensuite les opérations *Kounama 5* et *6*. Du 19 au 29 août, *Kounama 5* commence par un saut dans la nuit du 22 au 23 août ; 90 parachutistes avec des éléments du 35^e RAP et du 17^e RG s'infiltrèrent à pied et s'installent. Sur renseignement, un pickup est appréhendé, ses quatre occupants armés transportent de la drogue.

L'OAP de *Kounama 6* est moins chanceuse. Le 15 septembre, le colonel Vincent Tassel, chef de corps, saute avec 75 marsouins du 8^e RPIMa. Après cinq jours d'attente dans la chaleur suffocante, un pickup est aperçu entre deux talwegs, les hélicoptères décollent avec les tireurs d'élite à bord mais les occupants parviennent à dissimuler leur véhicule et à disparaître. Face à cette déconvenue, le colonel se console en récapitulant le bilan de deux précédentes actions de son régiment et du bilan plus général des précédentes qui ont perturbé les flux des GAT, les ont empêchés de s'assurer des zones refuge, et ont éliminé plus d'une centaine de terroristes.

Les GAT et les trafiquants bien guidés par les Toubous ont fini par changer d'itinéraires en passant à la marge des pistes habituelles – sans pour autant rester inactifs comme le montre l'audacieuse embuscade de Tongo-Tongo au Niger, à proximité de la frontière malienne, contre une patrouille de Forces spéciales américano-nigériennes, le 4 octobre 2017²⁹⁵ : un groupe de l'État Islamique au grand Sahara, filiale de Daesh, a attaqué frontalement des forces spéciales !

En 2019, du fait d'un accord de la France avec le général Haftar afin qu'il exerce une pression sur les axes de trafics, l'armée met en sommeil la base sans la fermer au cas où il faudrait la réactiver et la laisse aux Nigériens. Il s'agit de basculer les moyens vers le Liptako-Gourma, autre zone frontalière où sévit désormais l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS, filiale de Daesh), celle de la zone dite des trois frontières à cheval sur le sud-ouest du Niger, le nord du Burkina Faso et du Mali, à partir de la nouvelle Base opérationnelle avancée tactique de Gossi, inaugurée le 26 juin 2019.

À nouveau au Mali

À partir de 2018 et plus encore en 2019, les parachutistes retrouvent le Mali. Comme dans le nord, des GTD sont constitués. Le but des opérations et la méthode sont les mêmes : poursuivre les GAT par des reconnaissances, ratissages et bouclages de zones.

²⁹³ "Sahel 2015, opération *Barkhane*, du 27 janvier au 8 juin 2015", pp.114-115 in Luc Aigle (ss.dir.), *Indicatif 'Clochette'. Médecins des BEP et des REP*, Paris, Lavauzelle, 2018.

²⁹⁴ Ce régiment blindé sur roue-canon en garnison à Metz appartient à la Brigade franco-allemande. Celle-ci est déployée au Mali mais seuls les Français participent aux opérations alors que les Allemands sont à l'EUTM.

²⁹⁵ Le bilan humain est de 9 morts (quatre Américains, cinq Nigériens) et plusieurs blessés. Les véhicules de la patrouille ont été détruits.

De juin à octobre 2018, un GTD-Infanterie est constitué et du 15 au 19 août, l'opération *Balagne* est déclenchée avec pour objectif de neutraliser un GAT caché dans le secteur de l'Almoustarat, au nord de Gao. Une compagnie du REP, le GCP de la BP et une équipe du groupement de commandos de montagne (27^e Brigade Alpine) sont hélicoptérés en quatre heures par des CH-47 *Chinook* britanniques sur un plot logistique. Ils participent à une manœuvre de bouclage et de ratissage par des troupes au sol mises en place de nuit par trois hélicoptères NH 96, un *Cougar*, appuyées par trois *Tigre* et couvertes par un *Mirage 2 000* et des drones *Reaper*. Infiltrés jusqu'à la zone d'action, ils bouclent et fouillent la zone boisée et en fouillant tombent sur des objectifs d'opportunité avant de se regrouper au plot logistique.²⁹⁶

Durant la même période, à la fin juillet, un sous-groupement commando de 40 parachutistes sont à Gao en réserve opérative de *Barkhane* pour assurer le mandat *Cobra 14*. Pendant dix jours, la mission consiste à recueillir du renseignement pour le PCIAT (poste de commandement interarmées de théâtre), à créer de l'attrition chez les GAT, à effectuer des reconnaissances offensives profondes en véhicules (des pickups Toyota militarisés, comme ceux qu'utilisent les GAT, ou des VBL), à moins que la mise en place ne se fasse par hélicoptère ou une OAP avec infiltration sous voile de plusieurs kilomètres. Lors de ces reconnaissances étendues sur plusieurs centaines de kms, les parachutistes ont acquis une forte mobilité, ils ont mené des combats de rencontre contre les GAT et soutenu les troupes partenaires. Du fait des distances et de l'absence de routes, ils ont été ravitaillés par LPA au moyen de *Transall* et de *Chinook* CH-47.²⁹⁷

Le 27 septembre, à partir de la base de Gao, une compagnie du REP avec ses renforts du 35^e RAP et du 17^e RGP, participe à une OAP de jour en deux vagues.²⁹⁸ La mission vise à “faire bouger” et à intercepter un groupe de djihadistes connu et dissimulé au sein de la population en une manœuvre de bouclage comprenant quatre phases. La première est une ruse visant à détourner l'attention en faisant sortir de la ville un détachement en véhicules, suivie d'une phase de mise en place d'une partie du bouclage par une infiltration sous voile de nuit par des commandos et la venue en véhicules des cavaliers du RCP. Avec la troisième, le bouclage se resserre par le saut de jour et s'achève par l'intervention d'un détachement d'interception contre ceux qui tenteraient de fuir la ville. La compagnie quitte Gao à 6:00, saute une heure plus tard avec les colis à proximité de Ménaka, ville proche de la frontière avec le Niger. L'atterrissage au milieu des arbustes et des épineux est rude ; les paras laissent leurs voiles sur place, récupèrent les colis, se réarticulent au pas de course en 45 minutes et sont en position une demi-heure après. Le but final est atteint : le groupe est intercepté avec du matériel et des documents.²⁹⁹

²⁹⁶ “Opération hélicoptérée au Mali”, *Képi blanc*, n°813, octobre 2018, p.59.

²⁹⁷ “Mission commando au Mali”, *Képi blanc*, n°816, janvier 2019, pp.42-43.

²⁹⁸ Quarante parachutistes sont largués d'un *A400M* – une première en situation opérationnelle – et 80 autres le sont par deux *Transall*. Tous expérimentent le nouvel ensemble de parachutage du combattant (EPC) qui permet de porter jusqu'à 165 kilos contre 130 avec l'usuel. Il présente aussi l'avantage de pouvoir sauter à 200 ou même 150 mètres, ce qui réduit la phase de vulnérabilité du parachutiste à des tirs adverses.

²⁹⁹ Capitaine B., “À la tête de ma compagnie, pour un second saut opérationnel au Sahel”, *Amarante, dans le secret des parachutistes*, Paris, Balland, 2019, pp.38-44.

Le 29, tous fêtent la Saint-Michel alors qu'à 7 000 kms de là, une partie de la Brigade saute à Paris sur le Champ de Mars et une autre au Mont Saint-Michel. Le CEMAT, le général Jean-Pierre Bosser (qui commanda la brigade de 2008 à 2010), a organisé là un mémorable exercice de communication.

Vers des OAP en autonomie au Sahel et en Afrique ?

Dans son étude précitée de 2012, le colonel Benoît Michel déplorait l'absence d'avions de transport stratégique propres (auxquels on substitue la location d'*Iliouchine 76* et d'*Antonov 124* ukrainiens et russes³⁰⁰ au prix fort³⁰¹), et le non-renouvellement des flottes d'avions de transport tactique.³⁰² Les premiers sont indispensables pour projeter à la fois l'échelon avancé puis l'échelon principal, soit au total 5 000 hommes sur une distance de 8 000 kms en cinq jours, selon les termes du contrat opérationnel. En 2012, l'on attendait de l'*A400M* qu'il comble le vide capacitaire puisque son entrée en service était prévue à compter de l'année suivante.³⁰³ Ce n'est qu'en 2016 que cet avion tactique à allonge stratégique fit un premier test, avant de larguer ses 40 premiers parachutistes le 27 septembre 2018, à l'aube, dans la région de Ménaka.

Une décennie plus tard, l'article du commandant de l'École des troupes aéroportées paru dans ces colonnes en décembre 2021³⁰⁴ souligne encore "un manque chronique d'aéronefs patrimoniaux" et un déficit d'attribution accru dommageable à la mission de l'École.

Très récemment pourtant, un exercice aéroporté, l'EAP *Michel*, semble ouvrir de nouvelles perspectives à la Brigade Parachutiste de ce point de vue. Il s'agit d'un exercice conjoint de deux jours conduit en Côte d'Ivoire par le 8^e RPIMa avec le 2^e REP et des parachutistes ivoiriens partis du 43^e BIMA de Port-Bouët près d'Abidjan, sur le thème de la reprise d'un aéroport local à la demande du pays hôte. Qu'a-t-il de si particulier ? Il voit l'utilisation, le 1^{er} décembre 2021,³⁰⁵ de l'*A400M* pour transporter puis larguer, après six heures de vol, 80 parachutistes³⁰⁶ sur Yamoussokro, soit à 4 000 kms sans escale de leur point de départ, à Toulouse-Franczal. Ainsi se concrétise grâce à cet appareil la capacité de

³⁰⁰ Ces derniers peuvent transporter 80 à 100 tonnes de matériel. L'A-225 peut transporter 50 tonnes supplémentaires soit l'équivalent de vingt *Transall*. Lors de *Serval*, les avions loués ont assuré 193 vols soit 76% du volume aérien total. La Russie a participé au succès du raid.

³⁰¹ Au cours des six premières semaines de *Serval*, chacune des 360 rotations des *Antonov* loués a coûté 500 000 €.

³⁰² Le *Transall* C-160, très efficace, entré en service dans les années 1960 et le C-130 *Hercules* dans ses différentes versions ne répondent que partiellement à l'exigence de polyvalence entre transport tactique et stratégique. Le *CASA* permet d'assurer à moindre coût des fonctions de formation et d'entraînement comme le *Pilatus* pour les "chuteurs ops" de la BP, à Pamiers.

³⁰³ B. Michel, *op.cit.*, p.39.

³⁰⁴ Jean-Philippe Mollard (colonel), "L'École des Troupes Aéroportées, maison-mère des parachutistes", *Res Militaris*, décembre 2021 : https://resmilitaris.net/wp-content/uploads/2021/12/Res_Militaris_5.pdf.

³⁰⁵ Laurent Lagneau, "Parti de Toulouse, un avion A400M a largué 80 parachutistes du 8^e RPIMa en Côte d'Ivoire", *OPEX 360*, 2 décembre 2021.

³⁰⁶ L'*A400M* peut en embarquer 116. Si les 80 à bord ce jour-là sont largués par les deux portes latérales en quatre rotations de vingt parachutistes chacune, il peut larguer en un seul passage.

projection tant attendue par l’armée de l’Air et les TAP,³⁰⁷ celle de la Brigade et au-delà de l’armée française tout entière. Cette promesse d’autonomie s’avère d’un intérêt crucial au moment où la force *Barkhane* se réarticule et se redéploie selon un nouveau format autour du BIMA, alors que la menace djihadiste s’accroît en Côte d’Ivoire et dans le golfe de Guinée.



La présente étude avait pour ambition de donner une idée concrète de l’action des unités parachutistes au Sahel au moyen d’illustrations choisies. Avec quelque 110 OAP dans cette région critique en moins d’une décennie,³⁰⁸ ce type d’action s’est avéré beaucoup plus central qu’il ne l’avait été un demi-siècle durant, et a confirmé tout l’intérêt de leurs savoir-faire spécifiques, de leur culture expéditionnaire, et de l’excellence dont elles peuvent faire montre en pareilles circonstances.

Bien que la situation politique au Mali remette aujourd’hui en cause le dispositif de la force *Barkhane* comme de la force européenne *Takuba*, le bilan de près d’une décennie d’opérations au Sahel est positif aux plans tactique et opérationnel, à défaut de l’être à ce jour au plan politique et peut-être stratégique (mais qui peut dire ce qu’aurait été la situation dans la région aujourd’hui sans ces opérations ?). Il reste que pour les parachutistes comme pour les autres unités impliquées, le vaste Sahel a constitué depuis 2013 et constitue encore un espace d’entraînement et de rodage des équipements : un laboratoire en vraie grandeur pour les armées.

Cette partie s’achève, dans le registre opérationnel, sur une note d’espoir : à condition que l’armée de l’Air soit dotée d’un nombre conséquent d’A400M dans le temps imparti, la France n’aura plus besoin de quémander l’aide logistique des alliés – et d’autres. Cela ne permettra certes pas de réduire le recours systématique aux coalitions qui lui permettent, au prix d’un “embouteillage sécuritaire”, de “partager le fardeau”, d’accroître la légitimité que confèrent les résolutions onusiennes, et d’éviter de se voir traitée de “néocolonialiste”, mais donnera aux armées françaises le degré d’autonomie qui leur fait depuis si longtemps défaut en matière de projection de forces à longue distance.

Les parachutistes dans les missions et opérations intérieures

La mission première des forces armées de la nation est de défendre le territoire national, en métropole et outre-mer. Elles n’interviennent toutefois que face à des menaces majeures pesant sur lui. À ce titre, les armées sont aptes à intervenir dans l’urgence pour suppléer des moyens inexistant, insuffisants ou inadaptés dans des missions de défense civile conduites sous la responsabilité de l’autorité elle-même civile, le plus souvent le préfet, mais en restant sous commandement militaire. Quelles qu’elles soient, les interventions sont montées comme des opérations militaires car l’urgence préside à la prise de décision et au choix des modalités du déploiement ou de la projection des moyens.

³⁰⁷ Michel, 2012, *op.cit.*, pp.40-43.

³⁰⁸ En tout, 2754 parachutistes ont été largués, et bien que relativement incertain, le nombre des livraisons par air a toutes les chances d’avoir été élevé.

Les armées sont concernées par les missions de secours aux populations touchées par des catastrophes portant atteinte à l'environnement, qu'elles soient naturelles³⁰⁹ ou technologiques (nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques (NRBC), accidentelles ou criminelles). Elles disposent, avec les services du Génie, d'équipements précieux dans de telles circonstances. S'y ajoute la sécurisation des grands événements politiques, sportifs et mémoriels. Pour cela, bras armé de l'engagement opérationnel sur le territoire, elles s'intègrent dans l'Organisation territoriale interarmées de défense (OTIAD) comme maillon ultime d'une chaîne dont les forces de sécurité intérieure (FSI) constituent l'échelon de base. Elles participent à la sécurité publique, également en renfort des forces de la sécurité civile, selon les besoins définis par le gouvernement. En 2015, face au terrorisme, le Président François Hollande a ainsi décidé d'intégrer les armées dans le dispositif de gestion de crise, tout comme son successeur l'a décidé en 2020 face à la crise sanitaire en cours.

À côté de ces opérations occasionnelles, marquées par le danger et l'urgence, il existe toutefois des missions permanentes. Certaines sont des missions de souveraineté – surveillance de l'espace aérien et des eaux territoriales jusqu'à la Zone économique exclusive – que seules les armées, en l'occurrence l'armée de l'Air et la Marine, peuvent assurer. D'autres sont relatives à la sûreté générale du territoire et comportent en appui la protection des points d'importance vitale (PIV) ou des opérateurs d'importance vitale (OIV) qui intéressent la sécurité de la nation et la défense.

Enfin, les armées sont susceptibles de contribuer au maintien de l'ordre en tant que forces de troisième catégorie, en renfort et soutien des forces de sécurité intérieure et civile (police et gendarmerie départementale, première catégorie ; gendarmerie mobile et CRS, deuxième catégorie) selon le degré de gravité de la situation. Le cadre légal correspondant s'est étoffé depuis le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008.³¹⁰ Si la prééminence de l'autorité civile dans toutes les phases non critiques des crises est bien réaffirmée par le décret de mars 2010,³¹¹ le rôle de l'échelon militaire a été revu à la hausse³¹² en réponse à l'irruption du terrorisme sur le territoire national et aux besoins de lutter contre lui.

Pour assurer ces missions ou opérations sur le territoire, le dernier découpage administratif en la matière (2016) définit sept zones de défense et de sécurité (ZDS).³¹³ En

³⁰⁹ Du 30 août au 12 septembre 2017, le passage du cyclone *Irma* a dévasté une partie des Antilles françaises. Le 3^e Régiment parachutiste d'infanterie de marine de Carcassonne (avec des éléments du 17^e Régiment du génie parachutiste de Montauban) a participé à une opération humanitaire d'urgence, planifiée par les états-majors dans les délais les plus brefs.

³¹⁰ Il fut suivi de l'instruction interministérielle n°10100/SGDSN/PSE/PPS/CD du 3 mai 2010, relative à l'engagement des armées sur le territoire national en cas de crise majeure.

³¹¹ Décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de la zone de défense et de sécurité. *JO*, 5 mars 2010, précisé par une circulaire de janvier 2012.

³¹² Le CEMA et le ministre de la Défense, devenu des Armées, sont représentés dans la cellule interministérielle de crise.

³¹³ Décret n° 2015-1625 du 10 décembre 2015 relatif à la composition des zones de défense et de sécurité, les régions de gendarmerie et de groupements de gendarmerie départementale. Les unités parachutistes sont implantées dans les ZDS Sud-Ouest en région Nouvelle Aquitaine (Bordeaux) et Sud en Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse (Marseille).

métropole, chacune d’elles est commandée par un officier général commandant de zone (OGZDS), assisté d’un état-major interarmées, et représenté dans chaque département par un Délégué militaire départemental (DMD), tandis qu’elle l’est outremer par le général commandant supérieur (ComSup) du secteur géographique considéré. L’un et l’autre sont en outre chargés de la coordination avec les échelons civils, au premier chef les Préfets de zone de défense et de sécurité. La chaîne militaire est placée sous l’autorité du chef d’État-major des Armées (CEMA) ; les opérations engagées par l’ensemble des forces mobilisées sont conduites sous ses ordres par le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). À un échelon en-dessous, le Centre des forces terrestres (CFT, implanté à Lille) désigne les régiments concernés. Dans le cas de *Sentinelle*, les multiples réquisitions, demandes de concours ou de besoin³¹⁴ du préfet sont transformées par l’OGZDS en ordres tactiques militaires vers les DMD, les états-majors tactiques (EMT) ou les unités.

Le présent article s’attache à illustrer le fonctionnement défini par ces diverses dispositions en focalisant sur la composante parachutiste, la part qu’elle prend dans les dernières opérations intérieures que sont *Sentinelle* et *Résilience*, et la manière dont elle les assume, les vit et les ressent.

De Vigipirate à Sentinelle

En métropole, la mise au point du plan *Vigipirate* remonte à 1978. Il concernait d’abord la police et la gendarmerie, auxquelles en 1985 et en 1991 l’armée de Terre fut adjointe, passant ainsi de la simple posture de renfort ultime à celle d’acteur plus ou moins présent selon les niveaux d’alerte (jaune, orange, rouge, écarlate) au fil de révisions successives (1995, 2000, 2002 et 2003) – jusqu’au moment, où en 2005, le dispositif est devenu permanent et s’est élargi aux trois armées, mobilisant un millier de militaires. Le but n’est pas uniquement de neutraliser ou de dissuader les auteurs d’attentats mais aussi, par la présence visible et spécifique des militaires, “*de juguler les effets anxiogènes de la puissance immatérielle mise en œuvre par le phénomène terroriste*”.³¹⁵ Il est renforcé lors de grands événements organisés par la France et à la faveur d’événements retentissants ailleurs dans le monde pouvant produire des effets déstabilisateurs en France.³¹⁶ Le dispositif a été refondu en 2014, pour simplifier les niveaux d’alerte, réduits à deux : “vigilance” et “alerte attentats”. Les tueries et prises d’otages de janvier 2015 ont abouti, pour la première fois, au déclenchement du niveau “alerte attentats” pour lequel il est prévu que les armées et principalement l’armée de Terre, déploient 10 000 militaires en quelques jours en appui des FSI.

Dans la continuité de *Vigipirate*, *Sentinelle* applique le contrat opérationnel défini dans le *Livre blanc* de 2008, réaffirmé dans celui de 2013 au regard des hypothèses

³¹⁴ Comme de faire un effort sur une cible particulière.

³¹⁵ *Doctrine Tactique*, Commandant Pierre Fontaine, École Supérieure de Guerre, “Vigipirate et guerre des perceptions”, p.69.

³¹⁶ Ce fut le cas au printemps 1985, en réponse à une vague d’attentats ; en avril 1995, à la suite des frappes au Kosovo et des attentats de 1995-1996 ; en septembre 2001, après ceux de New York et Washington ; en 2003, après le déclenchement de la guerre d’Irak, ou bien suite aux attentats de Madrid en 2004 et de Londres et de Paris en 2005.

d'engagement (HE) de l'armée de Terre en vue de la protection du territoire. La comparaison des effectifs de sa Force opérationnelle terrestre (FOT) projetable (77 000 militaires selon le *Livre blanc* de 2008 pour quatre HE ; 66 000³¹⁷ selon celui de 2013 pour trois HE) et de ceux prévus pour *Sentinelle* (10 000, dont 90% viennent de ses rangs) donne la mesure de l'effort qu'elle doit fournir au titre de la protection territoriale (HE-PROT) tant à Paris qu'en régions.³¹⁸ Si à ces effectifs l'on ajoute les 4 700 gendarmes et policiers qui sont au centre du dispositif *Sentinelle*, ce dernier mobilise près de 15 000 hommes et femmes. Ce déploiement est à la fois dissuasif et répressif, comme l'a montré la réaction des militaires visés à Valence en janvier 2016.³¹⁹

Dans la durée, sur les 10 500 militaires déployés au titre de *Sentinelle* à partir de janvier 2015 et pour deux mois,³²⁰ 7 000 – soit l'équivalent de deux brigades de l'armée de Terre – ont été chargés de protéger environ 800 sites sensibles, dont la moitié en région parisienne, selon une liste fixée par le ministre de l'Intérieur, responsable du maintien de l'ordre intérieur. La 11^e Brigade Parachutiste (BP) a fourni une partie de cet échelon en déployant dès le 8 janvier et en 10 jours 850 militaires d'active et de la réserve opérationnelle. Puis l'intensité de la menace ayant baissé, le nombre fut réduit à 7 000³²¹ en mars, pour revenir à 10 000, en novembre, par l'envoi d'un renfort de 3 000. Ce déploiement n'a nullement empêché les attentats de novembre, car leurs auteurs ont contourné le dispositif et frappé ailleurs, là où il n'y avait ni militaires, ni forces de l'ordre.

Interrogations sur la mission

La mise en place de *Sentinelle* a posé la question du rôle et de l'efficacité des armées en matière de sécurité intérieure, sujet discuté entre responsables gouvernementaux et chefs militaires. *Sentinelle* ne fut guère populaire dans les casernes au début, alors que les candidats à l'engagement se pressaient à leurs portes – et ce malgré la prime,³²² l'extension

³¹⁷ Il faut y ajouter les personnels non projetables, civils et militaires, qui assurent le soutien.

³¹⁸ Si lors de son lancement, la mission *Sentinelle* a permis d'enrayer la baisse de ses effectifs d'ensemble, elle a bousculé le cycle des rotations et accéléré l'usure des forces. Ainsi, en février 2015, une compagnie du 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes de Pamiers a dû prolonger son séjour en Nouvelle-Calédonie faute de pouvoir être relevée, avec toutes les conséquences du point de vue de la programmation des activités ultérieures et sur la vie privée des militaires qui durent repousser le moment de retrouver leurs familles et de prendre leurs permissions.

³¹⁹ Les sondages indiquent que l'opinion publique fut immédiatement favorable à l'opération *Sentinelle*, à son renforcement puis à l'état d'urgence déclaré le 15 novembre 2015, prolongé pour une durée de trois mois suite à un vote presque unanime des députés. De même, l'on a pu observer un engouement spontané de la jeunesse pour participer à la protection de la nation. Beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles se sont précipités vers les centres de recrutement pour s'engager dans l'armée de Terre.

³²⁰ En réalité, le système tourne sur un cycle en trois temps pour une durée de six semaines. Quand 10 000 sont mobilisés, 10 000 se préparent et 10 000 se remettent en condition, ce qui 'consomme' 30 000 hommes.

³²¹ Il a été aussi réduit afin de s'inscrire dans la durée car parmi ceux partis en janvier, les uns étaient en repos, d'autres étaient programmés pour des activités de moindre importance ou bien se préparaient à des formations indispensables. Le dispositif *Sentinelle* a d'abord abouti à se demander à quoi il faut renoncer pour l'assurer. Pour un régiment, cela est revenu à supprimer 89 jours d'entraînement opérationnel en camp.

³²² Afin de valoriser l'engagement des militaires déployés sur le territoire national dans le cadre de *Sentinelle*, le ministère décide de leur attribuer l'indemnité pour sujétion d'alerte opérationnelle : AOPER/S. D'un montant de cinq euros par jour, elle diffère et s'ajoute à l'indemnité pour services en campagne (ISC ou CAMP). *Terre Ingo Magazine (TIM)*°, n°268, octobre 2015, p.31.

de la carte SNCF,³²³ la médaille nouvellement créée³²⁴ et le “carré” présent en tête du défilé du 14 juillet 2015.³²⁵

Avec *Vigipirate*, le commandement de l’armée de Terre avait mis l’accent sur la nécessité de comprendre et d’intégrer la spécificité de l’action militaire dans la définition des missions confiées aux unités, missions qui ne pourraient être remplies convenablement “*qu’au prix d’un effort intellectuel et pédagogique non négligeable de la part des chefs vis-à-vis des ‘caporaux stratégiques’ patrouillant sans relâche dans nos rues et dans nos gares*”.³²⁶ Une pédagogie bien appliquée du point de vue de la posture et de l’attitude, qui s’apparentent à celles adoptées dans les phases de stabilisation et de normalisation des opérations extérieures (OPEX). Ce que traduisaient les déclarations du CEMA, le général Pierre de Villiers, estimant en octobre 2015 que “*plutôt que de suppléer les forces de sécurité, les armées devaient apporter des savoir-faire complémentaires*”.³²⁷ Ce que fera le Service de santé des Armées (SSA) lors des attentats du Bataclan, tout comme les soldats de *Sentinelle* de garde à la mairie du 11^e arrondissement, venus de leur propre initiative pour avoir “*reconnu le bruit sec des tirs de kalachnikov*” et qui ont “*très efficacement bouclé le site de Charonne*” et protégé les premiers éléments sur place de la Brigade des sapeurs-pompier de Paris (BSPP).

Louis Gautier, alors Secrétaire général de la défense et la sécurité nationale : (SGDSN) répondait en écho que recourir aux armées permet de “*réagir aux situations d’urgence et aux circonstances exceptionnelles*” car elles “*constituent une ressource de forces, interviennent non en remplacement, mais en appui, en soutien, en parfaite complémentarité avec les forces de sécurité intérieure, notamment par leurs effectifs, leur organisation, leurs capacités, y compris du point de vue des équipements, procurent des ressources mobilisables dans l’urgence et parfaitement réactives*”. Il indiquait bien que le déploiement des soldats pour sécuriser et protéger des secteurs définis facilite le relais de la police et de la gendarmerie afin de “*permettre à ces dernières de se réorienter vers leurs missions propres*”.³²⁸ Il aurait pu ajouter que policiers et gendarmes étaient à bout de souffle et que la charge d’heures supplémentaires des premiers était devenue insupportable. La question qui se profilait en filigrane était de savoir si ce faisant on ne cantonnait pas les soldats dans un rôle de supplétifs qui ne comptent pas leurs heures supplémentaires, et si cela n’était pas susceptible de retentir sur leur moral. En 2021, les militaires prennent encore la peine de rappeler que les armées participent à lutte antiterroriste en appui alors que la lutte

³²³ Le 2 juillet 2015, le ministre de la défense a signé un avenant à la convention entre le ministère et la SNCF qui étend le bénéfice de la réduction aux familles de militaires déployés en OPEX à celles des militaires déployés sur le territoire national dans le cadre de *Sentinelle*. La carte temporaire est valable six mois et accorde une réduction de 25 à 50% sur les trajets en fonction des dates. Source : *TIM*, n°267, septembre 2015, p.31.

³²⁴ Depuis le 14 juillet 2015, les militaires participant à des opérations de protection sur le territoire national peuvent se voir attribuer la “médaille de la protection militaire du territoire” avec agrafe “*Sentinelle*”. *Ibid.*

³²⁵ Il était constitué d’éléments des unités y ayant participé depuis janvier. *Ibid.*, pp.8-9.

³²⁶ *Doctrine Tactique, op.cit.*

³²⁷ Lagneau Laurent, “Le cadre juridique concernant l’emploi des militaires sur le territoire ne sera pas bouleversé”, *Opex360.com*, 5 janvier 2016.

³²⁸ Audition de Louis Gautier par la Commission de la Défense de l’Assemblée, le 3 juin 2015.

contre la délinquance est du ressort de la police. Les officiers questionnés insistent beaucoup sur ce point.³²⁹

Malgré les déclarations officielles, la mission telle que définie par le politique et appliquée localement par les préfets n'est guère perçue au premier abord comme valorisante par les militaires, dont certains ont l'impression d'être réduits à des tâches de garde-barrière. Un officier de Légion déclare³³⁰ : “*Si j'avais voulu faire gendarme ou policier, je serais entré dans la gendarmerie ou la police*”. Pourtant, les journaux télévisés ont relayé la mobilisation en montrant les renforts descendre de l'avion siglé “République française”. Et devant les caméras,³³¹ des cadres de contact du 3^e RPIMa exprimaient leur enthousiasme à l'égard de la mission : venir défendre Paris.³³² Ils étaient en symbiose avec les jeunes Français tentés par l'engagement.

En amont, dès janvier, le chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), le général Jean-Pierre Bosser, s'était rendu en différents lieux, à la gare Lille-Flandres puis à l'état-major de la Zone de Défense Nord, et à Paris, à l'état-major tactique Orange – l'un des quinze états-majors tactiques déployés dans la capitale où furent répartis en janvier, 5 700 militaires sur 300 sites.³³³ Certes, il constatait que les militaires remplissaient bien la mission, qu'en un mot, l'armée de Terre s'y investissait, mais conscient de l'impasse et de l'effet contre-productif, il fit rapidement évoluer les modes d'action dans le sens de la mobilité, en faisant remplacer les gardes statiques, fatigantes et plus dangereuses par des patrouilles au cours desquelles les soldats parcourent journallement de quinze à vingt kilomètres à pied avec le casque ou le béret, le gilet pare-balles, leur arme (le Famas, muni de 2 ou 3 chargeurs de 25 cartouches) et un sac sur le dos. La mobilité est synonyme d'imprévisibilité et d'efficacité. Les militaires interviennent sur des réquisitions très précises du préfet à une heure donnée en un lieu donné, par exemple, pour la protection des abords d'une synagogue. Les militaires voulaient “*parvenir à desserrer ces contraintes*”³³⁴ et se voir confier, comme en OPEX, une mission avec un effet à obtenir comme le contrôle d'une zone, ce qui leur aurait permis de définir les modes d'action et les moyens à engager.

Le 13 novembre a posé la question de la finalité de *Sentinelle* : les militaires ont eu le sentiment de ne pas être utilisés au mieux de leurs compétences, faute de coordination. Ils exécutent la mission des Armées qui est, le rappelait le CEMA, de protéger tous les Français, là où ils se trouvent en temps de crise comme en temps normal. Ils montent la garde mais, en leur for intérieur, ils attendent de partir au Sahel. On observe un pic d'arrêts maladie au

³²⁹ Témoignage recueilli par l'auteure auprès du DMD, Toulouse, 11 et 19 janvier 2022.

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ France 2 diffuse régulièrement des reportages : ce fut le cas le 22 décembre 2015 puis à nouveau le 9 janvier 2016. Dans les deux cas, les jeunes soldats se disaient satisfaits de mener cette mission de sécurité où ils mettent en application l'entraînement aux patrouilles en ville, souvent pratiqué en OPEX. Ces reportages, exercices de communication à destination des téléspectateurs, citoyens et contribuables, ne montrent guère l'envers du décor, et laissent perplexes les militaires, leurs familles et les spécialistes des questions de défense.

³³² *Journal télévisé* de France 2, 15 et 16 novembre 2015.

³³³ *TIM*, n°262, mars 2015.

³³⁴ Audition du général Arnaud Sainte-Claire Deville par la Commission de la Défense à l'Assemblée, 17 novembre 2015.

moment du départ pour *Sentinelle* ou durant la mission. Il s'avère que c'est aussi le cas pour chaque départ en mission dans des proportions équivalentes. Mais la situation n'est pas comparable avec celle des trois compagnies de CRS de l'Est et du Sud qui, début avril 2015, se sont trouvées neutralisées par “*une mise en arrêt maladie collective*” en réaction au n^{ième} rappel et à un départ inopiné en soutien aux unités parisiennes. En revanche, à la 11^e BP, on remarque chez ceux qui ont moins de cinq ans de service, une hausse du taux de non-renouvellement de contrats d'engagement après une implication forte dans la mission *Sentinelle*.³³⁵ Depuis janvier 2015, certains militaires ont effectué quatre à six rotations à raison de six semaines par rotation. Pour ceux-là et d'autres, avec la formation et le temps de transport, cela se traduisait par 200 jours d'absence du domicile familial pour les mariés – “*un seuil de rupture qu'il ne faut pas franchir*” selon le général Sainte-Claire Deville, alors commandant les forces terrestres.³³⁶ De plus, *Sentinelle* intensifiait l'activité opérationnelle en multipliant les volumes déployés et en réduisant le temps consacré à la préparation opérationnelle.³³⁷ Si l'on en croit le général Bosser, le niveau d'entraînement d'avant 2015 n'a été retrouvé qu'à l'été 2018.³³⁸ L'effet lassant du départ s'est estompé car l'armée de Terre a pleinement intégré et planifié *Sentinelle* dans les activités opérationnelles où projections intérieures et extérieures alternent. Si parfois l'effet répétitif agace, dans l'ensemble les militaires sont satisfaits.³³⁹

Parmi les sujets de discussions entre responsables politiques et chefs militaires, on relève celui du cadre juridique de la mission, sujet abordé par Louis Gautier devant la Commission de l'Assemblée. En OPEX, au Sahel, dans leur mission de “*défense de l'avant*”, les militaires font face à un ennemi qu'ils traitent comme un combattant alors que dans l'OPINT *Sentinelle*, mission de “*sécurité de l'arrière*”, ils affrontent le terroriste considéré comme un criminel. Or, les militaires n'ont aucun pouvoir judiciaire de contrainte, ils ne peuvent contrôler les identités ou fouiller un individu douteux à moins d'être accompagnés par un officier de police judiciaire. En revanche, à la marge, ils jettent un coup d'œil sur le contenu des sacs et des cartables ouverts de gens préalablement inscrits à des formations, des conférences ou des colloques et qui passent le filtre du contrôle imposé par les organisateurs comme par exemple, à l'entrée de l'École Militaire. Le coup d'œil est rapide et le soldat se montre presque gêné de devoir explorer le sac à main d'une dame invitée par le général qui est son chef.³⁴⁰ L'hypothèse d'instituer en OPJ certains officiers ou sous-officiers a été rejetée car si les missions sont bien définies, il n'est “*pas nécessaire de changer le droit*”, d'autant “*que des OPJ sont souvent présents sur le terrain au côté des militaires déployés*”.³⁴¹ N'est-ce pas contradictoire avec les patrouilles *aléatoires* ? Louis Gautier considère qu'il “*existe toute une série d'actes – contrôle des foules, vérification*

³³⁵ Témoignage recueilli par l'auteure, Toulouse, 2016.

³³⁶ Audition du général Arnaud Sainte-Claire Deville, *loc.cit.*

³³⁷ 10^e rapport du Haut Comité d'Évaluation de la Condition Militaire, 2016.

³³⁸ J.D. Merchet, “L'armée de Terre est à l'âge de la maturité”, *Secret Défense*, 19 octobre 2017.

³³⁹ Témoignage, janvier 2022, *loc.cit.*

³⁴⁰ Petite scène observée par l'auteure allant assister à un colloque à l'École Militaire et à un cocktail au QG de la BP.

³⁴¹ Audition de Louis Gautier, *loc.cit.*

d'identité – que l'on peut effectuer à droit constant, sans avoir besoin d'exciper d'un statut d'OPJ. Il prend comme exemple l'Euro de football 2016, durant lequel “*les militaires ne pourront pas obliger un individu à prouver son identité mais pourront refuser l'accès aux personnes qui refuseraient de le faire ou les renvoyer vers un OPJ qui sera à proximité*”.³⁴² Cette démarche a suscité la vive critique d'un député.

Sentinelles n'est qu'un cas parmi d'autres où les armées suppléent et renforcent les FSI selon des règles juridiques bien établies en vertu du principe que sur le territoire national, le rôle premier est dévolu au ministère de l'Intérieur alors que forces armées interviennent en premier dans les espaces maritimes et aériens. La différence est liée à la durée et à l'intensité de la mission lorsque les autres interventions évoquées sont ponctuelles, car la nature nouvelle des risques et des menaces induit une militarisation des interventions sur le territoire national en cas de crise telle que précisée par les *Livres Blancs* de 2008 et 2013 selon la logique du *continuum* sécurité-défense.³⁴³ À l'origine, le mécontentement sourd provenait de l'habitude des militaires de conserver une certaine liberté d'action, réclamée et obtenue pour *Sentinelles*.

L'exécution de la mission par les parachutistes

Le 7 janvier 2015 se déroule un premier attentat dans les locaux de la rédaction de *Charlie Hebdo*, suivi le 9 de la prise d'otages dans la superette casher de la Porte de Vincennes. Le bilan en est de 27 morts. Très vite, la BP essaime ses régiments et chacun à son tour envoie ses compagnies et escadrons patrouiller dans l'espace urbain, y garder des lieux publics d'importance pour la vie quotidienne des citoyens, des lieux culturels, touristiques et des édifices religieux, à Paris, en Île de France et dans d'autres métropoles.³⁴⁴

Les parachutistes interviennent très rapidement grâce au système d'alerte *Guépard*. Dès le 8 janvier, les *Rapaces* de la 2^e compagnie du 1^{er} RCP, soumis à un “*Guépard 12 heures*” depuis le 28 décembre, donc prêts à intervenir n'importe où, sont mis en alerte vers 15:00, quittent le quartier Beaumont à Pamiers, s'envolent pour Paris où (à Satory) ils perçoivent des compléments de matériel spécifiques à la mission : bâtons télescopiques, matraques, bombes lacrymogènes et gilets pare-balles de dernière génération, casques, tenues NBC. Ils sont ensuite informés sur la menace, intègrent les éléments d'ambiance, les règles d'engagement et de comportement vis-à-vis de la population, le tout transmis par des ordres tactiques intelligibles pour tous, jusqu'au plus bas niveau d'exécution. Ils peuvent débiter les premières patrouilles au petit matin dans le centre de la capitale.³⁴⁵

³⁴² *Ibid.*

³⁴³ Concept stratégique adopté par l'OTAN à l'issue du 24^e sommet de Lisbonne, en novembre 2010.

³⁴⁴ En Île de France et à Paris, les unités sont réparties en plusieurs groupements : le groupement GPT-Paris Centre, le GPT-Paris Est, le GPT-Paris Nord et le GPT-Paris Sud... Chacun est commandé par un régiment. Ainsi bien qu'engagé dès janvier 2015, le 8^e RPIMa n'a pris le commandement du GPT-Centre qu'à partir du 1^{er} février 2017. Aux côtés des parachutistes du REP, il y rassemble des éléments de bien d'autres unités du service venant du Commissariat aux armées (SCA), du 501^e Régiment de chars de combat, du 16^e Bataillon de chasseurs, du 121^e Régiment du train, du 24^e Régiment d'infanterie et du Régiment de marche du Tchad. Source : “Le 8 à la tête du GPT-Centre”, *Béret rouge*, n°244, mars 2017, p.5.

³⁴⁵ “Déclenchement de la *QRF TAP* pour les *Rapaces* de la 2^e compagnie”, *Béret rouge*, n°234, avril 2015, p.3. Une fois relevée par la 1^{ère} compagnie, la 2^e compagnie est rentrée à Pamiers le 20 février.

Le dimanche 11 janvier, dans une atmosphère très particulière,³⁴⁶ la compagnie au complet participe à la protection du cortège qui rassemble 44 chefs d’État étrangers accourus à Paris au nom de la défense contre le terrorisme, de la liberté de la presse et d’expression, Les *Rapaces* ne sont pas, et de loin, les seuls parachutistes engagés.³⁴⁷ L’opération a été menée à flux tendus, faute d’effectifs suffisants (il faut maintenir la capacité de réponse à d’autres alertes), mais avec un maximum de réactivité.

Le Régiment étranger parachutiste (REP) n’est pas en reste. Il intervient à Paris, où la 4^e compagnie, les *Gris*, prend un tour en mars et un second en juillet 2015. Sa mission consiste à surveiller les gares du Nord, de l’Est, de Lyon et d’Austerlitz par des patrouilles à pied conjointes avec les FSI pour déceler tout individu et toute activité suspects. Du 24 mars au 29 avril, sa zone de responsabilité couvre 100 km² avec six villes autour de Saint-Denis. La mission des *Verts* de la 1^{ère} compagnie, débute le 26 octobre pour protéger environ dix sites confessionnels en Seine Saint-Denis, à Gagny, à Villemomble et à Montreuil. Lors des attentats du 13 novembre, puis du 18 novembre, au moment de l’assaut de la BRI à Saint-Denis, la compagnie sécurise la zone avec les forces de l’ordre avant d’être relevée par les *Noirs* de la 3^e compagnie. La section de reconnaissance régimentaire, de retour du Tchad, assure la sécurité des sites de Boulogne-Billancourt. Durant six semaines, du 28 octobre au 15 décembre 2015, les *Rouges* des quatre sections de la 2^e compagnie, sont en place dans la banlieue au nord de Paris. Le 13 novembre, deux sections sont dépêchées au centre de Saint-Denis pour quadriller un secteur proche d’une intervention du RAID.³⁴⁸ Deux sections de combat de la 5^e compagnie sont en protection de lieux de culte du 28 décembre 2015 au 9 février 2016.³⁴⁹ La 2^e compagnie revient de début février à fin mars 2016. Cette fois, elle est déployée au nord-ouest de Paris, dans le Val d’Oise. En six semaines, elle a surveillé une quarantaine de sites et parcouru 30 000 kms en véhicule.³⁵⁰ C’est au tour de la compagnie d’appui d’entamer un séjour plus long du 1^{er} août au 3 octobre 2016.³⁵¹ Jusqu’en juin 2017, les 1^{re}, 3^e et 5^e compagnies du REP qui arme l’EMT du GPT-ParisEst assurent la sécurité

³⁴⁶ Durant le week-end des 10 et 11 janvier, sur fond de banderoles portant l’inscription : “*Nous sommes tous Charlie*”, des “marches républicaines” organisées dans 265 villes de France ont rassemblé environ quatre millions de participants, dont 1,5 million à Paris.

³⁴⁷ Rassemblés en quelques heures, des éléments du 1^{er} Régiment du train parachutiste et les *Coyotes* de la 4^e compagnie du 8^e RPIMa, les ont rejoints à Satory où ils ont perçu à leur tour le même matériel et reçu les mêmes instructions avant de se voir affecter leurs premières zones de patrouilles : Place Denfert-Rochereau, Gare Montparnasse et Place de l’Étoile, puis à partir du 12 janvier, la protection de lieux de culte et d’écoles confessionnelles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. (Source : “Le 8^e RPIMa dans l’opération *Sentinelle*”, *Béret rouge*, n°234, avril 2015, p.4). Rapidement un état-major tactique rejoint les *Coyotes* accompagné des *Requins* de la 1^{ère} compagnie et d’éléments de la compagnie d’éclairage et d’appui et de la compagnie de commandement et de logistique. Il lui revient de répartir les unités sur les sites dans le Val d’Oise et dans les 16^e et 17^e arrondissements en prenant contact avec les commissariats des quartiers concernés. Hormis la 1^{ère} compagnie restée à Paris jusqu’au 14 février, le reste du dispositif du 8^e RPIMa ne s’est pas attardé car la 4^e compagnie et l’EMT sont rentrés à Castres respectivement le 19 et le 28 janvier afin de reconstituer le *Guépard* du régiment.

³⁴⁸ “*Sentinelle* à Paris”, *Képi blanc*, n°784, février 2016.

³⁴⁹ “Opération *Sentinelle* de la 5^e compagnie à Paris”, *Képi blanc*, n°786, avril 2016.

³⁵⁰ “Déploiement de la 2^e compagnie dans le Val d’Oise”, *Képi blanc*, n°788, juin 2016.

³⁵¹ “La CA en Ile de France”, *Képi blanc*, n°792, novembre 2016.

d'une demi-douzaine d'arrondissements parisiens dans un contexte particulier où se conjuguent les élections présidentielles et les dates clés du 1^{er} et du 8 mai.³⁵² En 2017, le 35^e Régiment d'artillerie parachutiste, avec son EMT, revient à *Sentinelle* avec des éléments du 8^e RPIMa et du 1^{er} Régiment de hussards parachutistes au sein du GPT-Paris Est. Le chef de corps peut alors constater les évolutions majeures de la mission du GPT responsable de la sécurité des aéroports d'Orly, Roissy-Charles de Gaulle, du Stade de France et du parc d'attraction Disneyland Paris.³⁵³

À Toulouse, là où se situent le QG et l'état-major de la BP, les parachutistes sont déployés, et tandis que des compagnies du RCP et du 8^e RPIMa sont à Paris, le 1^{er} RHP y envoie le 3^e escadron dès le 12 janvier 2015. Parti pour quinze jours, il y est resté six semaines. Comparant cette mission avec les autres missions de *Vigipirate* où ils appuient aussi la police, les parachutistes se sentent moins anonymes et plus encouragés par les habitants. L'un des chefs de groupe constate qu'il dispose d'une réelle autonomie car la plupart du temps, il est isolé sur un site.

En vertu du même impératif dicté par l'urgence et alors que le noyau dur de l'état-major de la BP est à N'Djamena, une partie du PC G08-PC³⁵⁴ est engagé à Marseille, à partir du 14 janvier 2015, en appui à l'état-major de la Zone de défense et de sécurité (EMIAZDS) Sud³⁵⁵ avec une vingtaine d'unités élémentaires. Le général commandant la zone Sud se doit d'agir à différents niveaux : coordonner le soutien local, faire remonter les besoins vers le Centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA) et vers le CPCO. Il est confronté à une manœuvre globale sans disposer des moyens pour durer dans le temps face à une situation d'une ampleur inédite. Finalement, comme à Gao en janvier 2013, le PC G08 a relancé la manœuvre, évalué et réarticulé le dispositif selon les réquisitions, mobilisant pour ce faire le Bureau renseignement (B2) et de ses cartes et le Bureau appui commandement (B6) pour les communications, entre autres avec la police.³⁵⁶

Le 3^e RPIMa de Carcassonne, régiment leader pour le déploiement à Lyon, renforce ses effectifs en activant le module *Guépard* réserve TN800 avec des réservistes du 1^{er} RTP et du 1^{er} RCP. Tout d'abord, il s'agit d'un groupe de l'Escadron de défense et d'intervention (EDI), projeté dans un délai très court du 16 au 26 janvier 2015. Une première et un gage de confiance dans un contexte de frugalité des effectifs. Il rejoint Carcassonne puis Lyon où sa mission consiste à assurer la protection permanente de l'École du Service de Santé de Bron. Elle se traduit par des rondes à l'intérieur et à l'extérieur du site et au niveau de l'entrée principale. Puis par discrétion, la surveillance se limite à l'intérieur de l'emprise. Un jour, le

³⁵² "Le REP à Paris pour *Sentinelle*", *Béret rouge*, n°245, mai 2017, p.4.

³⁵³ "En Île de France, le COMBP rencontre l'état-major *Sentinelle* du 35^e RAP", *Béret rouge*, n°245, mai 2017, p.4.

³⁵⁴ Émanation du PC de l'état-major de la BP, il peut assurer le commandement d'une force projetée pendant une durée et une action limitées ou comme précurseur d'un PC principal. Il est engagé par aéroportage (poser d'assaut) ou aérolargage avec ses véhicules et ses matériels et une autonomie de trois jours.

³⁵⁵ *TIM*, n°262, mars 2015.

³⁵⁶ "De la pertinence d'engager en urgence le PC G08 sur le territoire national, dans le cadre de l'OPINT *Sentinelle* du 14 janvier au 18 février 2015", *Béret rouge*, n°234, avril 2015, pp.5-6.

groupe découvre un trou découpé à la pince dans la clôture du parking. Il déclenche la mobilisation en urgence. Une autre fois, il porte assistance au personnel médical pour canaliser un patient très agressif en attendant l’arrivée de la police.³⁵⁷

Puis, à la 5^e compagnie de réserve du 1^{er} RCP, après une période de *Vigipirate* à Marseille, une réserviste embraye pour une mission TN800 d’une dizaine de jours. Libérée par un employeur compréhensif, elle rejoint Pamiers puis la caserne Laperrine de Carcassonne où le départ est donné le 19 janvier, aux aurores, pour un trajet en camion par sections. La mission consiste à assurer en renfort du personnel la surveillance des accès à l’École de Bron et de l’Hôpital d’instruction des Armées Desgenettes. Les rondes se déroulent par rotation en alternant les plages de repos selon un mécanisme bien huilé.³⁵⁸

Début décembre, les *Jaunes* de la CCL renforcés par une section de la compagnie d’appui du 1^{er} RCP partent sécuriser les marchés de Noël situés dans le cœur historique de la ville de Strasbourg. Ils patrouillent “au large”, prêts à intervenir en cas d’attentat sur les lieux. Puis, les fêtes achevées, les parachutistes reviennent à leur tâche de contrôle de zone des sites sensibles.³⁵⁹ Ils ne sont pas les seuls parachutistes à patrouiller aux abords des marchés de Noël, des grands magasins et des lieux de grand rassemblement de population, leurs camarades du 35^e RAP mènent la même mission à Toulouse et à Limoges.³⁶⁰

Pour fastidieuse que cette longue énumération puisse paraître, elle a le mérite de donner une idée de l’ampleur des tâches accomplies à ces divers titres et de la forte implication des unités parachutistes à ces occasions. La réalisation de la mission n’efface pourtant pas le besoin de poursuivre en parallèle l’entraînement et l’instruction.

Réaliser la mission sans négliger les fondamentaux du métier des armes

Dans une armée professionnelle, en effet, la préparation opérationnelle reste au cœur des préoccupations des chefs militaires, tâche d’autant plus difficile à préserver que leurs unités sont dispersées en métropole, outre-mer et à l’extérieur. Il y va du maintien de la forme physique des personnels, et d’un niveau adéquat d’instruction et d’entraînement au combat sous les multiples formes liées à la diversité des missions.³⁶¹

Le sport restant l’un des piliers de l’entraînement de tout soldat, là où elle stationne à Paris, la 4^e compagnie du REP dispose d’une salle de sport civile pour la musculation. Elle enchaîne course à pied dans le parc de La Courneuve, *crossfit*, et course d’orientation. L’opération *Sentinelle* s’installant dans la durée, un entraînement spécifique finit par s’organiser. Au début de l’opération, en janvier 2015, à Lyon, dans le cas des réservistes de

³⁵⁷ “Déploiement d’un groupe de l’escadron de défense et d’intervention du 1^{er} RTP”, *loc.cit.*, p.7.

³⁵⁸ “Témoignage d’Elodie, réserviste au cœur de l’opération *Sentinelle*”, *ibid.*, p.8.

³⁵⁹ “La CCL du 1^{er} RCP à *Sentinelle*”, *Béret rouge*, n°243, janvier 2017, p.5.

³⁶⁰ “Pendant les fêtes, les paras du 35 veillent sur leurs concitoyens”, *Béret rouge*, n°243, janvier 2017, p.5.

³⁶¹ Par exemple, l’opération *Sentinelle* ne se limite pas à une présence rassurante dans l’espace public, elle peut déboucher sur une action de combat. Ainsi, le 3 février 2017, une patrouille du 1^{er} RCP est attaquée par un individu armé d’une machette aux abords du Carrousel du Louvre. La réaction des parachutistes fut immédiate : ils ont tiré et mis l’assaillant hors d’état de nuire. “Le 8 à la tête du GPT-Centre”, *Béret rouge*, n°244, mars 2017, p.5.

la BP,³⁶² il a été nécessaire d'organiser deux jours de mise en condition avant la projection afin de revoir les prérequis indispensables à cet engagement : tir, technique d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR), légitime défense,³⁶³ etc.

Puis instruction et entraînement se sont affinés en vue de ce rendez-vous devenu majeur pour les régiments. Au 1^{er} RTP, deux sections de l'escadron de commandement et de logistique ont clôturé leur mise en condition par un entraînement particulier consistant en un circuit sur l'ancienne base aérienne de Franczal, destiné à faire réagir face à des situations concrètes et à restituer les actes fondamentaux de la patrouille à travers des ateliers réalistes. Dans ce but, chaque groupe a réalisé une patrouille afin de tester ses savoir-faire, ses connaissances des règles d'engagement et ses réactions face à des situations différentes : contrôle d'identité, secours à une victime, intervention sur une rixe entre jeunes avec blessure à l'arme blanche, découverte d'un colis piégé, réactions à des menaces verbales, tentative d'intrusion dans une enceinte protégée et réaction à une voiture-bélier.³⁶⁴ Devant se préparer à *Sentinelle*, le 1^{er} escadron du 1^{er} RHP a non seulement perfectionné sa préparation physique mais a revu les procédures d'évacuation des véhicules de patrouille en cas de prise à partie.³⁶⁵

En revanche, sur place, afin de maintenir la condition opérationnelle (MCO) tant individuelle que collective, au niveau du groupe, de la section ou de la compagnie, les unités utilisent les installations militaires proches de leur zone d'intervention.³⁶⁶ La préparation physique du combattant débarqué se déroule au départ sur 24 semaines, suivies de huit phases d'entretien hebdomadaires reconductibles, pour s'adapter aux contraintes de la vie courante et de la mission lors de déploiements sur le territoire comme *Sentinelle*. Le but final étant d'amener tout combattant équipé d'un casque, d'un gilet pare-balles, d'un Famas et d'une musette de 15 kilos à réaliser les actions de combat avec une charge minimale de 37 et maximale de 60 kilos dans un délai de quatre à cinq minutes.³⁶⁷

Poursuivre l'instruction des savoir-faire et des gestes élémentaires est essentiel dans le cas du tir, autre pilier fondamental de l'entraînement de tout soldat. Il s'agit au premier chef de tir opérationnel,³⁶⁸ mais aussi de rappels sur l'armement et les explosifs tout en

³⁶² L'instruction se résume à 30 jours de terrain par an, à raison de dix week-ends de 3 jours au camp de Caylus.

³⁶³ "Témoignage d'Élodie, réserviste au cœur de l'opération *Sentinelle*", *loc.cit.*, p.8.

³⁶⁴ "Préparation *Sentinelle* de l'ECL du 1^{er} RTP", *Béret rouge*, n°244, mars 2017, p.5.

³⁶⁵ "Préparation *Sentinelle* pour le 1^{er} escadron du 1^{er} RHP", *ibid.*

³⁶⁶ En Île de France, les forts militaires qui ceignent Paris permettent de poursuivre l'instruction en accentuant la formation individuelle et en trinôme avec combat rapproché, sauvetage au combat, franchissement en zone urbaine avec remontée d'une paroi avec une corde lisse et descente en rappel. "Le REP à *Sentinelle*", *Képi blanc*, n°780, octobre 2015.

³⁶⁷ "La préparation physique des combattants débarqués", *TIM*, n°269, novembre 2015.

³⁶⁸ L'entraînement au tir se fait souvent, pour les unités déployées en région parisienne, au camp des Loges, à Saint-Germain en Laye et au fort de Vincennes (qui dispose d'un simulateur d'instruction technique au tir aux armes légères : SITTAL). En mission d'avril à juin 2017, le 4^e escadron du RHP profite de la diversité des infrastructures, et grâce à la mise en place au fort de Nogent d'un AMX 10RC du régiment parfait les instructions tireurs et chef d'engin, grâce au simulateur de tir STIVAD. ("Entraînement opérationnel durant *Sentinelle*", *Béret rouge*, n°246, juillet 2017, p.5). La 4^e compagnie du REP, déployée à Toulouse, s'est entraînée au tir au CFIM et dans les stands de tir des fermes du 4^e Régiment étranger, à Castelnaudary. ("Les Gris à Toulouse avec la BP", *Képi blanc*, n°805, janvier 2018).

poursuivant l’instruction de topographie, de secourisme, etc. Le fort de Montmorency met à disposition une piste d’audace et d’évasion pour l’entraînement commando. Les sections de la 5^e compagnie s’y préparent au stage de niveau compagnie du CNEC, programmé en avril. Et la 2^e compagnie y peaufine son aguerrissement, sa rusticité et sa cohésion. Sur la Base Aérienne BA 921, elle s’entraîne au combat en localité et à la course d’orientation. En 2017, les trois compagnies du REP n’ont pas dérogé à la règle.³⁶⁹

Les tests TAP ne sont pas oubliés : l’instruction comporte le saut en parachute. En 2017, la 4^e compagnie profite de sa présence à Toulouse pour breveter les légionnaires de la dernière promotion à partir des aéroports dont dispose la BP à Toulouse même, à Pau (École des troupes aéroportées : ETAP) et à Pamiers, ville de la garnison du 1^{er} RCP.³⁷⁰

Répartition du temps et organisation des journées

Comme le rythme d’activité des unités s’étend sur des cycles de douze à dix-huit mois en intégrant les OPINT et les OPEX, *Sentinelle* se déroule chaque semaine selon des phases de 96 heures, soit quatre jours de patrouille, suivis de deux jours consacrés à la formation, à l’instruction, à l’entraînement, déjà évoqués, et à une séquence de repos.

La journée commence à cinq heures pour une patrouille d’une durée de six heures, suivie d’un temps de repos de cinq heures avec repas au self, puis commence une nouvelle patrouille de six heures. La journée s’achève à 23 heures soit une amplitude de service de douze heures par jour sans récupération, rythme peu imaginable dans le reste de la fonction publique.

La patrouille se déroule en véhicule, par sécurité, sans jamais emprunter le même trajet. Le groupe, soit huit à dix militaires, peut s’arrêter près d’écoles, de centres de culte, de gares ou de lieux touristiques, comme la Tour Eiffel ou le Parc de La Villette, à Paris. Patrouiller signifie discerner, repérer des comportements suspects dans la foule. Au-delà des patrouilles et les entraînements, la vie quotidienne reste collective.

Conditions de vie quotidiennes

Hébergement

Lorsque la 2^e compagnie du RCP et la 4^e compagnie du 8^e RPIMA arrivent en urgence à Paris, elles s’installent d’abord au camp de Satory, qu’elles quittent pour le Fort de l’Est. Puis l’ensemble des parachutistes est logé au fort de l’Est, au fort de Nogent, au Fort-neuf de Vincennes, à Saint-Denis, près du stade de France. En 2016, une compagnie s’installe sur la Base aérienne de Taverny. À Toulouse, l’un des groupes du 3^e escadron du 1^{er} RHP est logé durant les quinze premiers jours de la mission dans une cuisine de huit mètres sur trois, pour une dizaine de parachutistes. Installation rustique par un froid piquant.³⁷¹ Puis les parachutistes prennent leurs quartiers sur le site même du PC de la Brigade, à Balma, ville de banlieue jouxtant la ville rose.

³⁶⁹ “Le REP à Paris pour *Sentinelle*”, *Béret rouge*, n°245, mai 2017, p.4.

³⁷⁰ “Les Gris à Toulouse avec la BP”, *op.cit.*

³⁷¹ “Mission Vigipirate : Toulouse du 12 janvier au 20 février 2015”, *Béret rouge*, n°234, avril 2015, p.5.

Alimentation

Les repas sont pris au self sur le lieu du cantonnement, mais lors des patrouilles, les soldats voient parfois leur ordinaire s'améliorer. Aux sections de la 5^e compagnie du REP, les habitants d'un quartier offrent des petits déjeuners et des boîtes de chocolat.³⁷² À Toulouse, les habitants proposent le café aux Hussards du 1^{er} et les mères des enfants scolarisés dans les écoles confessionnelles leurs apportent des gâteaux.

Divertissements

Lors des jours de repos et de quartier libre, les parachutistes se voient proposer des sorties en groupes dans les hauts lieux touristiques parisiens – la Tour Eiffel –, culturels – le Louvre – et militaires : les Invalides. À Toulouse, le bureau de garnison dispose d'un budget pour financer leurs distractions, financement auquel participe de son côté la mairie de Balma. Ainsi les soldats vont au cinéma, au concert, au bowling, au karting...

Les fêtes de tradition et les fêtes religieuses

La mission n'empêche pas de célébrer les grandes fêtes de tradition comme Camerone (30 avril) pour les légionnaires, et la Saint-Michel, le 29 septembre, pour tous les parachutistes. La compagnie d'appui du REP, présente en Île de France, saute pour l'occasion à Orléans. Au Fort de l'Est où elle était hébergée, elle a commencé la matinée par un footing de cohésion en treillis et rangers, suivi d'une messe et d'un barbecue. Puis elle a participé à la *Tough Viking Race*, une course de douze kms, entrecoupés de trente obstacles, qui se déroule sur le terrain militaire de Frileuse, à Beynes dans les Yvelines. Ce 30 Septembre 2016 pour la 2^e édition, la participation a rassemblé 3 000 concurrents et un légionnaire est arrivé 65^e.³⁷³

Partie début décembre 2016, à Strasbourg, la CCL et la section de la CA du 1^{er} RCP passent Noël sur place. Malgré l'éloignement des familles restées dans l'Ariège, les parachutistes ont su maintenir une ambiance festive.³⁷⁴ Leurs camarades du 35^e RAP partagent le même éloignement, les uns à Toulouse, d'autres à Limoges, cela jusqu'au premier trimestre 2017. Un lieutenant chef de section nouvellement père se console à l'idée que "*notre engagement, c'est aussi pour nos familles que l'on fait ça*".³⁷⁵ Au même moment, d'autres sont au loin, au Sahel.

Les parachutistes et l'opération *Résilience*

Une nouvelle OPINT, toute aussi inattendue, mobilise le monde militaire et les parachutistes en particulier à partir de 2020 lorsque se déclare l'épidémie de Covid-19.

Pour lancer l'opération, le président de la République s'adresse à la nation depuis la région du Grand-Est, la plus touchée par le virus, avec pour toile de fond un hôpital de campagne tout juste installé. Il annonce la mise à contribution de moyens militaires pour

³⁷² "Opération *Sentinelle* de la 5^e compagnie à Paris", *Képi blanc*, n°786, avril 2016.

³⁷³ "La CA en Ile de France", *loc.cit.*

³⁷⁴ "La CCL du 1^{ER} à Strasbourg", *loc.cit.*, p.5.

³⁷⁵ "Pendant les fêtes, les paras du 35 veillent sur leurs concitoyens", *loc.cit.*, p.5.

pallier les insuffisances locales des moyens civils dans la lutte contre le Covid-19, selon le protocole d'action de l'OTIAD. La proclamation de la France “*en guerre*”, puis l'annonce de l'opération *Résilience* constituent autant de stratégies de communication qui visent à dramatiser la situation et signaler le danger majeur qu'elle recèle.

Résilience, mission intérieure, couvre trois volets : sanitaire par le Service de Santé des Armées, logistique et protection. Pour le Président, elle consiste à mobiliser et à engager les armées “*dans l'ensemble des secteurs où elles pourront apporter un soutien à la continuité de l'État*”, “*ces missions seront adaptées aux contextes locaux*”. L'opération “*sera consacrée à l'aide et au soutien aux populations ainsi qu'à l'appui aux services publics pour faire face à l'épidémie en métropole et outre-mer*”. Le colonel Frédéric Barbry, porte-parole de l'EMA, précise qu'il s'agit de répondre aux “*sollicitations des préfets, en fonction des moyens disponibles*”. Le préfet, qui assure la coordination interministérielle, reste bien l'autorité civile responsable. Le nombre de militaires concerné n'est pas spécifié car “*on raisonne en effets à obtenir, pas en effectifs*” pour des actions “*au plus proche des besoins*”.

Évoquant la vocation de la Brigade Parachutiste à y participer, le général Jacques Langlade de Montgros déclare que rien n'est “*prédéfini*”, que ce sera du “*sur mesure*”, “*du cas par cas*”, “*en soutien aux autorités civiles*”.³⁷⁶ Chef de corps du 8^e RPIMa, le colonel Prod'Homme, déclare en écho que son régiment “*est prêt à appuyer les autorités civiles*”.³⁷⁷

Le volet logistique peut consister à acheminer des masques, ce qu'un élément de la BP réalise entre l'aéroport de Blagnac et un dépôt central de l'Agence Régionale de Santé à Toulouse. Par le volet protection, l'armée peut assurer celle de sites d'OIV comme les centrales nucléaires ou des bâtiments officiels qui reviennent en général aux unités de CRS ou à des escadrons de gendarmerie mobile, mais aussi des lieux de stockage de masques, des dépôts de matériel médical ou des hôpitaux. Il ne s'agit pas seulement d'aider les forces de l'ordre dont une partie est touchée par le virus,³⁷⁸ mais encore de prévenir les conséquences possibles de la colère qui monte dans les rangs de la police (dont certains membres menacent d'exercer leur droit de retrait faute de disposer de masques).³⁷⁹

Le général commandant la BP précise bien que la “*brigade de l'urgence*” poursuit trois priorités. Tout d'abord, *Sentinelle*. La mobilisation doit s'opérer sans réduire la participation de la Brigade à l'opération qui occupe 500 parachutistes sur les 7 000 soldats déployés dans les rues au titre de la lutte contre le risque terroriste, qui reste une priorité. Les assassinats et blessures au couteau perpétrés par un réfugié soudanais à Romans-sur-Isère le 4 avril sont en effet venus rappeler ce défi. Puis, se préparer à l'imprévisible ; enfin,

³⁷⁶ Pierre Challier, “Entretien avec le général Jacques de Montgros”, *La Dépêche du Midi*, 28 mars 2020.

³⁷⁷ Jason Esnault, “Entretien avec le chef de corps du 8^e RPIMa”, *Le Journal d'Ici*, n°812, 9-15 avril 2020.

³⁷⁸ Quinze jours après le confinement, sur 100 000 personnels des forces de l'ordre déployés, 2 000 gendarmes et 10 000 policiers, soit 12%, seraient confinés. Deux policiers sont morts et 257 ont été testés positifs. Dans les Yvelines, 40% des policiers ne peuvent assurer leur service.

³⁷⁹ Le problème est que le gouvernement a rappelé que, toutes catégories confondues, les agents et salariés au contact du public doivent porter un masque afin de se protéger et de le protéger, mais que son port est interdit aux policiers et gendarmes par le ministre de l'Intérieur sous prétexte qu'il ne sert à rien et qu'il leur suffit de se tenir à distance. En fait, les masques destinés aux policiers ont été livrés au personnel hospitalier.

anticiper les modalités de sortie de crise. Le général a profité de l'entretien pour détailler la vie quotidienne confinée dans les régiments. Les missions non essentielles sont annulées. Le télétravail concerne une petite partie des effectifs dont il a fallu modifier les activités pour poursuivre la préparation au déploiement en OPEX. Ainsi, l'instruction se fait en petits groupes du niveau de la chambrée. La planification des projections prévoyait l'envoi d'une centaine de soldats du 8^e RPIMa en Irak : le départ est suspendu alors que ses missions en Guyane, à Djibouti et au Sénégal sont maintenues. Il reste 300 parachutistes des GCP et du 2^e REP à projeter sur *Barkhane* et il faut veiller qu'ils ne soient pas contaminés.³⁸⁰ Les chefs de corps organisent l'activité de leurs hommes. À Castres, le régiment dispose d'un Plan de continuité d'activités permettant de poursuivre les missions essentielles et opérationnelles dans un contexte dégradé en prenant les mesures de précaution pour prévenir la contagion : gestes barrières, moyens de désinfection des lieux de vie et des installations sportives, système de sas sanitaire. Tout en maintenant le moral. Ainsi pour les jeunes parachutistes confinés au régiment, des activités de loisirs et de détente sont organisées durant les week-ends.³⁸¹

À Bayonne, au 1^{er} RPIMa, régiment de Forces spéciales, les soldats s'entraînent au tir au sein de la citadelle. Christophe Hondelatte, journaliste bien connu d'*Europe 1*, confiné à Bayonne, sa ville natale, s'insurge : il ne supporte pas les bruits sourds et répétitifs des tirs continus en plein centre-ville. Excédé, il a envoyé un tweet avec copie à la presse, dont *Sud-Ouest*, à la Mairie, à la Préfecture et au ministère des Armées. Le contenu a offusqué les nombreux militaires retraités vivant au pays basque et a rapidement circulé sur les réseaux. Il pose la question du "*maintien des forces spéciales en centre-ville*". Il demande si les tireurs d'élite "*pourraient se calmer un peu ou aller s'entraîner au tir ailleurs en cette période de confinement... dans la forêt landaise ou en zone non urbanisée*". Car les "*tirs incessants font un écho terrible*". Il conteste la présence du régiment "*hébergé dans cette superbe citadelle Vauban*". Hormis les commentaires acides sur les bobos parisiens, les défenseurs du régiment rappellent que ce journaliste trouverait "*doux le bruit du tir des Forces spéciales s'il était retenu en otage au fin fond du Sahel ou du Moyen-Orient*" et que le nom de certains de ces tireurs d'élite est gravé sur des monuments aux morts. Ne paient-ils pas le prix du sang, entre autres à *Barkhane* ?³⁸²



Les missions et opérations intérieures des armées sont nombreuses, variées et, semble-t-il, de plus en plus fréquentes. Elles s'y prêtent de bonne grâce, même si les rôles qui leur sont dévolus sont parfois peu valorisants, ce qui peut fragiliser le moral. Surtout, elles se surajoutent aux missions permanentes et opérations extérieures qui constituent le cœur de leur métier. Dans un contexte d'effectifs réduits, les activités d'entraînement

³⁸⁰ Challier, *loc.cit.*

³⁸¹ Esnault, *loc.cit.*

³⁸² Éric de Verdelhan, "Taisez-vous Monsieur Hondelatte !", 5 avril 2020 (reproduit sur divers sites proches de l'armée de Terre) ; Gabriel Cluzel, "Certains se plaignent du chant du coq... Christophe Hondelatte ne supporte plus les tirs des forces spéciales", *Boulevard Voltaire*, 8 avril 2020.

“normal” et les plannings de rotation des unités s’en trouvent souvent perturbés, ce qui n’est pas sans amoindrir les périodes de repos nécessaires, parfois la préparation opérationnelle, ni sans interférer avec la vie familiale des intéressés avec des conséquences négatives dans la troupe sur les taux de rengagement en fin de contrat. Ce qui allait de soi et ne présentait guère de difficultés du temps où la conscription fournissait une main-d’œuvre militaire abondante crée aujourd’hui nombre de problèmes pratiques substantiels, augmentés par certaines pénuries matérielles, obligeant souvent à des acrobaties qui peuvent mettre à mal l’organisation. Pourtant, les militaires savent que la nation ne comprendrait pas que les moyens d’exception dont ils disposent ne soient pas mis à contribution lorsque des dangers de tous ordres guettent les populations et que les moyens civils ordinaires sont temporairement ou localement submergés. Ils savent aussi que leur concours s’avère alors précieux, et que leur image en sort grandie.

Conclusion

La diversité des missions assignées aux troupes aéroportées transparaît, en plein au travers des pages qui précèdent, mais encore en creux si l’on songe que les opérations présentées résultent d’une sélection, et qu’on aurait pu en ajouter bien d’autres. Le choix s’est voulu représentatif des grandes catégories d’implications des unités parachutistes : la plupart voulues, préparées et conformes par leurs résultats aux objectifs initiaux, au moins au plan tactique, d’autres (celle de la vallée d’Uzbin) d’abord subies et tragiques avant de donner lieu à un rétablissement, d’autres encore imposées en Métropole par la nécessité de rassurer les populations face au risque d’attentats terroristes. Ces dernières, acceptées sans rechigner, n’en posent pas moins problème : elles sont éloignées du cœur de métier, ponctionnent les effectifs utilisables en opérations extérieures, et réduisent les plages de temps prévues pour la formation, l’entraînement, le repos et les permissions.

On s’est attaché tout au long de ces lignes, conformément au titre donné à l’article, à tenter de rendre le vécu des opérations citées – leur dimension subjective et organisationnelle en même temps que leur déroulement objectif. On laissera au lecteur le soin d’apprécier si le pari a été tenu.

L’une des choses qui apparaissent le plus distinctement au fil de ces pages est ce qu’on a appelé le retour en grâce des opérations aéroportées, dont la rareté un demi-siècle durant avait semblé devoir mettre en cause à terme l’existence même de la grande unité parachutiste. La dernière décennie a inversé la tendance, d’abord timidement puis de façon très affirmée puisqu’on a compté plus d’une centaine d’OAP en quelques années. Les inquiétudes exprimées *sotto voce* par les chefs de la 11^e Brigade au cours de la décennie précédente ne paraissent plus de saison.

Un tel retour en grâce des mises en place de troupes par la troisième dimension a toutefois un talon d’Achille : il est étroitement lié à certains théâtres africains, notamment aux larges espaces du Sahel et aux opérations d’envergure limitée qui s’y sont déroulées. Il reste à voir si, au-delà du retrait du Mali, l’animosité ouverte de la Russie à l’est de l’Europe, la montée en puissance militaire de la Chine dans l’Indo-Pacifique, et les préoccupations de

haute intensité qu'elles suscitent, ne viendront pas oblitérer ces gains en rendant moins pertinents les aérolargages de combattants. L'avenir dira sans doute assez vite si l'embellie dont il a été question ici aura été ou non, pour les savoir-faire spécifiques des parachutistes, un chant du cygne.

Quelle que soit l'issue, il est toutefois peu probable qu'on se passe de leurs services : leur polyvalence et les qualités opérationnelles particulières – réactivité, audace, sang-froid, légèreté, attention au détail, adaptabilité – associées à l'entraînement au saut en parachute les rendent utiles au commandement en dehors même de toute mise à terre par la troisième dimension. On s'explique ainsi qu'aucune armée connue n'ait jugé bon de les passer par pertes et profit. On n'imagine guère la France se distinguer sur ce point.